
UE 216 ➡ ORAL D'ÉCONOMIE

Année 2013-2014

Ce fascicule comprend :
La présentation de l'UE
La série 1
Le devoir 1 à envoyer à la correction

le cnam
Institut national des techniques
économiques et comptables intec

L'EXPOSÉ : LA PHASE DE CONCEPTION THÈME 1 : ORGANISATION ET RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE

En collaboration avec
le Centre National
d'Enseignement à Distance
Institut de Lyon

CNED

Soraya BELAROUSSI
Pascal CHARPENTIER
Anne-Sophie CONSTANT
Nicolas DELORD
Dominique MEURS

W2161-F1/4

Les auteurs :

Soraya BELAROUSSI : Professeur agrégée d'anglais, responsable des UE d'anglais du cursus d'expertise-comptable au Cnam-Intec.

Pascal CHARPENTIER : Docteur en sciences économiques, maître de conférences en gestion au Cnam-Intec.

Anne-Sophie CONSTANT : Docteur ès lettres, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication au Cnam-Intec.

Nicolas DELORD : Docteur en sciences économiques, agrégé d'économie et de gestion.

Dominique MEURS : Docteur en sciences économiques, professeur d'économie à l'université de Paris X Nanterre.

⟨••• www.cnamintec.fr •••⟩

L'ensemble des contenus (textes, images, données, dessins, graphiques, etc.) de ce fascicule est la propriété exclusive de l'INTEC-CNAM. En vertu de l'art. L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle, la reproduction ou représentation intégrale ou partielle de ces contenus, sans autorisation expresse et préalable de l'INTEC-CNAM, est illicite. Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (art. L. 122-5).

⟨... OBJECTIFS ...⟩



La série 1 vous présente l'UE d'oral d'économie qui a comme particularités non seulement d'être une épreuve orale mais également de faire appel à une large palette de compétences autour des deux disciplines que sont l'économie et l'anglais. Une méthodologie vous est ensuite proposée pour vous préparer à la phase de conception du sujet. Il est crucial durant cette phase de mener une analyse efficace du sujet et ensuite de mettre en œuvre des routines pour mobiliser un grand nombre d'idées qui vous aideront à définir votre idée directrice.

Le thème 1 du référentiel de l'État et de l'Intec porte sur l'organisation et la régulation de l'économie. Les modes d'organisation de l'activité économique sont traités à travers la diversité des formes de capitalisme, thème de recherche né dans les années 1990 suite à l'effondrement des anciennes économies socialistes. Connaître précisément les caractéristiques d'une économie libérale, appréhender les différences entre pays européens ou comprendre les spécificités du modèle asiatique sont des réflexions utiles pour analyser le compromis économique et social retenu par chaque pays entre l'intervention de l'État et le recours au marché. Les pouvoirs publics sont ensuite étudiés en se focalisant sur leur fonction de régulation des crises économiques. La multiplication des crises financières depuis les années 1980 oblige les États mais aussi les instances de régulation internationale à des interventions répétées et proportionnées à la gravité des crises. Enfin, entre le marché dont l'autorégulation a conduit au cours des dernières années à la crise économique et financière et la capacité limitée d'intervention des États dans un contexte de réduction des déficits publics, la place et les rôles des entreprises dans les économies contemporaines n'ont jamais été autant débattues. Foyers de la création de richesse dans l'économie, elles sont encouragées à innover et à créer de l'emploi tout en étant suspectées de recourir de façon abusive à l'optimisation fiscale ou de n'adhérer que du bout des lèvres aux enjeux autour de leurs responsabilités sociale et environnementale.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DE L'UE	7
-----------------------------	----------

PLAN ANNUEL DU COURS	12
-----------------------------	-----------

PARTIE 1. QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (1) – LA PHASE DE CONCEPTION	15
--	-----------

I. L'analyse du sujet.....	17
-----------------------------------	-----------

A. Sujet et hors sujet.....	17
-----------------------------	----

B. Thème et sujet.....	18
------------------------	----

C. Types de sujet.....	19
------------------------	----

D. Mots-clés et questions	19
---------------------------------	----

E. Problématique	21
------------------------	----

F. Utiliser le texte en anglais.....	21
--------------------------------------	----

II. La recherche des idées	22
---	-----------

A. Créativité spontanée.....	22
------------------------------	----

B. Créativité provoquée	23
-------------------------------	----

C. L'utilisation de la documentation.....	23
---	----

III. La formulation de l'opinion et de l'idée directrice	24
---	-----------

PARTIE 2. THÈME 1 : ORGANISATION ET RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE	25
---	-----------

I. Définitions et notions clés.....	26
--	-----------

A. Quelques termes clés.....	26
------------------------------	----

B. Évolution des modes d'organisation de l'activité économique : les différents types de capitalisme	27
---	----

C. Régulation des crises économiques par l'intervention des pouvoirs publics aux plans national et international.....	32
--	----

D. Place et rôle des entreprises dans les économies contemporaines...	44
---	----

II. Problématiques et enjeux.....	46
--	-----------

A. Institutions matter.....	47
-----------------------------	----

B. La globalisation financière met-elle fin à la diversité des capitalismes ?	48
--	----

C. Pourquoi la France n'adopte-t-elle pas le modèle danois de flexicurité ?	50
--	----

III. Bibliographie.....	52
IV. Aide au travail personnel.....	53
A. Sujet.....	53
B. Annexes.....	54
V. Préparation du thème 1 en anglais.....	66
A. Some useful vocabulary	66
B. Translate into English.....	67
C. Organisation et régulation de l'économie (Sous-thème : Les différents types de capitalisme).....	68
INDEX	80
DEVOIR 1	81

PRÉSENTATION DE L'UE

I. PRÉSENTATION DE L'UE D'ORAL D'ÉCONOMIE

Dans le cadre du nouveau cursus d'expertise comptable et en lien avec la réforme des diplômes universitaires (LMD), le groupe de travail GRECE, qui a élaboré les grandes lignes du nouveau programme, précise à propos de l'épreuve d'oral d'économie :

« Cette unité d'enseignement conduit à préparer une épreuve ayant pour but de montrer la capacité du candidat à structurer un raisonnement dans un délai imparti et à le présenter de façon convaincante aux membres du jury, en langue française, d'une part, et en langue anglaise, d'autre part. »

Le programme précise ensuite que le sujet proposé aux candidats sera tiré de l'un des sept grands thèmes socioéconomiques suivants, dans la version récemment actualisée par le BO du 18 mars 2010 :

LES GRANDS DÉBATS CONTEMPORAINS
1. Organisation et régulation de l'économie
1.1. Évolution des modes d'organisation de l'activité économique : les différents types de capitalisme
1.2. Régulation des crises économiques par l'intervention des pouvoirs publics aux plans national et international
1.3. Place et rôles des entreprises dans les économies contemporaines
2. Croissance, changement technologique et emploi
2.1. Le changement technologique : déterminants et effets sur les branches, l'emploi et les qualifications
2.2. Les acteurs face au changement technologique : les stratégies d'entreprise et le rôle régulateur et d'impulsion des pouvoirs publics
3. Économie de la connaissance et de l'immatériel
3.1. L'essor de l'économie de la connaissance
3.2. Les enjeux économiques et sociaux de l'économie de la connaissance
3.3. Les acteurs de l'économie de la connaissance : l'État, les organismes de recherche et d'enseignement, les entreprises
4. Réseaux, territoires, pôles de compétitivité
4.1. Nouvelles formes d'organisation
4.2. Synergies de compétitivité
5. Les déséquilibres spatiaux, sociaux et environnementaux
5.1. Croissance, crise et déséquilibres dans une économie mondialisée (déséquilibres entre les États)
5.2. Croissance, crise et déséquilibres sociaux internes
5.3. Croissance, crise et déséquilibres environnementaux
6. Marché et économie non marchande
6.1. La place du secteur non marchand
6.2. Le non marchand : un modèle définitivement spécifique ?
7. Protection sociale et solidarité
7.1. Les crises de l'État-providence
7.2. Quel avenir pour les retraites et l'assurance maladie ?

II. LE DÉROULEMENT DE L'ÉPREUVE

Concrètement, l'épreuve se déroule en deux temps :

1. Après avoir tiré un sujet et préparé pendant deux heures, le candidat fera un exposé de dix à quinze minutes en français devant le jury ; le sujet se compose d'une question accompagnée d'un texte, obligatoirement en anglais.

2. Les membres du jury poseront ensuite des questions, en français dans un premier temps (le candidat répondra en français) et en anglais dans un second temps (le candidat devra alors répondre en anglais).

Comme on le voit, les compétences testées lors de cette épreuve sont à la fois d'ordre méthodologique (savoir dégager une problématique, construire un exposé structuré, défendre des positions de manière argumentée, mobiliser ses connaissances avec pertinence, intégrer des éléments d'actualité...) axées par ailleurs sur des connaissances relatives aux grands thèmes du programme, mais aussi d'ordre linguistique (maîtrise de l'expression en anglais). D'autre part, le champ sur lequel les étudiants seront interrogés – même s'il ne couvre plus l'intégralité du programme d'expertise comptable comme dans l'ancienne épreuve du grand oral – est relativement large et sans cesse à réactualiser puisqu'il couvre les grands débats contemporains de nature économique et sociale, dont certains aspects vont évoluer en cours d'année (l'évolution de la crise grecque, par exemple, ou la réforme des retraites...).

III. LES MODALITÉS DE PRÉPARATION

Le cours qui vous est proposé a été conçu dans le souci de vous aider à préparer cette épreuve qui suppose de votre part la maîtrise des trois compétences évoquées ci-avant : savoir concevoir un exposé et vous exprimer, avoir un niveau de connaissances satisfaisant sur l'ensemble des thèmes proposés, avoir la capacité de vous exprimer en anglais. Dans ce souci, nous vous proposons la structure suivante pour chacune des quatre séries du cours :

- Une première partie de nature méthodologique vous guidera dans les différentes phases de l'épreuve : analyse du sujet, recherche des idées, élaboration d'une problématique, construction du plan, expression, réponse aux questions...
- Une deuxième partie de la série traitera d'un (pour la première série) ou de deux (pour les trois séries suivantes) thèmes constituant le programme de l'épreuve. Les thèmes seront traités dans l'ordre où ils figurent dans le programme officiel ci-avant.
- Une troisième partie de la série sera constituée de textes en anglais relatifs au(x) thème(s) traité(s) dans la série. Dans les séries 2 à 4 où deux thèmes d'économie sont traités, vous aurez donc à chaque fois deux textes en anglais à travailler.

A. PREMIÈRE REMARQUE IMPORTANTE

Telle qu'elle est conçue, l'épreuve d'oral d'économie suppose que les étudiants possèdent déjà un niveau d'anglais leur permettant de s'exprimer à l'oral pour répondre à des questions sur des thèmes précis. Le cours qui vous est proposé ici part donc du principe que votre niveau d'anglais est correct. Toutefois, l'expérience montre que des écarts significatifs sont observables entre les étudiants, selon leur parcours universitaire et leur pratique plus ou moins régulière de l'anglais. Nous vous suggérons donc de suivre les conseils suivants :

1. Vérifiez votre niveau d'anglais : pour vous donner une indication, le niveau attendu des étudiants, du moins dans les premières années de mise en œuvre de la réforme des programmes, se situe au minimum à l'échelle B2 (niveau défini par le Conseil de l'Europe). Cela correspond au niveau 3 du Bulats, 750 du TOEIC, etc.).

2. N'hésitez pas à faire un test de niveau : il existe un grand nombre de tests accessibles gratuitement sur Internet, cela vous permettra de vous situer sur les échelles données ci-avant. Vous pouvez accéder à un test complet (grammaire, oral, écrit) en allant sur le site du département d'anglais du Cnam (cnam.fr/anglais) qui vous orientera vers ce test proposé par Dialang : c'est gratuit, il vous suffit de télécharger les programmes en suivant les indications. Ce test est assez long (prévoir 1,5 heure). Il est indispensable de le faire avant d'assister aux cours oraux : cela permet à l'enseignant d'ajuster sa méthode au(x) public(s) qu'il a en présentiel.

3. Si votre anglais est insuffisant, prévoyez une formation complémentaire, au Cnam ou dans l'institution de votre choix. Le cours que vous recevrez dans le cadre de cette UE vous donne des rappels de grammaire, de syntaxe, vous apporte le vocabulaire technique, etc. Mais ce n'est pas un substitut à un apprentissage classique des bases de la langue.

4. Faites les exercices proposés dans la série à partir des textes en anglais vous verrez que la lecture des textes est facilitée par l'explication des termes difficiles (l'explication est donnée entre parenthèses et en italique). Nous vous rappelons qu'il s'agit avant tout d'avoir une compréhension globale de ces textes, d'en repérer la ligne directrice et les idées essentielles. D'ailleurs, un petit test (autocorrigé) de compréhension accompagne chacun des textes.

Un certain nombre de textes d'actualité ont été associés à chacun des thèmes afin de vous permettre de diversifier vos lectures. Ces textes sont de niveau de difficulté variable, mais toujours en rapport avec les exigences de l'épreuve.

Enfin, nous vous invitons à travailler votre expression en répondant à quelques questions de réflexion relatives à certains textes : une proposition de corrigé vous sera fournie dans la série, ou dans un corrigé lorsque ce genre d'exercice constituera un des éléments du devoir à envoyer à la correction. Les corrigés utilisent volontairement un vocabulaire et une expression simples, afin de vous donner une idée précise de ce qu'un élève est censé pouvoir produire. Les thèmes d'économie comportent également de courts passages en anglais afin de compléter les apports de vocabulaire et vous mettre le plus possible en « immersion ».

Par ailleurs, vous êtes invités à regarder des émissions ou des documentaires en anglais. Des suggestions vous sont faites dans les séries pour certains thèmes du programme.

B. SECONDE REMARQUE IMPORTANTE

La partie du cours traitant des thèmes d'économie a été conçue, non pas comme un support autosuffisant (compte tenu des thèmes à traiter, il faudrait plusieurs volumes compacts), mais bien comme une aide à la préparation. Vous y trouverez les définitions importantes, les références théoriques incontournables, les grandes problématiques, les thèmes connexes ou associés, des exemples de sujets traités, etc. Ces éléments « de fond » évoluent d'une année sur l'autre pour la plupart d'entre eux. Certaines modifications du contexte économique peuvent influencer sensiblement l'analyse de quelques grands problèmes. C'est le cas en particulier des sujets à forte connotation de nature technologique et/ou sociologique ou, plus largement encore, d'un « méta-thème » comme le(s) capitalisme(s). Lorsque des changements récents et importants ont été observés, les thèmes d'économie correspondant ont été augmentés d'un court chapitre (« actualité du thème ») précisant les nouvelles orientations, les nouvelles problématiques et, le cas échéant, les nouveaux concepts. Ceci ne vous dispense évidemment pas d'actualiser vos connaissances régulièrement par la lecture des journaux, l'actualité « brûlante » pouvant constituer une partie du questionnement du jury lors de l'épreuve.

Vous aurez également des indications bibliographiques et/ou des références de sites Internet vous permettant de constituer des dossiers sur les grands thèmes du programme, que vous devrez bien entendu compléter par vos lectures régulières : revues et presse quotidienne. Nous attirons votre attention sur le fait que cette épreuve de culture générale orientée vers des thèmes socioéconomiques nécessite un travail personnel régulier tout au long de l'année. C'est dans cette optique que le cours a été réalisé : vous donner les bases indispensables actualisées (au moment de la rédaction de la série) et les orientations de travail pour optimiser votre investissement personnel.

IV. PLAN DU COURS

Le cours par correspondance est divisé en 4 séries, correspondant à quatre envois distincts de taille équivalente. Le regroupement des séries s'est opéré selon la logique suivante :

- **Première série** : la partie méthodologique est consacrée à la phase de conception de l'exposé. Le thème d'économie et son illustration par un texte anglais est « L'organisation et la régulation de l'économie ».
- **Deuxième série** : la partie méthodologique est consacrée à la composition de l'exposé. Les thèmes traités et les applications en anglais sont, d'une part, « croissance, changement technologique et emploi », et, d'autre part, « économie de la connaissance et de l'immatériel ».

- **Troisième série** : la partie méthodologique est consacrée à l'expression. Les thèmes traités et les applications en anglais sont, d'une part, « réseaux, territoires et pôles de compétitivité », et, d'autre part, « les déséquilibres spatiaux, sociaux et environnementaux ».
- **Quatrième série** : la partie méthodologique est consacrée aux questions suivant l'exposé. Les thèmes traités et les applications en anglais sont, d'une part, « marché et économie non marchande », et, d'autre part, « protection sociale et solidarité ».

V. LES AUTEURS DU COURS PAR CORRESPONDANCE

- Soraya BELAROUSSI, professeure agrégée d'anglais, responsable des UE d'anglais du cursus d'expertise-comptable au Cnam-Intec.
- Pascal CHARPENTIER, docteur en sciences économiques, maître de conférences en gestion au Cnam/Intec.
- Anne-Sophie CONSTANT, docteur ès lettres, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication au Cnam/Intec.
- Nicolas DELORD, docteur en sciences économiques, agrégé d'économie et de gestion.
- Catherine DUMONT, agrégée de sciences sociales, docteur en sociologie.
- Nicolas KHENKINE, professeur agrégé d'économie-gestion, enseignant en classe préparatoire.
- Tim McGLUE, BA College of Letters, Wesleyan University 1970 (USA) MFA Creative Writing and Linguistics, Indiana University 1985 (USA) depuis 1986, écrivain et traducteur en France.
- Dominique MEURS, docteur en sciences économiques, professeur d'économie à l'université d'Arras.
- Madina RIVAL, docteur en sciences de gestion, maître de conférences en gestion au Cnam-Intec.

VI. BIBLIOGRAPHIE ET COMPLÉMENTS PÉDAGOGIQUES

Le cours de l'UE d'oral d'économie est autosuffisant, uniquement pour la partie méthodologique. En revanche, la densité du programme relatif aux grands débats socioéconomiques suppose de votre part des lectures personnelles. Nous ne vous donnons pas d'indication bibliographique générale couvrant l'ensemble des thèmes ; en revanche, dans chaque cours, vous trouverez les références bibliographiques indispensables à un travail approfondi sur chaque grand thème. Par ailleurs, nous vous recommandons la consultation des publications de la Documentation Française (les *Cahiers Français* et *Problèmes Économiques*, en particulier) qui proposent des synthèses et des sélections d'articles couvrant la quasi-totalité de votre programme.

Par ailleurs, vous trouverez des compléments pédagogiques sur le site de l'Intec : textes récents en anglais, exemples de sujets, exercices de méthode (traitement de sujets en partie ou en totalité).

VII. DEVOIRS

Vous devrez rédiger six devoirs qui seront adressés à l'équipe de correction par l'intermédiaire du Centre national d'enseignement à distance, 100 rue Hénon, 69316 Lyon Cedex 04. Après correction individuelle, les devoirs seront retournés annotés aux élèves. La première et la quatrième série ne comportent qu'un seul devoir. Les deuxième et troisième séries en comportent deux chacune. Un commentaire (ou « corrigé type ») détaillé sera par ailleurs joint à une série ultérieure (en principe la suivante).

Les devoirs à envoyer au Cned sont importants dans l'optique d'une bonne préparation. Afin de respecter l'esprit de l'épreuve, vous aurez 3 devoirs à rédiger en français et 3 devoirs en anglais.

ATTENTION

Afin d'éviter toute contestation ultérieure, nous tenons à alerter les élèves sur l'utilisation des sources extérieures pour la réalisation de leurs devoirs. Rien n'interdit la consultation de sources variées, bien au contraire : nous vous invitons à élargir votre horizon de réflexion en lisant tous les documents auxquels vous pourriez avoir accès. Cela dit, si vous êtes incités à prendre des idées chez les autres, vous devez vous les « réapproprier », ce qui exclut par exemple le recopiage pur et simple de passages repris intégralement sur Internet ou dans toute autre source extérieure. Les moyens récents de contrôle anti-plagiat nous permettent désormais de repérer ce type d'« emprunts » qui, rappelons-le, correspondent à une pratique illégale. Nous avons donné comme consigne aux correcteurs de mettre systématiquement zéro ou de ne pas noter du tout les copies dont au moins un quart sera constitué de tels « emprunts ».

PLAN ANNUEL DU COURS

SÉRIE 1

INTRODUCTION GÉNÉRALE À L'UE ORAL D'ÉCONOMIE

PARTIE 1. QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (1) – LA PHASE DE CONCEPTION

- I. L'analyse du sujet
- II. La recherche des idées
- III. La formulation de l'opinion et de l'idée directrice

PARTIE 2. THÈME 1 : ORGANISATION ET RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE

- I. Définition et notions clés
- II. Problématiques et enjeux
- III. Bibliographie
- IV. Aide au travail personnel
- V. Préparation du thème 1 en anglais

SÉRIE 2

PARTIE 3. QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (2) – LA PHASE DE COMPOSITION

- I. Qu'est-ce qu'un plan ?
- II. Comment se compose le plan ?
- III. Test et exercices autocorrigés

PARTIE 4. THÈME 2 : CROISSANCE, CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ET EMPLOI

- I. Définition et notions clés
- II. Problématiques et enjeux : les effets du progrès technique sur l'emploi
- III. Aide au travail personnel
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 2 en anglais : Technological changes and the job market

PARTIE 5. THÈME 3 : ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE ET DE L'IMMATÉRIEL

- I. Définitions et notions clés
- II. Problématiques et enjeux
- III. Aide au travail personnel : analyse de documents
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 3 en anglais : The knowledge economy

SÉRIE 3

PARTIE 6. QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (3) – FAIRE PASSER LE MESSAGE

- I. La préparation de l'épreuve orale
- II. Le jour de l'épreuve

PARTIE 7. THÈME 4 : RÉSEAUX, TERRITOIRES ET PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

- I. Définitions et notions clés
- II. Problématiques et enjeux : les pôles de compétitivité
- III. Aide au travail personnel
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 4 en anglais : Clusters and localisation strategies

PARTIE 8. THÈME 5 : LES DÉSÉQUILIBRES SPATIAUX, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

- I. Définitions et notions clés
- II. Problématiques et enjeux
- III. Aide au travail personnel
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 5 en anglais : Social and environmental imbalances

SÉRIE 4

PARTIE 9. QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (4) – LES QUESTIONS

- I. Les questions du jury
- II. Exercice d'application

PARTIE 10. THÈME 6 : MARCHÉ ET ÉCONOMIE NON MARCHANDE

- I. Définitions et notions clés
- II. Problématique et enjeux : la double défaillance du marché et de l'État
- III. Aide au travail personnel
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 6 en anglais : The non-profit economy

PARTIE 11. THÈME 7 : PROTECTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

- I. Définitions et notions clés
- II. Problématique et enjeux
- III. Aide au travail personnel : les débats autour des modalités d'indemnisation du chômage
- IV. Bibliographie
- V. Préparation du thème 7 en anglais : Social protection

QUESTION DE MÉTHODE : L'EXPOSÉ (1) – LA PHASE DE CONCEPTION

L'épreuve d'oral d'économie se décompose en deux parties : la première consiste en un exposé d'une quinzaine de minutes sur un sujet commun à tous les candidats de la demi-journée. Le sujet est accompagné d'un texte en anglais d'environ une page. Vous avez deux heures pour préparer votre exposé.

La deuxième partie de l'épreuve se déroulera à la suite de votre exposé. Il vous faudra répondre, pendant une trentaine de minutes, aux questions du jury, en français et surtout en anglais.

Objectifs et enjeux

Pour réussir votre exposé, il vous faudra bien sûr avoir un niveau élevé de connaissances, mais il faudra en outre être capable de les utiliser dans une perspective d'explication ou mieux encore de démonstration. L'épreuve d'examen, telle qu'elle est conçue, va mettre en jeu toutes les qualités intellectuelles fondamentales.

a. Il faut d'abord être capable de **bien comprendre le sujet**, c'est-à-dire d'en analyser finement les termes pour dégager clairement les données du problème et bien voir où se situe la question sur laquelle doit porter l'exposé. Cette première étape requiert donc des qualités d'analyse et une attention aux termes et à la formulation.

b. Il faut ensuite être capable de **réfléchir** à la question posée et s'efforcer d'y trouver une réponse. Cela suppose donc d'abord la capacité de se concentrer et de faire un retour sur soi qui permette de mobiliser et de rassembler ses connaissances, mais aussi une capacité d'ouverture qui permette d'aller chercher dans le(s) texte(s) et les différents documents d'accompagnement les informations, les idées, les exemples, les théories qui peuvent servir à expliquer le problème, à se faire une opinion et à s'acheminer vers une réponse.

c. Il faut être capable aussi de **sélectionner** les éléments importants et intéressants pour le sujet considéré. La recherche d'idées, votre réflexion, votre capacité d'association, ont pu – ont dû même – vous entraîner sur des pistes variées et beaucoup plus larges que celles dont vous aviez besoin pour traiter strictement le sujet. C'est normal et c'est bien ainsi qu'il faut procéder. Mais, maintenant que vous avez compris, que vous avez exploré le domaine, que vous avez nourri votre réflexion, il vous faut sélectionner les éléments dont vous avez besoin et faire preuve d'esprit critique. Tout n'est pas bon à dire, tout n'entre pas dans le cadre de votre réflexion. À vous de cerner le sujet et de limiter les développements que vous pouvez y apporter.

d. Il faut être capable, de plus, **d'organiser** ces différents éléments dans des ensembles cohérents qui permettent de faire comprendre les éléments du sujet, d'expliquer votre position et de la faire partager. Ce sera le travail de composition du plan.

e. Il faut être capable enfin d'exposer d'une manière claire et convaincante qui permette à vos auditeurs de vous suivre dans votre démonstration et de comprendre le bien-fondé de vos affirmations.

ATTENTION

Reprenons les mots-clés de notre exposé : **comprendre, réfléchir, trouver des idées, sélectionner, organiser, exposer**. Vous voyez que l'épreuve d'oral d'économie met en œuvre une série d'aptitudes fondamentales qui s'apparentent, sauf la dernière, à ce qui est demandé dans l'exercice de la dissertation.

Comme dans la dissertation, le sujet posé à l'oral d'économie doit permettre la discussion. Il ne s'agit pas de réciter un cours. Il s'agit de répondre de façon argumentée et précise à une question qui fait débat, sur laquelle on peut avoir des positions différentes.

C'est pourquoi il ne s'agit pas de répondre brutalement à la question posée en exposant votre « seul » point de vue. Il vous est demandé d'envisager aussi les « autres » points de vue possibles, comme si vous meniez une discussion avec un interlocuteur ou avec vous-même... Ce qui est aussi, après tout, une excellente façon d'apprendre à préciser et justifier sa pensée.

Ainsi, proposer une antithèse dans une dissertation ou un exposé n'est pas une préciosité absurde qui consiste à dire l'inverse de ce que l'on pense, mais une façon claire de présenter une autre position que la sienne ou que la première qui soit venue à l'esprit. Pourvu que cette position soit intellectuellement défendable et compréhensible bien sûr, il est important de l'exprimer, car cela permet de donner une idée aussi complète que possible de la question à traiter. C'est une façon de montrer à votre lecteur ou à votre auditeur que vous traitez sérieusement le problème, que vous envisagez différentes façons de le résoudre et que si, finalement, vous avez opté pour telle ou telle position, c'est en connaissance de causes et en étant capable d'argumenter et de justifier votre position. Cela lui permet à lui aussi de se faire une opinion et de vous suivre – ou non – dans votre conclusion, à bon escient, sans avoir l'impression que vous avez cherché à le manipuler, à escamoter les éléments qui pouvaient vous gêner ou pire encore, que vous n'avez vu qu'un aspect du problème.

En effet, si on discute, c'est que les choses ne sont pas évidentes, qu'il y a matière à réflexion, à recherche de solution(s), à proposition d'arguments. C'est pourquoi, quelle qu'en soit la formulation, votre sujet d'exposé n'est pas à prendre de façon statique. Il ne s'agit pas de réciter telle ou telle portion d'un cours ou d'un livre, mais d'entrer dans une dynamique de la pensée, de réfléchir, de chercher et de proposer à votre jury une opinion intellectuellement recevable.

Soyez donc persuadé que la plupart du temps, il n'y a pas une **seule** réponse à la question posée. C'est d'ailleurs là aussi un point important à retenir : votre jury ne s'attend pas forcément à telle ou telle réponse et ce n'est pas le plus ou moins grand degré d'adéquation de votre réponse à celle qu'il aurait préétablie ou préconçue qui justifie votre note.

On attend de vous que **vous traitiez le sujet de façon personnelle**. Et on respectera votre opinion à partir du moment où elle est « intellectuellement » admissible et pas totalement excentrique par rapport aux normes et aux valeurs généralement admises. On pourra donc donner des notes équivalentes à des exposés concluant différemment pourvu que leur argumentation et leur construction soient convaincantes.

Vous ne devez donc pas vous efforcer d'essayer de deviner ce que le jury pense du sujet et quelle conclusion, lui en tirerait. Le jury a découvert comme vous le sujet au début de la matinée ou de l'après-midi. Les différents jurys se sont réunis pour en discuter, pour voir ensemble comment le sujet pouvait être envisagé, ce qui était acceptable et ce qui ne l'était pas comme définition, comme limites, ce qui pouvait prêter à discussion, à interprétation, etc. Les différents membres ont pu défendre des positions différentes et tout cela est présent à l'esprit de vos examinateurs. Vous devez cependant être très attentif à la formulation car elle indique souvent dans quelle direction de réflexion on souhaite vous voir aller pour vous aider à traiter la question **effectivement posée** et que vous ne fassiez pas d'erreur sur le sujet.

ATTENTION

Dites-vous bien que vous serez jugé non pas sur des questions personnelles d'opinion (dans les limites bien sûr de ce qui est acceptable) mais sur :

- l'adéquation de votre réponse au sujet ;
- la densité et la richesse de vos idées ;
- la pertinence de vos arguments et de vos exemples ;
- la clarté de votre plan ;
- la qualité de votre expression orale.

Ces préalables bien compris, voyons maintenant comment vous devez travailler le jour de l'épreuve, pendant les deux heures qui vous sont imparties pour la préparation de votre exposé. Ce travail se compose de deux étapes essentielles : l'étape de conception de l'exposé que nous traitons ici, et l'étape de composition que nous traiterons dans la deuxième série.

Dans cette première étape de conception de l'exposé nous pouvons distinguer trois phases :

- l'analyse du sujet (de 10 à 15 minutes) ;
- la recherche des idées (20 à 30 minutes) ;
- la formulation de l'opinion et de l'idée directrice (10 à 15 minutes).

Les évaluations de temps que nous vous proposons sont bien sûr à adapter à vous-même, à vos habitudes de travail, à vos facilités ou vos difficultés sur tel ou tel point et bien sûr au sujet. Elles ne constituent que des indications générales qui doivent vous alerter sur l'importance de cette étape du travail (de trois quarts d'heure à une heure sur les deux dont vous disposez) et sur le danger qu'il y aurait d'un côté à trop s'y attarder, de l'autre à aller trop vite et à risquer d'escamoter la première étape de la réflexion.

I. L'ANALYSE DU SUJET

La première phase va consister à analyser et à comprendre le sujet. Il faut y consacrer du temps, de dix minutes à un quart d'heure au minimum.

A. SUJET ET HORS SUJET

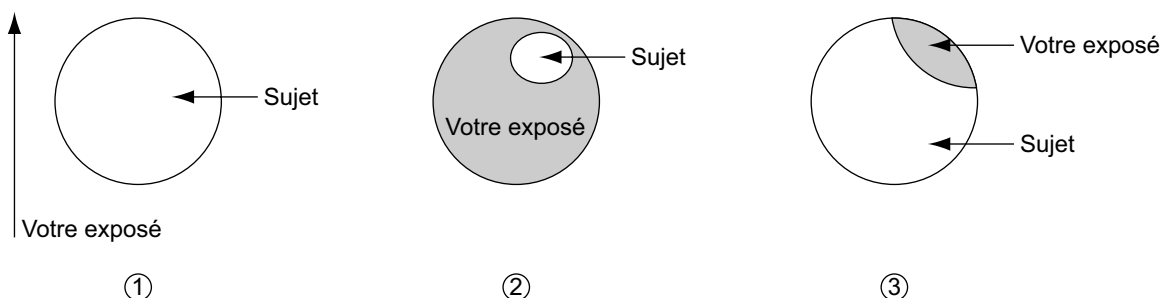
Dites-vous bien que, quelle que soit la qualité de ce que vous pourriez dire, si cela ne correspond pas à la question, au « sujet » qu'on vous demandait de traiter, votre exposé sera considéré comme nul. La première condition est **de répondre à ce que l'on vous demande**. Un « hors sujet » est impardonnable. Dans la vie professionnelle, vos clients et vos partenaires s'attendent à ce que vous répondiez au problème posé et pas à un autre – même plus intéressant auquel il vous aurait plu de réfléchir – mais dont ils n'ont que faire.

1. Limiter le sujet

De même, il est fondamental de bien savoir « limiter » son sujet, c'est-à-dire de le centrer exactement sur la question posée. Il y a en effet trois façons différentes, mais les trois tout aussi préjudiciables, d'être « hors sujet » :

- **La première** consiste à passer complètement à côté. Cela paraît étrange mais cela arrive. On peut ainsi se tromper sur le sens d'un terme plus ou moins gravement, comme cet étudiant qui avait confondu « démographie » et « densité de population ». (1)
- **La deuxième** consiste à parler de « tout » ou presque tout ce qui concerne le thème évoqué et donc à traiter en partie le sujet mais en l'englobant dans un ensemble plus vaste, c'est-à-dire trop vaste. Si vous dites « tout », du moins si vous y arrivez, vous avez effectivement des chances de traiter aussi du sujet ; mais c'est comme par hasard et on ne peut pas savoir si vous avez effectivement compris quel était le problème posé. Vous risquez aussi de perdre vos auditeurs car tout élément, tout argument qui ne concourt pas au développement de l'idée essentielle, nuit à la clarté du propos et empêche de bien saisir le contenu. (2)
- **La troisième** consiste à réduire excessivement le sujet et à n'en traiter qu'une toute petite partie. Là, à l'inverse, vous avez réagi comme quelqu'un qui a le nez sur l'obstacle, qui est incapable de prendre du recul et de voir une situation dans tous ses aspects ou du moins dans ses aspects essentiels. (3)

On pourrait illustrer ces 3 façons de « maltraiter » un sujet ainsi :



2. Savoir poser le problème

La deuxième condition pour que l'on puisse juger de la qualité de votre travail, c'est que vous répondiez **exactement** à la question posée, c'est-à-dire aussi que vous **sachiez poser le problème**. Bien savoir poser le problème est tout un art et préfigure la qualité de la réponse qui sera apportée. À un problème mal posé, il est impossible de fournir une bonne réponse. Bien poser le problème, c'est le rôle de la problématique, nous le verrons plus loin.

Il ne suffit donc pas de balayer du regard le sujet pour s'en donner une idée ou de réagir sur un mot qui vous évoque quelque chose, mais il s'agit de se livrer à une véritable réflexion sur ses termes comme sur sa formulation pour en dégager l'objet réel de la discussion que vous allez mener.

Cette étape d'analyse est absolument indispensable même si un premier coup d'œil sur le sujet a pu vous rassurer en vous donnant l'impression qu'il s'agissait d'un thème que vous connaissez bien et sur lequel vous avez beaucoup de matière disponible. Il y a ainsi des sujets qui, à la première lecture, semblent de « bons » sujets alors que d'autres semblent désespérants parce qu'on ne voit pas bien de quoi ils parlent ou parce qu'on a l'impression qu'on n'a rien à en dire et qu'on ne peut les rattacher à rien de connu.

ATTENTION

Cette première impression, qu'elle soit positive ou négative, peut être fallacieuse. Il n'est pas dit que vous ayez plus de chance en tirant un sujet proche d'un sujet que vous auriez déjà traité. Il se pourrait même que ce soit dangereux car « proche » ne veut pas dire identique et cette proximité pourrait vous entraîner sur de fausses pistes qui pourraient donner à penser à votre jury que vous n'avez pas bien compris de quoi il s'agissait.

De même un « sujet-bateau » sur lequel tout le monde a quelque chose à dire est évidemment plus facile, mais ne permet pas non plus de faire la différence et de sortir du lot.

Un sujet plus difficile qui nécessitera un plus grand approfondissement et plus de recherche peut permettre, en revanche, une réflexion réellement originale puisque vous ne serez pas tenté de répéter ce que vous aurez lu ailleurs.

Quoi qu'il en soit, quelle que soit votre première impression, vous ne devez pas vous y arrêter et vous devez entreprendre d'analyser le sujet. **Il faut le « décortiquer » pour en tirer le plus d'informations possibles et comprendre non seulement la question à traiter mais dans quelle(s) direction(s) il vous demande d'aller.**

B. THÈME ET SUJET

Il est important en particulier de bien comprendre la distinction entre le thème et le sujet. Le thème c'est le domaine abordé et il vous est donné par les mots-clés. Le sujet, c'est la question particulière qui vous est posée à l'intérieur du thème considéré, et vous le découvrirez à travers la formulation de la phrase.

Les thèmes vous sont donnés par le programme. Les cours, les livres, les articles que vous avez lus pendant votre préparation, les documents dont vous disposez le jour de l'épreuve sont les mêmes pour tous les candidats. Ces thèmes resteront aussi les mêmes pendant plusieurs années. Pourtant sur chacun de ces thèmes, un grand nombre de sujets est possible. Ce qui fera la différence entre les candidats, ce sera à la fois la différence de culture bien évidemment mais, cette culture pouvant être la même pour tous, ce sera surtout la capacité à prendre en charge la question proposée. Un thème, plusieurs sujets dont les relations avec le thème peuvent être très variées, c'est ce dont vous devez prendre clairement conscience pour vous préparer efficacement à l'épreuve.

Le vocabulaire de la théorie des ensembles peut nous aider à mieux comprendre et à mieux définir un sujet. Éléments, sous-ensembles, relation d'exclusion, d'inclusion, d'intersection, définissent un ensemble fini, parfois flou, et la première étape consiste dans la lecture, relecture, re-relecture du sujet jusqu'à en être imprégné et qu'aucune ambiguïté ne subsiste, dans votre esprit au moins, même si le sujet, lui, peut être formulé de façon plus ou moins explicite. En règle générale, nous vous conseillons de « garder un œil » sur votre sujet tout au long de la préparation...

C. TYPES DE SUJET

Il faut d'abord distinguer selon leur formulation trois types de sujets :

1. Le sujet – question – formulé en une phrase.

Exemple : « Le capitalisme financier est-il condamné à disparaître ? »

2. Le sujet formulé en un seul terme ou en une expression.

Exemple : « Les pôles de compétitivité »

3. Le sujet qui lie deux termes le plus souvent par « et », quelquefois par « ou ».

Exemple : « Marché et capitalisme »

Il y a bien sûr des variantes et différentes combinaisons sont possibles, mais l'essentiel des sujets se formule bien ainsi. Il est capital que vous compreniez bien comment vous devez réagir face à chaque type de sujet.

La première règle est de prendre conscience que **quelle que soit la formulation du sujet vous devez le considérer comme une question**. Vous ne devez pas réfléchir au sujet de manière statique. On ne vous demande pas de réciter un cours. On vous demande de faire la preuve que vous êtes capable de réfléchir sur un problème, de dégager une opinion et de la présenter ensuite dans un exposé structuré.

Avec le sujet 1 déjà formulé comme une question, c'est plus facile. On vous pose une question, il suffit d'en comprendre exactement le sens, d'en voir les limites et d'y répondre !

Avec les autres types de sujet (2 et 3), il vous faudra, au préalable, dégager la **question sous-jacente** intéressante qu'ils peuvent poser. Cette question ne doit être ni trop limitée ni trop particulière, ni trop large ni trop générale. Elle doit aussi permettre de déboucher sur une opinion. Il faut donc éviter les questions qui induisent des réponses de type descriptif. C'est moins simple mais aussi peut-être plus intéressant car la marge de manœuvre est aussi plus grande.

D. MOTS-CLÉS ET QUESTIONS

Pour dégager cette question sous-jacente (lorsqu'elle n'est pas donnée directement par le sujet) et amorcer votre réflexion, la première chose à faire est de réagir sur les termes.

Il faut repérer les mots-clés du sujet, en déterminer le sens exact, les faire « jouer » les uns par rapport aux autres et aussi par rapport à d'autres mots de sens voisins. C'est l'analyse lexicale qui vous permettra de répondre à la question : de quoi parle-t-on ? Il vous faudra ensuite vous interroger sur la formulation du sujet. C'est l'analyse syntaxique qui vous permettra de répondre à la question : que me demande-t-on ?

1. De quoi parle-t-on ?

L'analyse du sujet c'est d'abord l'analyse des termes et la formulation des bonnes définitions.

ATTENTION

Comprendre le sens des mots du sujet ne veut pas dire seulement en donner une définition telle que pourrait vous la fournir le dictionnaire.

Bien sûr cela veut d'abord dire cela. Pour communiquer, il faut savoir de quoi on parle, se mettre d'accord sur le sens des mots qu'on emploie et il faut donc connaître la définition précise des termes-clés du sujet. Ainsi vous faudra-t-il travailler en amont en préparant l'épreuve sur les définitions en tant que « formule qui donne le sens d'un mot ou d'une expression ». Définition des mots de votre programme ou de votre domaine de compétence. Qu'appelle-t-on « capitalisme » par exemple ? Y en a-t-il plusieurs définitions ? À quoi correspondent-elles ? À des différences de théories ? D'écoles de pensée ? Des différences d'époque ? Des différences de domaines ? Mais il faut aussi être clair sur la définition de termes plus généraux. Qu'est-ce qu'une organisation ? Combien de définitions différentes peut-on en trouver ? Ainsi, vous le voyez bien, le fait qu'il y ait plusieurs définitions possibles des mots impose d'être précis dans le sens qu'on utilise mais aussi qu'on soit capable de faire un choix et un choix clair. Expliquons-nous. **Le choix de votre définition doit être adapté au sujet.** Votre définition ne doit pas être plaquée de façon mécanique sur le sujet mais doit permettre d'éclairer utilement la question à traiter. Selon la question que pose votre sujet, c'est telle ou telle définition qui est pertinente, plutôt que telle autre mieux adaptée à un autre aspect du problème soulevé.

Deuxième élément essentiel à prendre en compte. : le sens d'un terme ne se réduit pas à sa définition telle que peut nous la fournir le dictionnaire. La définition d'un mot c'est aussi le regroupement de tous les éléments (ou du plus possible d'éléments) permettant de comprendre ce que recouvre la notion, le concept en cause. Il faut se faire une représentation juste de ces différents éléments de façon à mieux comprendre comment ils peuvent réagir les uns envers les autres. Il s'agit donc aussi pour vous dans cette phase d'analyse de « dérouler » comme on déroule un menu dans une application bureautique, de déplier comme on déplie un paquet pour savoir ce qu'il contient, les différents éléments contenus dans le concept, la notion, l'idée dont vous devez débattre.

Autrement dit pour bien comprendre le sens des mots du sujet et donc ce qui vous est demandé, il faut vous interroger sur ce dont il s'agit ou la définition du phénomène (le capitalisme, la mondialisation, l'organisation, etc.), mais aussi sur ce que le phénomène en question induit, exige, suppose, a pour conséquence, etc.

Cette réflexion sur le mot, vous obligeant à en creuser le sens, va aussi susciter un certain nombre d'autres interrogations que vous devez noter simplement sur votre feuille. Vous construirez ainsi comme une « aura » de pistes diverses autour du sujet lui-même.

2. Que demande-t-on ?

Réfléchir sur les termes ne suffit pourtant pas. Il vous faut encore réfléchir sur la formulation de la phrase si phrase il y a, sur la signification d'un singulier ou d'un pluriel, sur la place même des termes.

Ainsi dans un sujet formulé en deux termes liés par un « et » (exemple plus haut du sujet 3), il faut bien sûr comprendre que ce qui intéresse le jury c'est le lien, les rapports qui peuvent exister entre les deux termes, autrement dit quelle(s) question(s) pose(nt) leur relation. Mais on vous demande aussi d'envisager ces rapports en partant d'un point de départ, d'un terme moteur. Dans ce type de sujet, il s'agit du premier terme cité. Par exemple, imaginons un sujet comme « L'entreprise et le développement durable ». La question qui vous est posée est bien celle concernant l'impact possible de l'entreprise sur le développement durable et non pas l'inverse qui serait l'impact du développement durable sur l'entreprise. Le sujet serait-il le même si on vous avait proposé « Les entreprises et le développement durable » ? Qu'ajoute le pluriel comme notion ? Et comment comprendriez-vous « Entreprise ou développement durable » ?

Dans un sujet tous les termes comptent, tous doivent vous éclairer sur ce qu'on attend de vous et vous aider à mieux cerner votre sujet.

À la fin de cette analyse, vous devez être clair sur :

- le sens des mots ;
- la question posée ;
- son extension et ses limites.

Vous devez aussi avoir amorcé votre réflexion personnelle sur la réponse à y apporter.

E. PROBLÉMATIQUE

À partir de votre analyse et de votre compréhension du sujet, vous pouvez alors commencer à élaborer une problématique. Voici un terme qui est souvent mal compris et il convient ici d'en donner une définition précise. D'après le dictionnaire, « problématique » est un adjectif qui signifie « qui fait problème, qui pose un problème, dont l'existence, la vérité ou la réussite est douteuse » (*Petit Robert*).

Mais c'est aussi un substantif qui signifie « l'art ou la science de poser les problèmes » (*Petit Robert*), et c'est la définition qui nous intéresse ici. Nous appellerons problématique **la façon de poser le problème**, celle qui va permettre d'en comprendre les tenants et aboutissants et donc de le résoudre et de répondre à la question posée. Pour répondre à une question du genre de celle que posent les sujets de l'épreuve orale d'économie, il faut en effet comprendre dans quel **contexte** elle se pose et selon quels points de vue on peut l'envisager.

Comment allez-vous élaborer votre problématique ?

Tout d'abord, en vous interrogeant sur le contexte. La question qui est posée ne l'est pas dans l'absolu, à travers les siècles. Elle est posée à une époque donnée (aujourd'hui, en l'occurrence), dans une conjoncture particulière, dans une situation politique spécifique, dans un univers social précis, etc. Tous ces éléments vont vous permettre de mieux comprendre la question, de la « cibler », de la limiter, de préciser la façon dont elle se pose, son sens, et donc aussi la façon dont on peut y répondre.

F. UTILISER LE TEXTE EN ANGLAIS

Le sujet est accompagné d'un texte anglais en rapport avec le sujet posé. Rappelons tout d'abord que vous n'avez pas à faire une traduction de ce texte, ni à en faire un commentaire, sauf si bien sûr on vous le demande expressément dans l'énoncé du sujet. Attention toutefois, car lors des questions, les membres du jury peuvent très bien vous demander de traduire un mot, une expression ou même un petit morceau du texte ; ils peuvent aussi vous demander de commenter une phrase. Mais gardez présent à l'esprit le fait que votre travail consiste à répondre à la question posée par le sujet, et que le texte est là pour vous orienter, vous ouvrir des pistes, vous donner des termes et des expressions que vous pourrez bien entendu réutiliser lorsque vous répondrez en anglais aux questions.

Comment utiliser ce document ? Il faut bien entendu le lire, le comprendre, repérer les idées principales, les expressions et le vocabulaire. Vous pouvez faire ce travail au début de votre préparation, ou attendre d'avoir dans un premier temps cherché par vous-même à comprendre le sujet. Vous pourrez aussi, dans le cours de votre exposé, faire des références explicites à des éléments de ce texte (attention, ne le paraphrasez pas !) pour illustrer votre propos. Vous pouvez réagir à des idées qu'il contient, à condition bien sûr que vous ne limitiez pas votre exposé à cet exercice, ce qui reviendrait à faire un commentaire du texte.

II. LA RECHERCHE DES IDÉES

Vous l'avez vu, un certain nombre d'idées naissent de la simple analyse du sujet et quand vous avez fini de bien le comprendre et de l'analyser, vous avez défini aussi en même temps toute une série d'interrogations, tracé des pistes de réflexion qui sont autant d'idées qu'il vous faudra compléter mais aussi creuser maintenant tout en cherchant comment les illustrer et les préciser. De même, vous pouvez déjà avoir à cette étape du travail un point de vue sur la réponse à apporter à la question posée. Vous pouvez aussi ne pas avoir encore « d'opinion » et attendre d'avoir cherché d'autres idées pour être en mesure de répondre.

C'est la deuxième phase du travail de conception : la recherche des idées. Il faut y consacrer de vingt minutes à une demi-heure.

Cette étape s'articule autour de trois « façons de faire » fondamentales et différentes : la créativité spontanée, la créativité provoquée et l'utilisation de la documentation, si celle-ci vous a été fournie. Nous vous le rappelons, la documentation n'est pas obligatoire. Il n'est pas sûr par ailleurs que disposer d'une documentation abondante soit une aide toujours réelle pour traiter le sujet : si vous ne savez rien, cela vous aidera, mais cela vous aidera plus encore si vous avez déjà une vraie culture sur le thème ! Prendre connaissance des documents nécessite du temps. Du temps qui est aussi très utile par ailleurs pour réfléchir !

A. CRÉATIVITÉ SPONTANÉE

La créativité spontanée consiste à laisser venir toutes les idées inspirées par le sujet (elle est donc dans la continuité de l'étape d'analyse) mais aussi celles que vous suggère la lecture du ou des document(s) d'accompagnement. Ce(s) dernier(s) va(ont) vous fournir un certain nombre d'idées, voire constituer le point de départ de la recherche d'idées. Vous pouvez et vous devez « réagir » à leur lecture et elle peut susciter en vous des réflexions, qui feront partie de cette première phase de créativité pure.

Spontanément en effet, un certain nombre d'idées se forment dans le cerveau. Questions, définitions, idées contraires, distinctions, évocations de notes, d'articles de lois, association d'idées, noms propres, théories, procédés, réactions, etc., vous viennent à l'esprit quand vous lisez un texte ou réfléchissez sur un sujet.

Notez tous ces éléments de la pensée, simplement, **dans l'ordre dans lequel ils apparaissent**, sans essayer de les classer, ni de les organiser mais en vous contentant d'accompagner la réflexion, de la guider légèrement, en vous ramenant de temps en temps au sujet, pour vous éviter d'aller trop loin et de risquer de dériver complètement. Ne cherchez pas à « contrôler » votre pensée, à la diriger ou à la canaliser trop étroitement. En effet, l'efficacité de cette première phrase est conditionnée par l'absence de censure. Laissez donc travailler votre cerveau ! Ne jugez pas au préalable de la qualité des idées qui vous viennent, mais **essayez d'en avoir le plus possible**. Plus le travail de lecture et d'analyse du sujet aura été soigné, plus nombreuses et plus riches seront les idées qui apparaîtront au cours de ce travail.

Par ailleurs, il faut savoir que les **idées s'engendrent les unes les autres** et qu'il suffit parfois, après avoir réfléchi un minimum, c'est-à-dire après s'être concentré sur un sujet ou un thème, de commencer à noter pour que les idées arrivent en foule. Mais si vous restez la plume en l'air en voulant tout vérifier d'avance et n'écrire que dans des cadres préétablis, vous pouvez être certains que c'est le plus sûr moyen pour voir s'enfuir vos idées et être confronté à la fameuse angoisse de la page blanche.

ATTENTION

Il est important, si vous voulez exprimer des idées, de faire des phrases. Une idée ne s'exprime pas par un mot isolé, mais par une phrase complète construite avec un verbe et des articulations logiques.

N'essayez pas pourtant, à cette étape du travail, de trop soigner la formulation. Vous êtes en train de prendre des notes, de collationner des informations, de rassembler des éléments, d'indiquer des pistes de réflexion. Efforcez-vous alors d'avoir une formulation précise mais rapide. Ne faites pas de phrases trop construites mais ne soyez pas pour autant trop elliptique. Il faut que vous puissiez vous relire avec profit et efficacité sans avoir à vous demander à quoi vous aviez bien pu penser en écrivant tel ou tel mot !

Encore un conseil pratique. N'hésitez pas à « gâcher » du papier. N'écrivez qu'au recto des feuilles et en laissant des espaces suffisamment importants entre vos phrases ou vos notes pour vous permettre ensuite de revenir sur ce que vous avez écrit, de le compléter, de le nuancer.

Au bout d'un moment plus ou moins long, cette étape de créativité spontanée va s'arrêter. Il va falloir alors « relancer la machine ». C'est ce que nous appelons la créativité provoquée.

B. CRÉATIVITÉ PROVOQUÉE

Jetez d'abord un coup d'œil sur ce que vous avez déjà écrit, relisez vos notes rapidement, car c'est à partir d'elles et **de la relecture du sujet** que vous allez relancer votre réflexion.

La deuxième phase de cette recherche d'idées va consister en effet à travailler sur la base des idées recueillies lors du stade précédent et à explorer de façon systématique les différents champs ainsi ouverts.

Vous allez exploiter ces premières données de diverses façons :

- En **réagissant** sur ce qui vous est dit, sur ce que vous savez, sur ce que vous avez formulé, c'est-à-dire **en vous posant des questions** : Qui ? À qui ? Dans quel cadre ? Pourquoi ? Comment ? De quelle façon ? Avec quels résultats ? etc.
- En **passant en revue** de façon systématique **les différents aspects** selon lesquels on peut envisager une question : aspect économique, juridique, social, politique, esthétique, moral, etc. Que peuvent-ils ajouter au sujet ?
- En **étouffant vos idées** initiales. Essayez d'imaginer les prolongements possibles de telle ou telle idée. Cherchez des exemples permettant de l'illustrer. Cherchez des arguments permettant de la démontrer.
- En vous « **plaçant autrement** » par rapport à vos propres idées, c'est-à-dire en vous **mettant en question**. Demandez-vous sous quel angle ou sous quels autres angles le problème pourrait être envisagé.
- En **vous portant la contradiction**. Ne pourrait-on pas penser exactement l'inverse de ce que vous pensez vous-même ? Dans ce cas-là, quels seraient les arguments possibles ? Essayez de bâtir une contre-argumentation et voyez si elle peut être soutenue valablement. Cela vous aidera à faire le tour du sujet et à mieux défendre vos idées puisque vous les aurez ainsi mises à l'épreuve de la contradiction et de la réfutation.

C. L'UTILISATION DE LA DOCUMENTATION

Nous citons en troisième point cette étape, mais en fait contrairement aux deux premières, elle n'est pas située « chronologiquement » en dernier.

La documentation, c'est, dans le cadre de l'examen, le document d'accompagnement ou les documents d'accompagnement joints au sujet. Vous aurez intérêt à le lire « assez tôt » dans votre processus de réflexion. Nous disons bien « assez tôt » et non pas « d'abord » et par ailleurs si la formulation « assez tôt » est imprécise, c'est volontaire.

En effet, il vaut mieux commencer à réfléchir un peu au sujet avant de lire les documents annexes, afin de laisser vos propres idées émerger et ne pas risquer de vous « stériliser » en pensant qu'il vous faut réfléchir comme le texte proposé. Mais, il faut quand même vous reporter au texte assez vite, de façon à ne pas trop « dériver » et à comprendre un peu dans quelle optique quand même vos correcteurs ont envisagé le sujet ou du moins une partie du sujet.

Dans un cadre autre que celui de l'examen, ce sera à vous de faire cette recherche documentaire. Elle doit se faire en va-et-vient constant avec la recherche d'idées dans ce que nous avons appelé la créativité spontanée et la créativité provoquée. Vous devez chercher des idées ailleurs pour « **nourrir** » **votre réflexion**, vous pouvez les reprendre – bien sûr en citant leurs auteurs – mais vous ne devez pas vous ensevelir sous trop de documents qui empêcheraient le libre jeu de votre réflexion personnelle. L'exposé doit à la fois « reprendre » la plupart des idées générales sur un sujet donné puisqu'il est une vraie réflexion-discussion et doit donc fournir le plus d'informations possibles, mais il doit aussi dégager une opinion personnelle, celle de celui qui présente le débat. C'est pourquoi cette recherche documentaire doit accompagner tout le processus de réflexion auquel bien sûr elle participe de façon évidente, mais ne doit pas se substituer à la réflexion personnelle qui est essentielle.

III. LA FORMULATION DE L'OPINION ET DE L'IDÉE DIRECTRICE

Le sujet pose une question. Après avoir analysé la question posée, après avoir réfléchi aux termes du débat et avoir cherché des idées, vous devez être capable de **formuler une opinion**. C'est-à-dire que vous devez savoir ce que vous voulez répondre à la question posée.

Dans le type de sujet proposé pour cette épreuve, plusieurs opinions sont possibles, mais ces différentes opinions ne sont recevables que si vous pouvez les expliquer et les justifier par des arguments. Il ne s'agit pas seulement d'affirmer, il faut encore expliquer pourquoi il est possible intellectuellement de penser ainsi.

Ce début d'explication va vous permettre de définir l'**idée directrice** de votre exposé (explications et justifications complètes constitueront le « corps » du développement).

L'idée directrice reprend votre opinion et les éléments essentiels qui vous permettent de la soutenir, de réfuter les opinions contraires et de nuancer ce que vous voulez démontrer.

C'est à partir de votre réponse, de votre opinion et de votre idée directrice que vous allez ensuite composer votre exposé. C'est la deuxième étape du travail, elle aussi fondamentale. Nous verrons dans la deuxième série du cours comment construire votre plan pour qu'il permette à vos auditeurs de comprendre où vous voulez en venir, pour que vous puissiez les convaincre qu'il est possible intellectuellement de penser comme vous. Nous verrons ensuite comment vous pourrez vous préparer à répondre aux questions. Enfin nous verrons comment la façon dont vous vous exprimerez va vous permettre de faire passer efficacement votre message.

THÈME 1 : ORGANISATION ET RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE

THÈMES CONNEXES

Coordination marchande ; libéralisme économique ; compromis fordiste ; flexicurité ; globalisation financière ; performances comparées des économies nationales.

Préambule

Le BO du 18 mars 2010 a apporté quelques modifications, ou, disons plutôt, quelques précisions au programme tel qu'il avait été élaboré lors de la réforme du cursus en 2007. En particulier, ce premier thème d'économie s'intitulait « L'existence de différents modèles de capitalisme ». Plus précisément, il s'agissait de comprendre l'existence de plusieurs modalités différentes du capitalisme, d'en repérer les convergences et les divergences, de décrire les schémas les plus prégnants aujourd'hui (modèle anglo-saxon, modèle rhénan, modèle scandinave...). La discussion sur l'identité et la pérennité de ces modèles amenait inévitablement, vous le constaterez dans le texte ci-après, à évoquer le rôle d'autres institutions fondamentales de la régulation du système capitaliste, en particulier l'État, mais aussi les organisations productives, au premier rang desquelles les entreprises.

Le nouveau programme met encore plus clairement l'accent sur la place et le rôle de ces institutions dans le fonctionnement de nos économies. Pour cette raison, après une première partie qui reprend globalement l'ensemble du thème, nous préciserons dans les « actualisations » quelques problématiques importantes relatives à ces deux points que le programme a mis en exergue : la régulation des crises par l'intervention des pouvoirs publics, d'une part, et la place et le rôle des entreprises dans les économies contemporaines, d'autre part. Nous signalerons au passage les liens existant entre ces aspects nouveaux du programme et les thèmes traités ultérieurement dans les séries suivantes.

Introduction

Le décès du capitalisme a été annoncé à plusieurs reprises. Marx prévoyait qu'il ne pourrait survivre à ses contradictions internes ; la montée du paupérisme et la concurrence acharnée des capitalistes pour capter le profit déboucheraient sur une crise majeure et la disparition de ce régime. La crise de 1929 a paru répondre à cette prédiction ; mais le capitalisme s'en est sorti par le haut, avec une intervention accrue de l'État et la constitution de géants industriels.

Pour Schumpeter, c'était cette mutation qui signifiait la fin du capitalisme. L'État limitait les libertés de contracter, le lien entre l'entrepreneur innovant et l'entreprise était rompu par les sociétés anonymes. « L'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et machines d'une usine, dévitalise la notion de propriété »¹. En fait, la période d'après-guerre fut marquée par l'avènement de la société industrielle et un compromis fordiste entretenant une croissance forte. Consommation de masse et production de masse ont permis des gains de productivité redistribués aux salariés et aux actionnaires, et le capitalisme dans son nouvel avatar était de nouveau triomphant.

1. Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, « Bibliothèque historique », 1990, p. 193.

L'épuisement des gains de productivité à la fin des années soixante, la stagnation des économies, la montée du chômage et de l'inflation indiquaient l'essoufflement du système. De nouveau, une mutation des formes organisationnelles paraît renouveler les formes du capitalisme dans les trente dernières années. L'industrie recule au profit des services, les grandes entreprises réduisent leur taille, de petites entreprises innovantes émergent et connaissent des succès rapides, ou disparaissent tout aussi brutalement. Les modes de financement changent, le recours au crédit bancaire est moins systématique, les marchés financiers s'étendent, se mondialisent. La figure du capitaliste n'est plus le manager technocrate, mais l'expert financier apte à recomposer les portefeuilles et à imaginer des fusions fructueuses. Mais, contrairement à la période précédente, les salariés ne tirent pas avantage de cette dynamique, bien au contraire. Les inégalités salariales se creusent, le risque de chômage s'étend, le contrat de travail ne garantit plus une relation de long terme. C'est là que se situent les limites actuelles du système, et aussi sa diversité. En effet, le capitalisme anglo-saxon retracé ici à grands traits n'est pas un modèle unique ; il coexiste avec d'autres formes de capitalisme qui proposent des modes de régulation sociale moins violents. Ainsi les pays nordiques, avec leur modèle social-démocrate, offrent un fonctionnement capitaliste plus respectueux des droits des salariés, au prix d'une forte redistribution des richesses via les impôts.

La série est organisée ici de la manière suivante. Une première partie rappelle des notions et définitions clés, puis expose les principales typologies des modèles capitalistes contemporains, la régulation des crises par les pouvoirs publics et le rôle des entreprises dans les économies contemporaines. La deuxième partie développe trois thèmes susceptibles de faire l'objet d'exposés. La dernière partie propose un sujet de dissertation et des articles d'actualité en annexes en lien avec le thème. Tout le long de ce texte, quelques extraits en anglais sont cités afin d'enrichir par la pratique le vocabulaire propre à ce sujet. Bon travail !

I. DÉFINITIONS ET NOTIONS CLÉS

A. QUELQUES TERMES CLÉS

Définition

Capitalisme : Mode d'organisation économique fondée sur la propriété privée des moyens de production et l'allocation décentralisée de ressources rares via les marchés. Une partie des agents économiques tire leurs ressources uniquement du travail qu'ils offrent et forme le salariat. Dans la perspective de Marx, la division de la société en une classe de travailleurs et une classe de détenteurs des moyens de production fonde le capitalisme. Le groupe des capitalistes ne peut réaliser des profits qu'en louant et utilisant cette force de travail.

Définition

Main invisible : L'expression vient d'Adam Smith (1776). Elle signifie que les offres et les demandes sur l'ensemble des marchés résultent uniquement de la poursuite des intérêts individuels et aboutissent à une répartition des ressources rares optimale pour la société. Le mécanisme de main invisible est avancé par les économistes libéraux comme l'argument majeur en faveur de la coordination capitaliste par les marchés. Ci-après est reproduit le paragraphe original dans lequel cette expression est employée par Adam Smith.

Enrichissement du vocabulaire : La main invisible chez Adam Smith

As every individual, therefore, endeavors as much as he can both to employ his capital in the support of domestic industry, and so to direct that industry that its produce may be of the greatest value; every individual necessarily labors to render the annual revenue of the society as great as he can. He generally, indeed, neither intends to promote the public interest, nor knows how much he is promoting it. By preferring the support of domestic to that of foreign industry, he intends only his own security; and by directing that industry in such a manner as its produce may be of the greatest value, he intends only his own gain, and he is in this, as in many other cases, led by **an invisible**

.../...

.../... **hand** to promote an end which was no part of his intention. Nor is it always the worse for the society that it was not part of it. By pursuing his own interest he frequently promotes that of the society more effectually than when he really intends to promote it.

Adam Smith,
The Wealth of Nation, vol. IV, ch. 2, page 456 of the 1976
 Glasgow Edition of Smith's works.

Définition

Libéralisme économique : Doctrine économique associée à l'école classique anglaise (Smith, Ricardo), aux néoclassiques (Walras) puis, au début du xx^e siècle, aux thèses de l'école autrichienne (Von Mises, Hayek). L'organisation économique repose sur le libre jeu de marchés concurrentiels qui permettent d'arriver à des accords les plus avantageux possibles entre les participants, compte tenu de leurs dotations individuelles. Le rôle de l'État se limite à garantir le libre fonctionnement des marchés et à interdire la constitution de positions dominantes.

Définition

Économie socialiste ou économie de planification impérative : Économie où l'État a la propriété des moyens de production et décide centralement des quantités à produire, de leur partage entre biens de consommation et biens de production, et de l'affectation des ressources productives. Le modèle d'économie planifiée a été celui de l'Union soviétique depuis la mise en place du premier Plan quinquennal (1928) jusqu'à la perestroïka (années 1990).

Définition

Économie mixte : Une économie mixte se caractérise par la coexistence d'entreprises privées et d'un secteur public dans lequel l'État fournit des biens et services au public. Ces biens et services peuvent être non marchands (éducation, santé) ou marchands (électricité, téléphonie, transports publics). Contrairement au secteur privé, les choix du secteur public ne sont pas contraints par la recherche du profit ; mais de ce fait, on peut le soupçonner de ne pas chercher activement la réduction des coûts ou l'efficacité économique.

Définition

Fordisme : Rattaché à Ford (1863-1947), le fordisme est un mode d'organisation du travail fondée sur la division verticale des tâches (séparation de la conception et de la réalisation), la spécialisation du travail et un rythme de travail imposé par la ligne de montage. Mais le fordisme est aussi la marque des sociétés industrielles caractérisées par les grandes entreprises, la production et la consommation de masse, des gains de productivité permis par l'organisation scientifique du travail et la redistribution d'une partie de ces gains aux salariés, ce qui nourrit la demande globale et la croissance. Ce système a vu son apogée dans les années 1960 et 1970.

B. ÉVOLUTION DES MODES D'ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE : LES DIFFÉRENTS TYPES DE CAPITALISME

1. Trois formes de capitalismes à travers l'histoire

Trois formes de capitalisme se sont succédées à travers l'histoire transformant en profondeur les conditions de la production et les modes de vie. Ces formes de capitalisme déplacent le centre de gravité économique du monde entre les nations.

La naissance du **capitalisme commercial** date du xvi^e siècle durant lequel vont être réunies les conditions d'un essor du commerce entre marchands à travers l'Europe. **Les grandes découvertes et le commerce, les pillages de ressources et l'esclavage** vont aboutir à une abondance de métaux en Europe qui arrivent par l'Espagne et le Portugal, et fondent la richesse du royaume pour les mercantilistes. Ce siècle marque aussi le début de la diffusion d'idées nouvelles, le protestantisme justifie le commerce et le prêt à intérêt, la liberté politique prend forme avec Locke en Angleterre en 1690 et au xviii^e siècle, celui des Lumières, les idées de démocratie, de souveraineté du peuple et de liberté vont déboucher sur les révolutions politiques. **L'État**

intervient dans l'économie et joue un rôle central en autorisant la bourgeoisie à commercer et en accordant des privilèges et monopoles aux manufactures (Colbert, fin ^{xvii} siècle). Le **développement des bourgeoisies marchandes et capitalistes** (les premiers marchands sont aussi banquiers) dans les villes européennes coïncide avec la richesse des monarques. La **Hollande** est le centre de ce foisonnement commercial au ^{xvii} siècle et va donner une dimension mondiale au commerce (monopole à la compagnie des Indes orientales ; monopole du change à la Banque d'Amsterdam ; mer ouverte mais mer fermée dans les colonies). La France, reste largement rurale, Quesnay et Turgot observent respectivement le développement du capitalisme agricole et du capitalisme manufacturier. A partir du début du ^{xviii} siècle, **l'Angleterre** devient la première puissance commerciale du monde jusqu'à la première guerre mondiale en développant ses marchés par la domination des mers (commerce de marchandises, de roulage et d'entrepôts) mais aussi par une domination monétaire et financière (livre et place financière de Londres).

Le **capitalisme industriel** naît des innovations en grappes intervenues en Angleterre à la fin du ^{xviii} siècle avant de connaître une nouvelle impulsion aux États-Unis à la fin du ^{xix} siècle. En Angleterre, plusieurs vagues d'**innovations** (machine à vapeur, métier à tisser, production de fonte) vont permettre à la fois d'améliorer la productivité dans l'agriculture et l'industrie et d'ouvrir de nouveaux marchés. Croissance démographique et révolution agricole se conjuguent pour fournir main-d'œuvre, capitaux et débouchés à l'industrie. Les modes de production se transforment avec un basculement du *domestic system* (production artisanale à domicile) vers le *factory system* qui conjugue dans l'usine un triptyque qui symbolise cette révolution industrielle : **salaire-machines-énergie**. Ce capitalisme industriel va s'approfondir aux États-Unis durant la Grande Dépression (1873-1896), lors de la deuxième Révolution industrielle, avec de nouvelles innovations (électricité, pétrole et moteur à explosion puis automobile, chimie). Cette révolution est marquée par de nouveaux changements dans l'organisation de la production (**taylorisme, travail à la chaîne, fordisme**) et sur les marchés (**concentration des entreprises, spécialisation**). La croissance au ^{xix} siècle devient dynamique avec un rythme annuel de 2 %.

La troisième forme de capitalisme qui serait en train de succéder au capitalisme industriel est le **capitalisme financier**. Dans les années 1980, le capitalisme financier anglo-saxon va se généraliser à travers un mouvement de libéralisation financière. Avec la globalisation financière, les **actionnaires** prennent le pouvoir ce qui modifie en profondeur la gestion des entreprises. Cette révolution financière se traduit par la présence d'**investisseurs institutionnels** (fonds de pension, *hedge funds*, fonds souverains) au capital des firmes multinationales. Le capitalisme financier que l'on observe actuellement est instable et hautement cyclique. Les fonds sur les marchés financiers sont largement responsables de ces turbulences. New York et, dans une moindre mesure, Londres sont les centres de ce nouveau capitalisme financier. La libéralisation financière en autorisant la mobilité du capital a permis l'essor de la mondialisation économique qui accélère la diffusion des technologies, les échanges commerciaux, les stratégies des firmes multinationales. La mobilité du capital, associée à l'abondance du facteur travail dans les pays asiatiques, est à l'origine d'un **rattrapage des pays développés par les pays émergents** d'une ampleur inédite. Le centre de l'économie mondialisée est-il en train de se déplacer vers l'Asie et en particulier la Chine ?

2. La vision naturelle libérale du marché et sa critique

Le dénominateur commun des différentes formes de capitalisme est le marché. Quels sont les vertus et les vices prêtés à ce mécanisme de coordination de l'activité économique ? Les courants de pensée économique ont abondamment étudié les bonnes propriétés du marché mais aussi ses insuffisances et ses excès amenant à reconsidérer le rôle de l'État et son intervention dans l'économie.

La **tradition de pensée libérale** voit dans le marché un fait naturel, l'équilibre entre l'offre et la demande est obtenu sur chaque marché, il faut « laisser faire, laisser passer », maxime fondatrice du libéralisme économique. Pour Adam Smith, membre de l'**École classique** au ^{xviii} siècle, le marché vient de la propension naturelle à l'échange des hommes. **La main invisible assure l'harmonie des intérêts individuels et conduit au bien-être général** : « En ne cherchant que son intérêt personnel, l'individu travaille souvent d'une manière plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. » Les prix de marché se rapprochent des

prix naturels s'il y a libre concurrence et conduisent à un optimum collectif (le salaire de marché converge vers le salaire de subsistance sur le marché du travail chez Ricardo).

L'idée d'un marché qui conduit à une situation optimale et qui maximise le bien-être général va être théorisée par le **courant néoclassique** à la fin du XIX^e siècle. Walras veut démontrer les conditions mathématiques d'obtention de l'équilibre général sur tous les marchés : libre concurrence, existence d'un crieur de prix qui assure la transparence des prix. Bien que la théorie néoclassique soit une construction idéale-typique parfois très éloignée de la réalité des marchés (hypothèses de concurrence pure et parfaite), elle constitue toujours aujourd'hui le courant dominant de l'analyse économique en incorporant l'étude de la concurrence imparfaite dans ses analyses.

Hayek critique le scientisme des approches de l'économie qui débouchent sur le constructivisme et in fine l'intervention de l'État. L'État, pour cet auteur libéral, doit se borner à assurer la défense des libertés économiques car **l'ordre spontané du marché véhicule toute l'information socialement utile dans le prix.**

Plusieurs auteurs ont critiqué la vision naturelle libérale du marché en insistant sur la fonction sociale, l'intérêt et les limites du marché. La question de la **légitimité de la propriété privée** est posée par **Marx** qui souligne la séparation des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat qui est contraint de vendre sa force de travail pour subsister. Cette opposition de classes va rendre possible l'accumulation primitive du capital car le prolétariat n'est pas rémunéré à la hauteur de son travail ce qui permet le prélèvement de la plus-value.

L'économie auparavant encastrée dans la société, s'autonomise par le marché autorégulateur en prétendant régir l'ensemble des rapports sociaux pour **Polanyi** (1944).

Notre thèse, écrit Polanyi, est que l'idée du marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en un désert.

Il ne plaide ni pour le marché, ni pour l'État, mais pour la société civile et démocratique et la domestication du marché.

Galbraith souligne que les désirs des consommateurs sont provoqués par les entreprises. Les entreprises ne partent pas des besoins des consommateurs mais agissent sur leurs préférences (filière inversée). La souveraineté des préférences du consommateur sur les marchés est une fiction. L'auteur qui va porter le plus loin la critique du marché et remettre en cause son caractère autorégulateur est **Keynes** (1936). En effet, en adoptant un point de vue macroéconomique et en ne souscrivant pas à l'hypothèse de flexibilité des prix sur les marchés, il montre que l'équilibre dans la société peut être un équilibre de sous-emploi. **Il revient à l'État d'assurer le plein emploi et de soutenir la demande effective.** Il peut le faire en adoptant une politique économique expansionniste par la relance budgétaire ou une politique monétaire de baisse des taux d'intérêt pour stimuler le crédit et l'activité économique. **De plus, pour Keynes, les marchés financiers doivent être régulés en raison de l'incertitude qui les caractérise et de la spéculation.** Pour **Schumpeter** (1942), on devrait rejeter le libéralisme sur la base des arguments de libre concurrence car la concurrence réelle est toujours imparfaite et les prix résultent plus souvent d'un comportement de monopole que de la libre concurrence. Cet auteur souligne que l'histoire du capitalisme le voit perdre en dynamisme à travers le développement des monopoles et l'extension de l'État. **Il défend en ce sens le marché qui stimule l'esprit d'entreprise et récompense les initiatives innovantes.**

3. Typologie des capitalismes

Depuis la chute du mur de Berlin et la transition dans les pays de l'Est, tous les systèmes économiques (à l'exception de la Corée du Nord et, dans une moindre mesure, de l'Albanie et de Cuba) sont fondés sur la coordination marchande. Toutefois, il y a diversité dans les figures prises par cette coordination. Considérer que le capitalisme est multiple dans ses formes amène à établir des typologies qui rendent compte des différences institutionnelles observées et qui, au-delà du simple descriptif des principales caractéristiques, mettent en avant la cohérence des institutions et leur renforcement mutuel.

a. La typologie proposée par Hall et Soskice

Cette recherche de classement raisonné des modèles de capitalisme a donné lieu récemment à diverses typologies, dont celle proposée par Hall et Soskice en 2001. Les auteurs opposent les économies libérales de marchés (ELM) aux économies coordonnées de marchés (ECM). Leur grille de lecture fait appel à deux dimensions institutionnelles : les formes prises par le fonctionnement du marché du travail et celles du financement des investissements.

Dans les ELM, les marchés (des biens, des services, mais aussi du travail ou de la monnaie) et leurs prix déterminent largement les choix et comportements des agents. Le marché du travail est peu réglementé, flexible. Les procédures d'embauche et de licenciement sont simples et peu coûteuses, tant du point de vue de l'employeur que du salarié. Les entreprises trouvent leur financement sur les marchés financiers, par l'émission d'actions ou de dettes négociables. Il leur faut convaincre des actionnaires de la rentabilité des investissements, ce qui peut conduire les managers à adopter des attitudes de « court-termisme » pour conserver des financeurs qui peuvent facilement revendre leurs parts. On voit que ce système repose tant du côté du marché du travail que de celui des modes de financement sur des engagements de faible durée, facilement réversibles ou dénoncés. C'est un mode d'organisation qui favorise les changements rapides par son adaptabilité forte et sa capacité à redéployer à faible coût les ressources. Proche de ce type de fonctionnement, les États-Unis sont généralement pris comme illustration de ce modèle.

Les ECM vont reposer sur des engagements de longue durée, pour une large partie conclus hors marché. Salariés et entreprises s'engagent dans des contrats de long terme, les relations de travail sont encadrées par des conventions collectives négociées le plus souvent au niveau des branches. Les salariés sont incités à accumuler de l'ancienneté et à acquérir des compétences spécifiques via la formation professionnelle. Les relations financières entre entreprises et investisseurs vont reposer sur les banques, qui vont être les interlocutrices privilégiées. Les relations sont alors d'une autre nature que celles issues des marchés financiers, car fondées sur des discussions bilatérales. La banque accumule dans la durée des informations sur le fonctionnement de l'entreprise, est davantage prête à financer des investissements à long terme et ne retire pas ses fonds au moindre fléchissement de rentabilité. Cet engagement long des banques est cohérent avec des relations de travail fondées sur la durée : les salariés sont prêts à acquérir des compétences spécifiques qu'ils mettront en œuvre à long terme, car ils pensent rester dans l'entreprise ; réciproquement, les banques peuvent compter sur la qualité de la main-d'œuvre et sa capacité d'apprentissage. Le pays référence pour ce modèle est l'Allemagne.

Les deux systèmes n'ont ni les mêmes atouts ni les mêmes défauts, et vont se différencier dans leurs spécialisations productives. Toujours selon Hall et Soskice, les ECM sont mieux adaptées aux développements industriels et les ELM aux services, qui réclament une réactivité supérieure aux chocs du marché. Les ECM développeront davantage les innovations incrémentales, alors que les ELM offrent un milieu plus propice aux innovations radicales.

Cette classification se recoupe avec celle proposée par Michel Albert (1991), opposant le modèle rhénan (Allemagne, mais aussi pays scandinaves, Autriche, Suisse et Japon), proche des ECM définies ci-avant, au modèle « néo-américain » (ou anglo-saxon), qui correspondrait aux ELM.

b. La typologie proposée par Bruno Amable

La grille proposée par Hall et Soskice ne repose que sur deux dimensions institutionnelles : les relations de travail et les modes de financement. Elle ne couvre que partiellement les configurations possibles. **Bruno Amable dans un ouvrage récent (Amable, 2005) construit une typologie élargie qui inclut dans ses critères les institutions liées à la protection sociale et à l'éducation.** La classification repose alors sur la combinaison de cinq éléments institutionnels fondamentaux : la concurrence sur les marchés de produits ; les institutions du marché du travail ; l'intermédiation financière ; la protection sociale ; le secteur éducatif. Il en arrive ainsi à définir cinq types de capitalisme :

- **Le capitalisme néo-libéral** : il correspond au modèle des économies libérales de marchés défini ci-avant.
- **Le modèle social-démocrate** : il va être caractérisé par une forte protection sociale et une moindre protection de l'emploi. Cela correspond au cas de la Suède, de la Finlande, et du

Danemark. La flexibilité de la main-d'œuvre passe par un accès facile à la formation via des politiques actives sur le marché du travail. Le modèle danois est popularisé sous le terme « flexicurité » (cf. encadré ci-après).

- **Le capitalisme européen continental** : proche du modèle social-démocrate, il privilégie davantage la protection de l'emploi que la protection sociale. Les relations professionnelles y sont moins développées, la formation professionnelle moins encouragée.
- **Le capitalisme « méditerranéen »** : la protection sociale y est moins étendue que dans le modèle socio-démocrate (Espagne, Grèce, Portugal, Italie), mais la réglementation des marchés du travail et des produits est très forte.
- **Le capitalisme asiatique** : il repose sur des liens forts entre les stratégies industrielles de grandes firmes et l'État, et un système financier centralisé. L'emploi dans les grandes firmes est protégé, la formation professionnelle est encouragée ; le déroulement de carrière se fait dans le groupe. En revanche la protection sociale est rudimentaire.

		Capitalisme de marché	Modèle social-démocrate	Capitalisme asiatique	Capitalisme européen continental	Capitalisme méditerranéen
Marché des produits	Type de concurrence	prix	qualité	prix et qualité	prix -, qualité +	prix +, qualité -
	Engagement État	faible	fort	fort	fort	fort
	Ouverture à la concurrence	oui	oui	faible	oui	modérée
	Ouverture aux investissements étrangers	totale	totale	faible	forte	forte
Marché du travail	Protection emploi	faible	modérée	pour grandes firmes	forte	forte/dualisme
	Flexibilité externe	forte	faible	dualisme	faible	dualisme
	Politique emploi active	non	oui	non	oui	non
	Négociation salariale	décentralisée	centralisée	grandes firmes	intermédiaire	centralisée
Secteur financier	Concentration propriété	faible	forte	forte	forte	forte
	Investisseurs institutionnels	important	important	non	non	non
	Marché actif des droits de propriété (OPA, OPE)	oui	non	non	non	non
	Rôle des banques dans la gestion des entreprises	faible	faible	fort	fort	fort
Protection sociale	Niveau protection sociale	faible	haut	faible	haut	modéré
Éducation	Dépenses publiques	faible	haut	faible	haut	faible
	Accent sur les compétences	générales	spécifiques	spécifiques	spécifiques	générales

Bruno Amable, *Les cinq capitalismes*, Seuil, 2005, tableau 3.2., p. 137.

Enrichissement du vocabulaire : Présentation du modèle de flexicurité par le ministère du travail danois.

Les termes anglais importants sont mis en gras

“Flexicurity” is the term used to describe the special Danish three-sided mix of (1) flexibility on the labour market combined with (2) social security and (3) an active labour market policy with rights and obligations for the unemployed. The actual word is a contraction of flexibility and security. The system is also sometimes described as “a golden triangle”.

One side of the triangle consists of **flexible rules for hiring and dismissing**. Flexible rules make it easy for **the employers** to dismiss **employees** during periods of recession and to hire new employees when things are improving again.

The second side of the of the triangle consists of security for **the wage earners** in the form of a **guarantee for a legally specified payment** on a relatively high level if you become **unemployed** – regardless of your spouse's income.

The system builds on an effective labour market system that offers guidance, a job or education to all unemployed – and this **active labour market policy** makes up the third side of the flexicurity triangle.

.../...

.../... Seen from the employers' view: they have a flexible labour force, and from the wage earners' view: they have a **safety net**, consisting of an **unemployment benefit system** and an active employment policy. To a large extent, this system is financed by the state.

In a way, the Danish type of flexicurity works as a kind of unwritten "contract" – or historical compromise – between the state, the employers and the wage earners. Without the approval of all three parties, flexicurity does not work.

In this context, it should be noted that the flexible Danish labour market is strongly rooted in history: The employers' right to freely hire and fire the employees dates all the way back to the so-called September Settlement of 1899 between the workers and employers. The unemployment benefit system has existed for almost one hundred years.

In Denmark, approximately 1/2 million wage earners or nearly 1/5 of the work force are struck by unemployment each year. The vast majority quickly find a new job, while a small remaining group of people are unemployed for a longer period of time.

Danemark, site du ministère du Travail : <http://www.bm.dk> (ce site a une version en anglais).

C. RÉGULATION DES CRISES ÉCONOMIQUES PAR L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS AUX PLANS NATIONAL ET INTERNATIONAL

Comme cela est rappelé dans les paragraphes précédents, le fonctionnement des institutions est fondamental pour comprendre à la fois les caractéristiques propres de chaque grand modèle de capitalisme et les modalités propres de leur régulation, en particulier en situation de crise. Parmi les institutions-clés, nous mettrons l'accent ici sur le rôle des États en examinant les options qu'ils ont retenues pour gérer les conséquences de la crise actuelle. On verra pour terminer comment les développements de la crise financière en Grèce, avec ses risques d'extension à d'autres pays de la zone euro, mettent en évidence le double rôle des États : régulation au niveau international par une action concertée, régulation au niveau national par une série de mesures destinées en priorité à réduire les déficits publics.

1. Les crises en perspective depuis 1929

Dans la théorie des cycles économiques, la **crise** correspond au retournement de la conjoncture avec un recul marqué de l'activité économique. Pour Juglar, les **cycles conjoncturels** durent entre 6 et 12 ans et sont provoqués par les déséquilibres qui naissent durant la phase d'expansion : hausse des prix, hausse des salaires et hausse du volume de crédit accordé qui conduisent à une phase de surproduction. Les **cycles longs** analysés par Kondratieff ont une durée moyenne de 50 à 60 ans. La première phase, dite phase A, d'une durée comprise entre 25 et 30 ans est une période d'expansion économique. Les grappes d'innovations analysées par Schumpeter génèrent des gains de productivité, stimulent l'offre mais aussi la demande en créant de nouveaux marchés rentables pour les entreprises. La seconde phase, dite phase B, est une période de dépression économique caractérisée par des années de recul de la production et du chômage. **Ces cycles sont des fluctuations économiques régulières que les économistes analysent pour améliorer les prédictions de la croissance économique.**

Lors de l'éclatement de la crise des *subprimes* en 2008 et de la panique boursière qui l'a suivi, référence fut faite à la **crise de 1929**. À la fin des années 1920, les cours de Bourse augmentent bien plus rapidement que la production aux États-Unis jusqu'au Jeudi noir du 24 octobre 1929. Cette crise fut une crise de surproduction déflationniste qui amena la production à reculer de près de 50 % et le taux de chômage à 25 % en 1933 aux États-Unis. Les États, suite à la crise des *subprimes* de 2008, ont voulu éviter de reproduire les erreurs qui ont suivi la crise de 1929 : le système bancaire n'avait pas été aidé, laissant se multiplier les faillites bancaires et fragilisant la sortie de crise ; les lois protectionnistes se multiplièrent entraînant une contraction rapide du commerce mondial préjudiciable là encore à la sortie de crise.

La **crise des années 1970** ouvre plusieurs décennies de retour au rythme de croissance économique séculaire d'environ 2 % observé depuis la révolution industrielle. L'essayiste Nicolas Baverez parle de Trente Piteuses qui succèdent aux Trente Glorieuses où le rythme annuel de la croissance économique était de plus de 5 % dans les pays développés. Ce ralentissement économique des années 1970 se manifeste par un phénomène nouveau, la **stagflation**, qui conjugue inflation et taux de chômage élevé. Si les chocs pétroliers de 1973 et 1979 vont jouer le rôle de détonateur en renchérissant les coûts de production dans les pays développés, plusieurs explications coexistent. La **critique libérale** se concentre sur les excès de la réglementation, l'inefficacité des politiques économiques keynésiennes et le coût de la protection sociale pour les États-providence. L'**École de la Régulation** met en avant le ralentissement des gains de productivité qui brise le cercle vertueux fordiste par lequel les gains de productivité alimentent la consommation et l'investissement des entreprises. Le fordisme résiste au cours des années 1970 dans la mesure où les salaires continuent de croître plus rapidement que les gains de productivité. La régulation monopoliste d'État va peu à peu cesser au cours de la décennie 1980 cédant la place à une régulation concurrentielle source de nouvelles formes de crises.

La décennie 1980 se caractérise par l'apparition de **crises financières récurrentes**. Les crises économiques se répètent et émergent le plus souvent de bulles spéculatives alimentées par le mimétisme des acteurs sur les marchés financiers et leur surréaction face aux chocs de l'économie réelle. Ce mouvement va de pair avec la libéralisation financière des années 1980 (les trois D, Déréglementation-Désintermédiation-Décloisonnement, résumant ce mouvement de fond qui va accélérer la mobilité internationale du capital et la globalisation financière). Boyer (2010) étudie les enchaînements économiques à l'origine des crises financières depuis les années 1980 qui sont résumées dans le tableau ci-après.

Période (succession des crises)	Pays	Origine de la crise
Années 1980	Mexique/Amérique latine	Non-soutenabilité de la dette publique en économie ouverte
Années 1990	Crise japonaise	Emballement spéculatif lié à la libéralisation financière
	Corée/Indonésie/Malaisie	Emballement du crédit suite à l'entrée massive de capitaux
	Crise monétaire européenne	Ambiguïté des objectifs de politique économique
Années 2000	Bulle Internet	Perspectives irréalistes de profit
2001	Crise argentine	Incompatibilité entre insertion internationale et parité fixe dollar
2007	Bulle des <i>subprimes</i>	Titrisation provoque un emballement du crédit
2010	Crise de la dette grecque puis de la zone euro	Spéculation sur le défaut grec et l'éclatement de la zone euro

Robert Boyer, « Crise asiatique, bulle Internet, subprimes : des crises récurrentes », *Cahiers Français*, n° 357, juillet-août 2010.

Après chaque crise financière, les économistes essaient d'y apporter une explication économique et de repérer pour le futur les ferments d'un nouveau dérèglement financier. Ainsi, le prix Nobel d'économie 2008, spécialiste du commerce international Paul **Krugman**, a étudié ces différentes crises. Les crises de la dette résultent d'un conflit entre un niveau d'endettement et l'arbitrage rendu par la finance internationale. Les crises de change flexibles, comme celle qui a frappé le système monétaire européen en 1993 sont liées à la divergence entre des problèmes domestiques de croissance et d'emploi et la défense de la parité du taux de change. Cette divergence déclenche un mouvement spéculatif, les marchés financiers vendant les monnaies européennes et anticipant que le taux de change ne pourra être défendu par les autorités monétaires. Enfin, l'ouverture du compte de capital dans la balance des paiements des pays asiatiques en 1997 débouche sur un emballement du crédit privé accordé par le système bancaire national. L'explosion de la bulle Internet en 2000 et la crise financière systémique associée aux *subprimes* sont liées à la complexité des produits dérivés sur les marchés financiers mais n'ont pas encore trouvé d'explication globale. Comme le dit Robert Boyer, ces crises attendent leur Keynes !

Chacune des crises peut s'analyser comme résultant à la fois d'un emballement spéculatif et de carences institutionnelles. Ainsi, dans le cas de la crise des dettes souveraines (présentée plus bas), la spéculation est aggravée par la présence des produits dérivés tels que les CDS (*Credit Default Swap*) déjà présents lors de la crise des *subprimes*. Ce sont des instruments d'assurance contre le risque de défaut d'un débiteur qui émet des titres mais c'est aussi l'antichambre d'une spéculation financière effrénée. Nul besoin d'être détenteur d'un titre de la dette pour acheter et vendre des CDS sur les marchés de produits dérivés. En pariant sur le défaut de la Grèce et en vendant massivement les CDS de la dette grecque dès 2010, **la spéculation expose sa face la plus redoutable par son caractère autoréalisateur** : la spéculation sur le défaut grec fait monter les taux d'intérêt ce qui aggrave la situation des finances publiques grecques et augmente la probabilité de défaut. L'anticipation des spéculateurs se réalise. **Les « esprits animaux », comme les appelle Keynes, qui habitent les opérateurs sur les marchés financiers, amplifient la crise. L'absence de régulation financière sur des marchés, considérés depuis les années 1980 comme pouvant s'autoréguler, se révèle être une défaillance institutionnelle majeure.** Si la spéculation améliore la liquidité du marché des produits dérivés, elle est aussi directement responsable de l'envolée des taux pratiqués sur la dette des États. **Dans le même temps, l'accumulation des dettes publiques et la paralysie du policy mix européen suite à la mise en place de l'euro sont aussi responsables de la profondeur de la crise.**

La multiplication des crises économiques et la similitude de certains mécanismes économiques pose la question de la régulation financière mondiale. Cette question est rendue plus urgente par la crise économique et financière systémique que nous vivons depuis 5 ans qui, de crise des *subprimes*, s'est transformée en crise des dettes souveraines.

2. Régulation des crises économiques par l'intervention des pouvoirs publics

a. Les modalités d'intervention des pouvoirs publics

Dans les parallèles qui ont été faits entre la crise actuelle et celle de 1929, les observateurs n'ont pas manqué de remarquer l'évolution de l'intervention des pouvoirs publics. Alors que, lors de la « Grande Dépression », les États avaient tenté d'échapper à l'impact de la crise par une série de mesures protectionnistes censées préserver les économies et les acteurs nationaux, ils ont opté, lors de la crise récente, pour une réponse concertée afin de tenter de limiter l'impact de la déstabilisation du secteur financier sur le reste des économies. La différence entre les deux situations tient bien entendu au degré de mondialisation qui aurait rendu aujourd'hui inefficace voire contreproductive toute réponse de nature protectionniste. Mais ce qui frappe le plus, c'est que, dans un contexte où les entreprises mondialisées ont une taille et une influence sur l'économie mondiale sans équivalent dans l'histoire, à l'heure où le capitalisme anglo-saxon et ses principes libéraux dominent l'économie mondiale et où les États semblent être des acteurs de second rang de la régulation économique, leur rôle a été déterminant pour amortir les effets de la crise récente.

Quels sont les moyens classiques d'intervention dont disposent les États et quelles ont été les réponses apportées lors de la crise récente ?

Traditionnellement, on distingue deux types d'intervention des pouvoirs publics, selon l'horizon temporel et selon les objectifs recherchés (voir UE « Économie » du DGC pour plus de développements sur ces points fondamentaux) :

- **Les politiques conjoncturelles**, qui cherchent à réguler les variations de l'activité économique sur le court terme (croissance, consommation, emploi, prix...) par des décisions de politique budgétaire et de politique monétaire et fiscale (sachant que dans la zone euro, la politique monétaire ne dépend plus directement des États).
- **Les politiques structurelles**, qui cherchent à orienter le développement de l'économie sur le long terme par des décisions de politiques industrielles et sociales. Mais si l'on s'en tient aux cas de pays comme la France, qui ont longtemps pratiqué des politiques volontaristes en matière industrielle et sociale (logique de planification depuis les années 1960), le développement de la mondialisation et l'approche plus libérale aujourd'hui du fonctionnement du capitalisme ont

considérablement affaibli le rôle des pouvoirs publics en matière d'orientation des politiques industrielles. Ces dernières sont désormais plus incitatives qu'impératives. L'épisode du début des années 1980 avec les nationalisations a bien montré les limites aujourd'hui d'un tel volontarisme des politiques publiques. Cela dit, en fixant le cadre juridique, réglementaire et fiscal des entreprises, l'État, en France plus qu'ailleurs dans le monde occidental, reste un acteur incontournable dans l'analyse du fonctionnement des organisations productives.

Dans les contextes de crises, l'État va bien sûr mobiliser les outils de politique conjoncturelle dont il dispose pour éviter des déséquilibres économiques trop marqués qui risqueraient à court terme de ralentir l'activité économique, puis d'accroître le chômage, ce qui aura des implications en termes de rentrées fiscales, d'équilibres des comptes sociaux (effets de ciseaux : plus de dépenses moins de recettes, voir le thème n° 7 sur la protection sociale)... En France, par exemple, les politiques budgétaires sont fortement sollicitées (ce qui accroît les déficits publics et l'endettement...), en général dans l'espoir d'éviter une chute de la consommation qui reste, dans le cas français, un des principaux moteurs de la croissance : d'où les politiques de prime à la casse dans l'automobile qui soutiennent un secteur économique représentant 10 % des emplois industriels...

Mais l'État peut aussi chercher à mieux réguler sur la longue durée le fonctionnement de l'économie par des mesures structurelles : lors de la crise du début des années 2000, les États ont enrichi leur arsenal juridique et réglementaire pour mieux encadrer la gouvernance des entreprises et sécuriser l'investissement financier (exemples du Sarbanes-Oxley Act aux États-Unis, de la Loi de sécurité financière en France). Mais l'État peut intervenir encore plus directement en prenant des participations ou en soutenant des entreprises proches de la faillite et dont la survie risquerait d'entraîner une crise systémique incontrôlable. Les événements récents en sont une excellente illustration, comme nous allons maintenant le vérifier.

b. Le contexte de crise financière et économique

Dans un premier paragraphe, nous allons rappeler les éléments indispensables à connaître concernant la crise actuelle qui secoue fortement le capitalisme. Dans un second paragraphe, nous mettrons en évidence les modes d'intervention mis en œuvre à cette occasion par les pouvoirs publics.

La crise actuelle et les questions qu'elle pose

Ce qu'il faut savoir...

Sur la genèse de la crise :

La crise a commencé aux États-Unis avec les difficultés des ménages aux revenus faibles à rembourser les crédits que des établissements financiers, soucieux d'accroître leurs commissions sur ce type d'opérations, avaient multipliés sans scrupule. Ces crédits à des taux moins préférentiels (dits « *subprimes* ») destinés aux ménages ne présentant pas les garanties suffisantes pour bénéficier des crédits à taux préférentiel (« *prime rate* ») avaient deux caractéristiques principales : le plus souvent, le taux était variable, et l'emprunt était gagé sur le bien immobilier (en cas de non-remboursement, le bien est vendu par le créancier). Le fonctionnement de ces crédits hypothécaires a soutenu la croissance américaine au prix d'un accroissement de l'endettement des ménages. Mais il n'a pas posé de problème tant que les taux d'intérêt sont restés à un niveau historiquement bas (entre 2000 et 2004) et que les prix de l'immobilier s'inscrivaient en hausse continue. Mais dès l'instant où la FED a commencé à remonter ses taux directeurs en fonction des risques inflationnistes et que l'immobilier a amorcé un mouvement de décroissance des prix, ce qui était largement prévisible, les ménages concernés à la fois par un alourdissement de leur endettement en raison du réajustement à la hausse de leur taux d'emprunt et par une diminution de la valeur du bien sont devenus insolvable. Les créanciers ne pouvaient même pas récupérer sur la vente des biens les sommes empruntées, ce qui a contribué à accélérer la chute du marché immobilier. Les créances liées à ces crédits sont devenues des actifs à très haut risque. Tous les ingrédients sont alors réunis pour conduire les établissements financiers concernés à la faillite : certains d'entre eux n'y ont pas échappé dès le premier trimestre 2007, alertant les autorités sur les risques liés aux « *subprimes* ».

Sur la propagation de la crise :

La faillite de certains établissements et le retrait de certains autres de ce marché trop risqué ont conduit à renforcer encore les conditions de ces crédits hypothécaires et à augmenter le taux de non remboursement dans un contexte de retournement marqué de l'immobilier. L'extension de la crise à l'ensemble du système financier s'explique par deux facteurs complémentaires : la mauvaise appréciation du risque lié aux *subprimes* (y compris par les agences de notation) et, surtout, la dilution de ce dernier dans des titres acquis par les établissements financiers dans le monde grâce à la technique de « **titrisation** ». Cette opération permet de transformer des crédits distribués par une banque en titres incorporant différents types de créances (crédits hypothécaires plus ou moins risqués, crédits LBO, par exemple), ces titres pouvant être découpés en tranches cessibles sur les marchés, et donc susceptibles d'être acquises et vendues à tout moment. De ce fait, le risque associé à ces crédits hypothécaires a été mutualisé au sein de titres dont les détenteurs n'évaluaient pas toujours très bien la composition exacte. L'immense mérite de la titrisation, pour les établissements financiers, est d'agréger des prêts, revendus ensuite par tranches, et de se soulager ainsi du risque inhérent à certaines créances. Et le problème lié aux *subprimes* ne pouvait pas être visible tant qu'il restait à une échelle de faible ampleur et que les risques étaient compensés dans ces titres par d'autres créances de meilleure qualité. La large circulation de ces titres et le caractère souvent opaque de leur composition expliquent pourquoi, lorsque la crise liée au non-remboursement massif des *subprimes* a atteint son paroxysme à l'été 2007, les établissements financiers du monde entier ont découvert le problème sans pouvoir en apprécier immédiatement l'ampleur. Les actifs contaminés étaient partout, certains établissements en détenaient massivement, ce qui les a conduits à la faillite (Lehman Brothers en septembre 2008) ou à un urgent besoin de recapitalisation. La défiance entre les établissements financiers a entraîné un assèchement du crédit interbancaire (les banques ne se prêtent plus entre elles), ce qui a obligé les banques centrales à injecter massivement des liquidités sur le marché monétaire afin d'éviter que la crise financière ne se transforme instantanément en crise économique par renchérissement et réduction des crédits à l'économie.

La crise actuelle est-elle plus grave que les crises précédentes du capitalisme ?

Sur la gravité de la crise, il n'y a aucun doute : elle est d'une ampleur inédite et il est encore trop tôt pour pouvoir en mesurer les conséquences ou pour annoncer la date et les conditions de la sortie de crise. Rien à voir donc avec la crise des années 1970 où la croissance s'était fortement ralentie en raison de la hausse brutale des prix des matières premières. Mais, à l'époque, ces années difficiles n'avaient pas affecté la sphère financière, et si la croissance ralentie à 1 % contrastait avec l'euphorie de la période des « Trente Glorieuses », il n'y avait pas eu de récession à l'échelle de ce que nous avons vécu récemment : le PIB français s'est contracté en 2009 de plus de 3 % au moins, situation inédite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Certains pays seront plus touchés que la France car la violente secousse qui a frappé en 2007 les grands établissements financiers de la planète, malgré les efforts relativement coordonnés des principales puissances économiques, s'est ensuite rapidement étendue aux marchés boursiers et à l'économie en général. Le risque de récession aux États-Unis a été repéré très tôt, dès la fin 2007, ce qui a contribué à dégrader la perception des acteurs (décideurs et ménages). D'où l'amplification de la crise, certaines industries étant particulièrement sinistrées (l'automobile, qui est un bien à la fois coûteux dont les ménages peuvent différer l'acquisition et qu'ils financent souvent par l'emprunt, est la grande victime de la crise actuelle). L'imbrication étroite des différentes économies ne permet pas de prémunir certaines zones quand d'autres sont en difficulté : la mondialisation financière et économique favorise ce qu'on appelle une crise « systémique ».

Cette dimension « nécessairement » mondiale et à diffusion quasi instantanée constitue une différence de fond avec la grande crise, financière elle aussi, de 1929, qui avaient été déclenchés par le rapatriement en Europe de capitaux investis aux États-Unis. Mais dans les années 1930, la crise économique a été immédiate : elle a précédé la crise financière et s'est traduite par une chute rapide de la production qui a provoqué une période de déflation (phénomène de baisse durable des prix entraînant une réduction de la demande et des revenus) dont certains analystes ont cru voir, à tort, les prémices dans la crise actuelle. Mais deux éléments importants sont susceptibles de mieux amortir l'impact de la crise actuelle. D'une part, contrairement à ce qui s'est passé en 1929 où les États se sont repliés sur eux-mêmes en développant des

politiques protectionnistes, les principales puissances économiques cherchent aujourd'hui, mondialisation oblige, à coordonner leur action. D'autre part, les politiques sociales de redistribution, ainsi que le rôle majeur joué par la dépense publique, si cela contribue à accroître le niveau de la dette publique, atténuent, au moins dans un premier temps, les effets de la crise sur la consommation des ménages et l'activité des entreprises. En France, où les dépenses de cette nature sont particulièrement élevées et où l'emploi public est aussi plus important que chez nos voisins immédiats, la crise est un peu moins sensible. Mais ces amortisseurs de crise peuvent aussi jouer négativement lors de la sortie de crise, les pays les plus touchés étant susceptibles de mettre en œuvre rapidement des mesures leur permettant d'accroître leur compétitivité. On voit bien par exemple pour 2011, que la croissance repart beaucoup plus vite en Allemagne qu'en France. De plus, contrairement à sa voisine, la France est handicapée par sa structure productive : un redémarrage de la croissance dégrade son solde du commerce extérieur.

La crise actuelle renouvelle-t-elle le débat sur la « fin du capitalisme » ?

Annoncée par Marx, réaffirmée de manière récurrente par de nombreux auteurs, la fin du capitalisme est-elle en passe de se dérouler sous nos yeux dans les soubresauts de la crise actuelle ? Le libéralisme, en tant que principe de base de l'économie capitaliste, est-il en train de mourir sous les excès qu'il a lui-même engendrés ? Cette dernière thèse, fondement d'un ouvrage ancien de l'économiste Karl Polanyi (*La grande transformation* (1944), Gallimard, « TEL », 2009) était-elle prémonitrice ? L'incroyable capacité du capitalisme à opérer des mutations en fonction des événements et des évolutions économiques et sociales laisse à penser qu'il parviendra sans doute à survivre à cette crise comme aux précédentes. L'économie de marché et la lente construction d'économies de type capitaliste ont assuré une prospérité et une élévation des niveaux de vie sans précédent dans l'histoire : cette simple évidence, qui n'exclut évidemment pas l'existence d'inégalités elles-mêmes sans équivalent antérieur, inégalités selon les zones de développement et au sein de ces dernières entre catégories sociales, est rappelée par Fernand Braudel en conclusion de son ouvrage déjà signalé dans ce cours. De plus, là encore c'est Braudel qui le disait dans les années 1980 mais c'est encore plus vrai aujourd'hui, il n'y a aucune alternative crédible au modèle capitaliste. En France, la relative vigueur de courants anticapitalistes n'a pour l'instant produit aucun modèle théorique susceptible de constituer un nouveau paradigme viable à l'échelle d'économies mondialisées.

Rappelons simplement ici quelques éléments du débat sur l'avenir du capitalisme :

Tout d'abord, la gestion de la crise montre bien que le mythe du « marché autorégulateur » a vécu. Même les États les plus libéraux n'ont pas hésité à intervenir de manière forte dans le fonctionnement de l'économie. Et, même si les autorités américaines (la FED, le Trésor) ont laissé Lehman Brothers à son triste sort, elles ont sauvé de grandes institutions financières en faillite, dont l'assureur AIG qui menaçait d'entraîner dans sa déconfiture de nombreuses institutions européennes. Le gouvernement français n'a pas été en reste, lui qui fut pourtant soupçonné de sympathies libérales prononcées. Soulignons à nouveau le fait que les États aient jusqu'à présent évité la tentation protectionniste : le repli sur soi serait évidemment la pire des choses dans un système globalisé qui aura besoin, au moment de la reprise, de toutes les sources possibles de croissance, intérieures comme extérieures. En tout cas, l'État-providence, l'État régulateur des dysfonctionnements du système capitaliste n'a jamais montré ses vertus aussi clairement que dans la crise actuelle. Même si les gouvernants des grands pays industrialisés plaideront le pragmatisme, il sera très difficile pour eux de se faire à nouveau demain les chantres d'une idéologie libérale qui a longtemps animé leurs discours et leurs modalités d'intervention.

Ensuite, on peut avoir une lecture plus ou moins radicale des événements actuels : certains diront que nous sommes en présence, non pas d'une crise du capitalisme, mais d'une crise du capitalisme financier mondialisé. C'est une manière de circonscrire l'importance réelle de la crise, même si cette dernière a des répercussions sévères dans les domaines économique et social. Ce ne serait donc pas le capitalisme en tant que tel qui serait en cause, mais certains de ses excès dans le domaine de la finance en particulier. La sortie de crise supposera alors d'instaurer une autre « gouvernance financière » mondiale (voir à ce propos : « Découverte de l'économie », *Cahiers Français*, n° 347, novembre-décembre 2008) et de moraliser le fonctionnement du capitalisme. À

l'appui de cette thèse plutôt « conservatrice », on notera que la crise ne remet pas en cause la logique de marché proprement dite, mais souligne au contraire le risque existant à trahir cette logique : la titrisation plus ou moins opaque de créances douteuses et la circulation d'actifs infectés dont plus personne ne maîtrise le contenu et encore moins le degré de toxicité constituent un rappel salutaire aux fondamentaux de la régulation marchande telle que l'ont conceptualisée les économistes classiques. D'autres, au contraire, diront que la crise actuelle qui trouve son origine dans les défaillances des marchés financiers n'est qu'un symptôme visible d'un mal profond consubstantiel au capitalisme tel qu'il s'est développé au lendemain de la crise des années 1980. Surconsommation, croissance fondée sur l'endettement des ménages et des États, inégalités de revenus invraisemblables et rémunérations exorbitantes de certains... Moralisation financière et nouvelle gouvernance mondiale seront des réponses insuffisantes, sans rapport avec l'enjeu réel mis en évidence par la crise, à savoir le problème de la répartition des revenus. Le capitalisme financier dominant à l'anglo-saxonne, exigeant une rémunération des actionnaires à hauteur de 10 à 15 % des capitaux investis alors que la croissance du PIB n'excède pas 3 ou 4 %, constitue de ce point de vue une aberration qui a pourtant été soulignée depuis longtemps. Et il n'est pas sûr que le projet français d'une loi imposant le versement d'une prime aux salariés dans les entreprises augmentant les dividendes soit à la hauteur du problème...

Enfin, on peut éviter le débat un peu stérile sur les chances de survie à court terme du capitalisme et poser le problème de façon plus large. La crise actuelle n'est-elle pas l'occasion de repenser nos modes de croissance, de consommation, de partage des revenus ? Si l'on consommait moins mais mieux, si l'on réduisait les inégalités les plus criantes, si l'on sortait de la spirale de l'endettement public et privé, si l'on retrouvait des modes de vie compatibles avec nos attentes individuelles et avec les exigences incontournables des équilibres écologiques ? Cela n'empêcherait nullement de continuer à s'interroger sur la propriété privée ou coopérative des biens de production, sur le type de régulation économique des années à venir, en un mot sur l'avenir d'un « post-capitalisme »... Mais à ces débats seront nécessairement associés des enjeux cruciaux qui correspondent à quelques grandes questions de votre programme : ne faut-il pas se faire à l'idée d'une croissance durablement plus faible (voir thème 2) ? Et si la croissance est plus faible, où va se jouer demain la compétitivité des économies, comment va s'opérer le transfert d'une économie-monde dont le centre de gravité est aux États-Unis aujourd'hui, vers la zone Pacifique demain, comment va évoluer le capitalisme sous l'emprise des nouvelles technologies de l'information et de la domination des investissements immatériels (voir thèmes 2, 3 et 4) ? Ne faut-il pas repenser les politiques de redistribution, réduire les inégalités entre zones économiques, cesser d'hypothéquer l'avenir de la planète en l'exploitant de manière inconsidérée (voir thèmes 5 et 7) ?

c. L'intervention des pouvoirs publics

Nous l'avons dit en introduction : **la caractéristique majeure de cette crise, en matière de régulation par les États, est la rapidité avec laquelle ces derniers ont cherché à apporter une réponse**, plus ou moins concertée, sur plusieurs registres simultanément.

■ Le sauvetage des établissements financiers

La crise frappant les entreprises du secteur bancaire s'est propagée avec une telle rapidité et une telle intensité dans l'ensemble de la finance mondiale que le risque était d'assécher le marché du crédit, les banques étant dans l'incapacité de se refinancer auprès d'autres établissements bancaires, nationaux ou internationaux. Les banques centrales (notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Europe) ont abaissé le loyer de l'argent et, parallèlement, les États sont venus à la rescousse de leurs fleurons de la finance, soit en prenant directement des participations en capital, soit par des prêts leur permettant de reconstituer leurs fonds propres. Par exemple, la France a utilisé les deux leviers : la prise de participation (dans Dexia) et les prêts (les grandes banques : BNP, Société Générale, etc.). Ces injections massives de liquidités dans l'économie ont permis d'atténuer les effets de la crise, les établissements bancaires étant priés, en contrepartie de ces aides publiques, de continuer à financer l'économie, et en particulier les PME au bord de l'asphyxie. Il va sans dire que ce type d'opération, prêt ou, à plus forte raison, prise de participation, introduit un acteur nouveau, et pas forcément désiré, dans la gouvernance des firmes : l'État. D'où les pressions que celui-ci a pu exercer sur la limitation des rémunérations des

mandataires sociaux, sur les bonus des traders, sur l'indispensable moralisation du secteur financier, etc. D'où, par conséquent, l'empressement de ces établissements (en France, mais aussi aux États-Unis) à se défaire le plus rapidement possible de cette encombrante tutelle et à rembourser par anticipation les sommes empruntées. Cette opération a été plutôt bénéfique pour l'État français qui a engrangé les intérêts des sommes prêtées, mais qui aurait gagné encore plus s'il avait pris des participations en capital : la plus-value sur ces titres entre le début de la crise et le moment du remboursement aurait été considérable. Reste à savoir s'il est du ressort de l'État d'intervenir à ce niveau dans le secteur concurrentiel... Quant à la dimension « morale » du changement, on remarquera que la part variable de la rémunération des banquiers (mais aussi des autres patrons des grandes entreprises) a tendance à croître, mais que les niveaux, eux, n'ont guère baissé. Les bonus des traders sont mieux encadrés, plus transparents aussi, mais, là encore, les montants restent importants, quoiqu'en légère diminution. On voit ici toute l'ambiguïté de mesures de « moralisation » essentielles pour la communication en temps de crise, mais qui peuvent très rapidement se révéler contreproductives pour la performance du secteur bancaire.

➡ *Les fonds souverains*

Les États n'interviennent pas toujours directement dans ce type d'opérations et utilisent, notamment pour les prises de participation, leurs « fonds souverains ». Ces derniers ont été des acteurs très actifs lors de la crise et ont ainsi contribué au sauvetage du secteur bancaire en Europe et aux États-Unis. Certains auteurs y ont vu la concrétisation du double rôle des États, à la fois investisseurs et régulateurs. Toutefois, les arrières pensées de ces fonds (beaucoup sont asiatiques ou moyen-orientaux, les fonds souverains étant alimentés par les excédents commerciaux des pays de ces zones) ne sont pas seulement altruistes. La crise a aussi offert des opportunités de prise de contrôle à prix réduit : les fonds souverains et les États se sont parfois comportés plus comme des investisseurs institutionnels privés que comme des régulateurs du capitalisme financier. En France, le fonds stratégique d'investissement (FSI) a été créé par Nicolas Sarkozy en 2008, au plus fort de la crise, pour sécuriser le capital d'entreprises stratégiques et soutenir le développement des PME prometteuses. Doté au départ d'un capital de 20 milliards d'euros, il est détenu par la Caisse des dépôts et consignations et par l'État. Aujourd'hui, le FSI détient des participations (toujours minoritaires) dans le capital de plus de 20 sociétés cotées, ou non, dans des secteurs variés (agroalimentaire, sécurité numérique, biopharmacie, mécanique, composants électriques, etc.). Dernièrement, il a pris une participation dans l'ancienne Péchiney, pépite française de l'aluminium qui avait été rachetée par le canadien Alcan. À noter que l'Italie et l'Angleterre ont lancé une réflexion allant dans le même sens que la France.

➡ *Gouvernance mondiale et régulation des crises*

Pour certains auteurs, nous sommes entrés dans l'ère du G0, comme un retour à l'état précaire et anarchique de **l'absence de gouvernance mondiale**. Les raisons en sont multiples : les États-Unis n'auraient plus les moyens de rester le fournisseur n° 1 de biens publics mondiaux et de régulation, l'Europe est structurellement affaiblie par une croissance économique atone et la crise des dettes souveraines, les nouveaux pays émergents, et en particulier la Chine, sont polarisés sur leur développement économique.

L'extrême difficulté avec laquelle les États gèrent collectivement les crises climatique, financière, sanitaire, alimentaire ou sécuritaire révèlent-elles une incapacité à mettre en œuvre les politiques de gestion des grands défis de la planète ? La question de la coordination des politiques publiques se pose avec acuité pour des problématiques comme la sécurité, le climat et la biodiversité mais aussi la santé et l'alimentation qui sont autant de **biens publics mondiaux**. Ils profitent à tous sans que chacun ait à payer le prix de sa consommation.

La gestion de ces questions appelle une action collective. Mais comme l'illustre **le paradoxe de l'action collective de Mancur Olson (1965)**, la communauté internationale peut très bien ne pas agir même s'il existe un consensus sur les objectifs et les moyens. Les bénéfices sont collectifs alors que les coûts sont individuels. Chaque pays compare les coûts et les bénéfices de la participation et peut avoir intérêt à se comporter en passager clandestin bénéficiant des efforts des autres sans y contribuer. Les institutions au niveau international qui abaissent le coût de la participation ou augmentent les bénéfices de la participation sont alors essentiels pour coordonner l'action au niveau international.

Les **organisations internationales** qui interviennent face aux crises économiques sont nombreuses : des institutions de Bretton Woods en 1944 avec le FMI (Fonds monétaire international) ou la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce créée en 1995 à la suite des accords du GATT (*General Agreement On Tariffs and Trade*, 1947), ainsi que la succession des sommets de grandes puissances, les G.

La **Banque mondiale** a été fondée pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement économique alors que le **Fonds monétaire international** l'a été pour assurer la stabilité économique et financière. Il joue le rôle de prêteur en dernier ressort pour les États qui font face à des déséquilibres de la balance des paiements ou de leur dette publique. Les quotes-parts des États et les voix qui leur sont accordées déterminent leur poids respectif dans le processus de décision. Ces institutions ont été réformées en 2008 pour donner plus de poids aux pays les moins avancés (PMA) et à des pays sous-représentés, notamment parmi les pays émergents. Ce rééquilibrage est encore loin d'établir une équivalence entre droits de vote et poids dans l'économie mondiale. De plus, les présidents de ces institutions sont nommés et non élus (le président de la Banque mondiale est traditionnellement américain alors que le directeur du FMI est européen).

L'**Organisation mondiale du commerce** a lancé le cycle de négociation de Doha en 2001 qui a connu très peu d'avancées sur la régulation du commerce international et se heurte à des sujets sur lesquels aucun consensus ne semble se dessiner (débat sur le protectionnisme monétaire chinois et la politique d'assouplissement monétaire américaine « quantitative easing », protection des investissements stratégiques face aux IDE ; subventions à l'agriculture). Dans un contexte de crise économique et financière, l'OMC fait face à la montée des tentations protectionnistes qui, si elles sont encore limitées, gèlent dans l'intervalle toute avancée sur la libéralisation des échanges. Son modèle de négociation multipolaire étant pour l'instant en panne, il ne peut servir de référence pour construire la coordination économique internationale.

Les sommets entre grandes puissances ont évolué depuis 40 ans : G6 en 1974 avec l'Allemagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni puis G7 avec le Canada en 1976, **G8** en 1998 avec la Russie, **G20** en y incluant les pays émergents, Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique mais aussi l'Australie, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Turquie et l'Union européenne. Ces nations représentent 90 % de la richesse mondiale et les deux tiers de la population. Suite à la crise financière, le G20 s'est présenté comme un forum de coopération économique internationale associant chefs d'État, directeur du FMI et président de la Banque Mondiale. L'agenda du G20 sur les sujets économiques s'est imposé avec la crise de 2008 mais a-t-il vocation à perdurer à côté du G8 qui traite aussi des questions politiques ? La représentativité des populations du globe dans ce forum informel pose aussi question quand seule l'Afrique du Sud est une nation africaine alors que la population européenne est représentée 5 fois.

D'autre part, **les traditions politiques divergent entre les pays**. Les Européens sont partisans d'un renforcement de l'autorité centrale, une recette au niveau international qu'ils ne s'appliquent d'ailleurs à eux-mêmes qu'avec réticence (l'absence de fédéralisme dans la zone euro mine la coordination). Les États-Unis conçoivent la coordination internationale comme la généralisation d'accords bilatéraux entre acteurs privés et publics, dans le prolongement du marché concurrentiel, tout en se réservant le droit de prendre des décisions unilatérales. L'accord non contraignant, sans objectif chiffré, conclu en 2009 lors du sommet sur l'environnement de Copenhague illustre les réticences des grandes puissances économiques (Chine et États-Unis) face à la constitution d'un gouvernement mondial doté d'un pouvoir de sanction. Enfin, les pays émergents souhaitent investir les instances du multilatéralisme et se montrent fortement attachés au principe de souveraineté. Ils font cause commune avec les pays en développement qui refusent la tradition paternaliste des pays développés.

Les réunions du G20 en 2008 et 2009 ont abouti à un accord sur des mesures monétaires et budgétaires communes pour éviter le repli protectionniste et soutenir la croissance du commerce mondial, sur l'augmentation des ressources du FMI et l'adoption des nouvelles règles pour les établissements financiers. Ces mesures multilatérales et coordonnées ont été adoptées dans le sentiment d'urgence après la crise. En présence de mobilité du capital, les réglementations nationales sont inopérantes, ce qui nécessite la création d'une autorité supranationale de régulation mondiale afin de réglementer et surveiller le système financier international.

➡ La réforme de la régulation financière

Depuis les années 1980, le processus de dérégulation financière a été le moteur de la globalisation financière. La crise des *subprimes* s'est produite en partie parce que les régulations contre le surendettement des ménages adoptées après la crise de 1929 ont été supprimées. L'abolition des instruments de contrôle financier a laissé les États sans réponse face à la spéculation. Ce sont donc les insuffisances du système de régulation américain qui sont en cause. À la croyance dans l'autorégulation des marchés est en train de se substituer la conviction de leur instabilité intrinsèque rendant nécessaire une régulation financière au niveau international.

La régulation des banques repose sur plusieurs mécanismes qui encadrent leurs prises de risques. Le premier est le **contrôle interne des banques**. Les positions prises par un trader de la Société Générale en 2008 (affaire Kerviel) ont montré les limites de ces mécanismes de contrôle. Le trader avait pris des positions sur des contrats à terme sur indice d'action pour un montant de près de 50 milliards d'euros en les masquant à son employeur. C'est le débouclage de sa position par la banque qui donna lieu à une moins-value historique de près de 5 milliards d'euros. Le contrôle interne de la Société Générale fut pris en défaut par ces opérations enregistrées de façon extra-comptable et sans reporting auprès de la direction. Le deuxième mécanisme de contrôle est la **discipline de marché** avec la concurrence internationale. Les pressions du marché s'exercent sur la rentabilité et la prise de risque des établissements bancaires. Le marché n'a pas envoyé les bons signaux avant la crise des *subprimes* de 2008. La concurrence entre les placements financiers n'a pas permis de repérer les risques sous-jacents aux titres adossés à des crédits *subprimes* ni de les intégrer dans la rémunération des titres. L'autorégulation du secteur n'a donc pas joué son rôle. Le troisième mécanisme de contrôle est la **supervision microprudentielle** au niveau de chaque banque. Le premier accord de Bâle en 1988 est signé sous l'égide de la Banque des règlements internationaux (BRI) qui est la banque des banques centrales. Il conclut entre autres à un ratio fonds propres/crédits distribués pondérés par les risques de 8 %. La réforme dite de Bâle III en 2010 propose toujours dans une approche préventive de renforcer les ratios de solvabilité et de liquidité des banques. Pourtant, cette régulation aurait sa part de responsabilités dans la crise en conduisant les banques à un relâchement pendant les phases de croissance économique et en les incitant à transférer leurs risques sur d'autres acteurs comme les fonds spéculatifs (*hedge funds*). Le phénomène de titrisation et les produits dérivés jouent ce rôle de transfert de risque pour contourner la réglementation. On remarque l'absence totale d'une **supervision macroprudentielle** qui est la régulation globale du système bancaire et financier international avant la crise de 2008. Cette supervision permettrait de prendre en compte les relations entre les banques et les acteurs non bancaires et surtout leurs relations avec les différents marchés (marchés à terme, bourse, immobilier) pour pouvoir dégonfler à temps une bulle spéculative alimentée par le crédit bancaire comme dans le cas de la crise des *subprimes*. C'est l'absence de cette supervision macroéconomique par la Réserve fédérale américaine qui l'a conduit à poursuivre sa politique monétaire accommodante avec des taux d'intérêt bas en dépit du gonflement de la bulle immobilière. L'Union européenne se dote avec le Conseil européen du risque systémique d'un dispositif de régulation au niveau macroéconomique.

À côté de la supervision prudentielle des banques, des propositions ont été faites pour éviter le risque systémique que pose la présence de grands groupes financiers. En particulier, **l'adoption du Dodd-Frank Act aux États-Unis en juillet 2010** vise à reréguler les banques (le Glass Seagall Act avait séparé les banques de dépôts des banques d'investissement en 1929 avant d'être abrogé en 1999). Cette loi interdit aux banques commerciales de faire du trading pour compte propre, c'est-à-dire de réaliser des opérations spéculatives avec le capital de la banque, limite leur participation dans les fonds spéculatifs à 3 % des fonds propres et oblige à garder 5 % des titres titrisés dans leur bilan afin de pouvoir évaluer les prises de risque d'un établissement bancaire. Les grandes banques sont des entités systémiques qui sont « **too big to fail** » car une faillite entraînerait par effet domino une chute de l'ensemble du système bancaire. Si l'État et la société sont solidaires des pertes potentielles de ces entités systémiques, celles-ci ne seront pas incitées à la prudence, ne se sachant pas menacé par le risque de faillite. Le sauvetage des banques crée un risque pour le futur dans la mesure où les banques savent d'avance qu'elles

jouissent de la garantie de l'État. Il s'agit d'une situation d'**asymétrie d'information** car seule la banque connaît les risques qu'elle prend, à l'inverse de l'État ou d'un régulateur. Ce comportement prend le nom en économie d'**aléa moral** quand une personne ou une entreprise assurée contre un risque se comporte de manière plus risquée que si elle était totalement exposée au risque. D'où le dilemme suivant : si les banques savent qu'elles seront sauvées, elles prennent des risques, si on ne les sauve pas, c'est le système et l'économie réelle qui est en péril. Encore faut-il pouvoir les sauver. Leur taille est telle que leur sauvetage lui-même menace les finances publiques des États (« **too big to save** »). L'interdépendance des marchés financiers nationaux oblige les États à intervenir pour éviter un effet domino à l'image de la panique boursière qui a suivi la faillite de Lehman Brothers.

Des propositions sont faites de **taxation bancaire** pour financer le coût de leur sauvetage ou de **démantèlement partiel en cas de défaut** pour recouvrer les pertes. Elles se heurtent à des difficultés théoriques et pratiques. La taxation des banques ne résout pas le problème d'aléa moral et handicape leur performance dans la concurrence internationale. La rédaction d'un testament en cas de faillite fait face à la complexité des structures de propriété des banques, à leur forte réticence à délivrer des informations stratégiques et à la nécessité de coordonner les procédures juridiques de faillites nationales qui diffèrent entre pays.

Un certain nombre de questions ne semblent pas devoir trouver de réponse immédiate. En effet, le souci de moraliser le capitalisme a produit peu d'effets concrets sur un grand nombre de sujets brûlants lors de l'éclatement de la crise en 2008-2009. La **limitation des rémunérations des dirigeants et des traders** pour réduire les risques pris par ces acteurs n'a pas provoqué de changements spectaculaires. Si des mesures ont été adoptées en Europe pour encadrer les bonus, elles sont encore loin d'être efficaces comme pourrait l'être des dirigeants bancaires responsables sur leurs biens personnels des pertes liées à leurs prises de risque. Le **marché des agences de notation** a toujours une structure oligopolistique dominé par des firmes anglo-saxonnes. Leur rémunération dépend des emprunteurs qui se font noter pour justifier de la qualité du crédit auprès des prêteurs. Outre le conflit d'intérêt que cela pose, elles sont accusées d'avoir un comportement pro-cyclique, de ne pas avoir perçu le risque des crédits *subprimes* mais également d'aggraver la crise des dettes souveraines en créant un point de fixation pour la spéculation. En Asie et en Europe, des agences de notation de taille mondiale sont en projet. Le **système bancaire fantôme** (*shadow banking system*) qui correspond à l'ensemble des acteurs financiers non régulés installés dans les centres financiers off-shore n'a pas disparu. Il est nécessaire de réguler les paradis fiscaux (la pratique du secret bancaire recouvre aussi des pratiques de blanchiment de l'argent sale) et les marchés de gré à gré (80 % des transactions financières se font entre deux opérateurs qui échangent en dehors des conditions de marché). Le système de classement par listes des paradis fiscaux proposé par le G20 n'a en rien réglé la question en signant des conventions d'échanges d'informations fiscales très peu contraignantes.

d. La crise des dettes souveraines

Ce sera le dernier exemple des modalités récentes d'intervention à une échelle inédite : la Grèce étant menacée d'un défaut de paiement, et étant donc en état de quasi-faillite, les institutions internationales (FMI, BCE) et les États de l'Union européenne ont apporté une **aide financière** de 120 milliards d'euros sur trois ans sous forme de prêts puis une nouvelle aide de 130 milliards d'euros à l'horizon 2015. En 2012, Athènes obtient l'accord d'une majorité de ses créanciers privés représentant 83,5 % de la dette éligible à une opération de **restructuration de la dette privée**, la plus grosse de ce type jamais réalisée dans le monde. Elle doit permettre d'effacer 107 milliards d'euros de dette publique et de réduire à 120,5 % du PIB la dette du pays d'ici 2020, contre 160 % actuellement. Les **coupes importantes dans les salaires et les retraites ainsi que la hausse des taxes imposées** à la Grèce depuis 2010 par la zone euro et le FMI, en échange des prêts pour faire sortir le pays de la crise, ont favorisé l'aggravation de la récession, l'économie ayant accumulé un **recul de 15 % du PIB** ces dernières années. La dépression économique qui frappe ce pays de la zone euro implique un recul important du niveau de vie et des tensions sociales fortes.

La crise grecque a connu trois réponses majeures dans la zone euro de la part des chefs d'État et des institutions de l'Union européenne dont l'objectif global est de doter la zone euro d'un mécanisme d'aide permanent aux pays confrontés à des problèmes de liquidité ou de solvabilité. Premièrement, la **Banque centrale européenne a racheté des obligations grecques** afin de faire redescendre la pression des marchés financiers et les conditions exorbitantes de taux d'intérêt pratiquées sur la dette grecque. La BCE a ainsi dérogé à la clause de non renflouement (*no bail out*) inscrite dans le traité de Maastricht qui lui interdit d'acheter les dettes des États membres. Ce franchissement d'une ligne jaune par la BCE est pour certains économistes une menace sur sa crédibilité et son indépendance dans le contrôle du marché. Deuxièmement, la naissance du Fonds européen de stabilité financière (FESF) est la première pierre d'un **mécanisme européen de stabilité permanent abondé par les États membres** et susceptible d'acheter la dette de pays en difficulté. Le débat sur l'aléa moral surgit de nouveau dans la mesure où l'existence de ce filet de sécurité pourrait inciter les États à faire moins d'efforts pour réduire leurs déficits publics (de ce point de vue l'effacement par les créanciers privés d'une partie de la dette grecque qui avait triché sur ses comptes doit laisser perplexe les autres pays en difficultés). De plus, la création d'un mécanisme commun institutionnalise la redistribution entre les contribuables européens et communautarise la dette et ses conséquences (inflation, impôts...). Troisièmement, le **Pacte de stabilité et de croissance est renforcé** en 2012, avec une limitation des déficits budgétaires structurels des pays à 0,5 %, des sanctions automatiques en cas de déficit trop élevé, un droit d'intrusion européen accru dans la préparation des budgets nationaux. Enfin, les États qui reçoivent des plans de sauvetage, comme la Grèce ou l'Irlande, pourraient être placés sous tutelle européenne.

Au-delà de ces ajustements en réponse à la crise des dettes souveraines, c'est aussi le baptême du feu de la zone euro (élargie aujourd'hui à 16 pays). On peut s'interroger à juste titre sur les conditions d'entrée de certains pays qui n'y étaient visiblement pas préparés. **La crise grecque a testé à la fois la solidarité et la solidité de la zone euro.** La critique anglo-saxonne de la zone euro (qui alimente la spéculation) porte sur l'hétérogénéité des pays membres. La convergence nominale pour rentrer dans la zone euro (critères du Pacte de stabilité et de croissance sur la convergence des taux d'inflation, des taux d'intérêt, la dette publique limitée à 60 % du PIB, le déficit public limité à 3 % du PIB) n'a pas entraîné de convergence réelle des performances notamment en termes de croissance économique et d'emploi. L'absence d'ajustement par le taux de change ne permet pas à certains pays de retrouver de la compétitivité, c'est pourquoi l'ajustement se fait sur les spreads de signature de la dette publique. Enfin, l'absence d'un budget fédéral et la faible mobilité des travailleurs ne permettent pas de lutter contre les chocs asymétriques (débat sur la non optimalité de la zone monétaire euro).

Les **agences de notation** ont dégradé également les notes du Portugal et de l'Espagne en raison des déficits cumulés de ces pays qui entraînent un risque de défaut de paiement. La France, qui, comme la plupart des autres pays de la zone pendant la crise, a laissé filer ses déficits, peut craindre également une dégradation de sa note : le seul moyen d'éviter les foudres des agences de notation (qui, au passage, font l'objet de critiques de plus en plus sévères dans la mesure où elles sont soupçonnées aussi de contribuer par leur notation à aggraver la situation de pays déjà en difficulté) est de les rassurer par des mesures de rigueur en matière de dépenses publiques. Au sein des économistes, il n'existe pas de consensus sur les mesures à prendre pour renouer avec la croissance et sortir de la crise des dettes souveraines en rassurant les marchés. Pour certains, la croissance potentielle n'est pas suffisante pour nous permettre de contenir notre endettement, c'est pourquoi il faut se concentrer sur la réduction des déficits publics alors que pour d'autres ces mesures enclenchent un cercle vicieux, l'austérité budgétaire provoquant la récession et des rentrées fiscales de plus en plus faibles. On retiendra, pour notre part, que le résultat le plus tangible de ces crises à répétition est que la réponse ne peut venir que d'une action concertée des États, et une volonté affirmée de ces derniers à remettre de la rigueur dans la dépense publique au plan national : en témoignent les plans d'austérité plus ou moins drastiques en Grèce, en Espagne, au Portugal et, dans une moindre mesure, en Irlande et en France.

L'État en tant que régulateur, l'État-providence, le rôle de l'État dans l'équilibre des comptes sociaux : vous aurez l'occasion de revenir sur tous ces aspects dans le thème n° 7 relatif à la protection sociale.

D. PLACE ET RÔLE DES ENTREPRISES DANS LES ÉCONOMIES CONTEMPORAINES

Ce point du premier thème pourrait, à lui seul, donner lieu à des développements consistants tant les problématiques que l'on peut y relier sont riches et variées. D'ailleurs, parmi les aspects importants qu'il serait possible d'associer à la question de la place et du rôle des entreprises, quelques-uns sont abordés dans les thèmes suivants. Par exemple, les questions de l'innovation, de l'emploi (thème n° 2 : croissance, changement technologique et emploi), de la compétitivité dans les économies mondialisées (thème n° 4 : réseaux, territoires, pôles de compétitivité), du respect des équilibres sociaux et environnementaux (thème n° 5) du partage des activités entre le secteur marchand et le non-marchand (thème n° 6)...

Dans ce premier thème, nous allons donc rester à un niveau plutôt théorique avant de nous interroger brièvement sur la place et le rôle des entreprises en tant qu'institutions sociales, c'est-à-dire en tant qu'acteurs autonomes ayant une fonction de régulation dans l'économie et dans la société, au même titre que d'autres institutions comme l'État dont nous avons examiné les modalités d'intervention dans les paragraphes précédents.

1. Analyse économique de l'entreprise

La firme dans le modèle d'équilibre néoclassique n'est qu'une boîte noire qui maximise son profit. Y entrent des *inputs* qui sont le facteur travail et le facteur capital et en sortent des *outputs* qui sont les biens. Cette vision très réductrice de l'entreprise n'explique pas son existence dans l'économie. Pour Marx (1867), la firme existe en tant que **lieu de production** où s'opposent les classes sur le partage de la valeur. Schumpeter (1942) insiste sur le rôle clé de **l'innovation** portée par l'entrepreneur. Pour **Coase (1937)**, **la firme et le marché constituent deux formes alternatives de coordination économique**. Une transaction peut être coordonnée par le prix sur le marché ou par la hiérarchie dans la firme. La firme existe à cause d'une défaillance de marché qui est le coût de transaction de l'utilisation du système de prix. Ces coûts sont absents du modèle de concurrence pure et parfaite, l'information étant transparente et donc sans coûts. Ces coûts de transaction regroupent coûts de recherche du partenaire, coût de négociation du contrat et coût du contrôle du respect des obligations des parties. Certaines transactions sont mieux encadrées par une relation de long terme à l'intérieur de l'entreprise car il est trop coûteux de contracter sur le marché. Cette analyse renvoie au dilemme **faire ou faire faire**. Sa résolution revient à comparer les coûts de production mais également les coûts de transaction du management par la hiérarchie en interne et par le mécanisme de prix en externe.

L'entreprise est un lieu de coordination des agents, un lieu de gestion des conflits et des intérêts de ces agents et peut également être considérée comme une institution avec une dimension sociale quand on s'intéresse aux attentes de la société. L'entreprise, entité économique, est le lieu de la création de richesse et doit bénéficier d'un environnement économique favorable que l'État s'efforce de créer en favorisant l'attractivité du territoire et la compétitivité des entreprises. **La recherche de compétitivité est à l'origine de tendances fortes de l'organisation des entreprises au cours des trente dernières années** : la montée en puissance des **multinationales**, le recentrage sur le **cœur de métier** des entreprises (la diversification étant assurée par les actionnaires) et le désengagement de la production de l'État par les **privatisations et l'ouverture à la concurrence des services publics**. L'État n'intervient que pour faire face aux imperfections de marché et laisse, dès que c'est économiquement rentable, l'entreprise privée organiser la production : privatisation, délégation de services publics, ouverture à la concurrence des services publics, partenariat public privé sont autant de tendances qui s'inscrivent dans la vision de la concurrence impulsée par l'Union européenne.

La création de valeur dans les entreprises a évolué au fur et à mesure que la libéralisation financière donnait plus de pouvoir aux actionnaires. Dans le modèle actionnarial, les investisseurs institutionnels ont pour objectifs d'une part de créer de la valeur actionnariale (**shareholder value**) et d'autre part de contrôler les managers (**corporate governance**). Ces deux problématiques sont centrales dans les sociétés anonymes contemporaines dont la propriété est concentrée sur des actionnaires situés en dehors de l'entreprise. La **maximisation de la valeur pour**

l'actionnaire peut se faire par différentes stratégies : fusions-acquisitions, recentrage sur le métier de base, externalisation, restructurations, rachats d'actions. De façon générale, la **recherche de la flexibilité** par les entreprises en interne (sur le plan quantitatif avec l'organisation du temps de travail ou sur le plan qualitatif avec la polyvalence des salariés) ou en externe (sur le marché du travail ou par de nouvelles formes de flexibilité organisationnelle) est devenue la clé de voûte de la recherche de profit par les entreprises. Actionnaires et managers ont des intérêts contradictoires, il faut donc, pour les actionnaires, **contrôler les managers** (théorie de l'agence). La **théorie de l'agence** étudie l'asymétrie d'information entre les managers qui détiennent l'information sur l'entreprise et les actionnaires qui veulent conduire les managers à agir pour eux. En effet, les managers peuvent prendre des décisions en vue de maximiser leur prestige ou leur pouvoir au détriment de la valeur actionnariale (stratégie d'acquisition de Vivendi sous l'ère Messier et class action des actionnaires). La gouvernance a pour but de réduire les asymétries d'information pour conduire les managers à gérer l'entreprise pour les actionnaires (transparence de l'information, devoir de rendre des comptes, respect des actionnaires minoritaires).

Pour les libéraux, le rôle de l'entreprise est de maximiser son profit sans se soucier de sa responsabilité sociale qui n'est qu'un désavantage compétitif. Ainsi, le résumé Friedman, « la responsabilité sociale des entreprises est d'accroître leurs profits ». Aujourd'hui les inconvénients liés à cette stratégie de maximisation de la valeur pour l'actionnaire seraient nombreux : banalisation des produits, concurrence par les prix, peu d'innovation réelle... Cela a conduit un auteur comme Porter à défendre la **valeur partagée ou valeur partenariale** en remettant au centre de l'entreprise le développement durable et la responsabilité sociale de l'entreprise. On distingue d'ailleurs le modèle de *shareholder value* pour l'actionnaire du modèle de *stakeholder value* (ou valeur partenariale), qui maximise les intérêts de toutes les parties prenantes dans l'entreprise (managers, actionnaires, salariés, clients, fournisseurs...).

2. L'entreprise, institution sociale

L'analyse du monde productif a longtemps été dominée, en France du moins, par des courants théoriques d'inspiration marxiste qui présentaient l'entreprise comme une arène où s'affrontaient des acteurs collectifs aux intérêts divergents, un lieu où les travailleurs aliénaient leur force de travail au profit des dominants détenteurs des moyens de production. La dimension idéologique qui a fortement influencé l'approche de l'entreprise dans les travaux des sociologues du travail, par exemple, s'est atténuée au rythme de l'effondrement des grands courants de pensée marxistes et de la relative désaffection vis-à-vis des organisations ouvrières, au fur et à mesure où l'économie se tertiaisait. À partir des années 1980, les débats autour de l'entreprise se sont apaisés, celle-ci étant en partie réhabilitée en tant qu'acteur central de la régulation économique. Créatrices de richesses et d'emplois, les entreprises ont acquis leur légitimité en tant qu'institutions sociales, à côté de l'État, de l'école, de la famille... Une sociologie de l'entreprise s'est alors constituée, empruntant aussi bien aux travaux d'autres courants sociologiques (sociologie du travail, sociologie des organisations) qu'aux théories des organisations en sciences de gestion.

L'idée essentielle est que, à l'instar des autres institutions, l'entreprise est un « construit social autonome » capable de produire ses propres règles de fonctionnement, son organisation, sa culture. L'influence des caractéristiques de l'environnement n'est pas niée, mais ces dernières ne sont que des déterminants parmi d'autres.

Pensée désormais comme une entité – partiellement – autonome, l'entreprise est un acteur-clé de la régulation économique et sociale et un partenaire privilégié d'autres institutions comme les collectivités territoriales, l'État, les partis politiques, etc. Elle contribue à la définition des besoins des consommateurs, elle répond à ces besoins, elle élabore des systèmes de formation (voir par exemple le rôle central des formations en alternance affiché aujourd'hui par le gouvernement), elle est au cœur des problèmes d'emploi, de croissance, d'équilibres économiques, sociaux et sociétaux.

3. L'entreprise, institution-clé régulièrement rappelée à ses devoirs envers la société

De ce fait, cette institution fondamentale des sociétés capitalistes est aussi en première ligne en période de crise, lorsque l'emploi décroît, lorsque l'institution est soupçonnée de participer à la régulation à son avantage ou au profit de quelques-uns, lorsqu'elle est accusée d'accroître les inégalités au sein de la société. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que cette remise en cause des entreprises est récurrente (comme les crises qui la justifient...) : les « rappels à l'ordre » s'expriment de manière différente dans le temps, mais recouvrent toujours la même réalité. Ainsi, dans les années 1980-1990, on parlait de « citoyenneté » des entreprises : l'entreprise citoyenne est celle qui reconnaît qu'à côté de ses droits au sein de la société, elle a aussi des devoirs, en matière économique mais surtout sociale (emploi, formation) et sociétale (environnement, développement durable). Le cynisme de certains patrons ou de certaines entreprises qui n'hésitaient pas à annoncer, en même temps que de plantureux bénéfices, des fermetures de sites et des suppressions de postes ont même poussé l'État à légiférer, ce qui était une manière d'inciter à la responsabilité citoyenne et d'encadrer le rôle régulateur des firmes. C'est l'esprit de la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE) de 2001. Aujourd'hui, on le verra dans le thème n° 5 (« déséquilibres spatiaux, sociaux et environnementaux »), l'entreprise est appelée à être socialement responsable (RSE : responsabilité sociale des entreprises), ce qui revient à peu près au même que l'idée de citoyenneté, mais dans un discours qui met désormais l'accent sur la préservation des équilibres environnementaux. Les entreprises qui, comme Total à une époque et plus récemment BP, ont été à l'origine de drames humains et écologiques, mesurent bien l'importance de ces facteurs sociaux et environnementaux dans l'appréciation que le public porte aujourd'hui sur la performance des firmes.

Mais la loi NRE, pas plus que les difficultés économiques du début des années 2000, ne se sont traduites par un renversement définitif de tendance : les rémunérations des mandataires sociaux ont continué à croître plus vite que les salaires, les inégalités se sont creusées, les avantages que s'octroient certains patrons ont été exposés sur la place publique, révélant dans quelques cas des comportements à la limite du tolérable, y compris aux yeux des organisations professionnelles patronales... L'institution décriée dans les années 1960-1970 pour son rôle d'aliénation de la population ouvrière est montrée du doigt aujourd'hui pour la pression qu'elle exerce sur ses salariés, sur le stress qu'elle génère et qui les pousse, dans certains cas extrêmes dont la presse s'est fait l'écho, à des comportements violents (menaces de destruction de l'appareil productif, séquestrations de dirigeants, etc.) ou même au suicide.

Institution sociale fondamentale des économies contemporaines, lieu de socialisation, d'intégration, d'épanouissement et de développement des individus qui y travaillent, centre d'innovation et de création de richesses, mais aussi créatrice d'inégalités, productrice d'externalités négatives : l'entreprise fait l'objet aujourd'hui de débats qui ne semblent guère plus apaisés qu'il y a trente ou quarante ans.

II. PROBLÉMATIQUES ET ENJEUX

Les économistes ont longtemps fait l'hypothèse de la convergence des économies de marché, les pays les plus pauvres devant rattraper – à plus ou moins long terme – les plus riches. Toutefois, il a fallu admettre que les écarts se sont plutôt creusés entre les pays et que, même à l'intérieur de zones économiques homogènes, les économies de marchés ne fonctionnent pas de façon équivalente. À partir du moment où l'on reconnaît la diversité des modèles dans le groupe des économies capitalistes, il est naturel de se demander quelle organisation sociale est la plus performante en terme de croissance, de richesse par tête, de répartition des ressources. Si l'une apparaît plus efficace, pourquoi ne se généralise-t-elle pas à l'ensemble des pays ?

Nous présenterons trois thèmes dans cette section. Le premier concerne la montée du thème « institutions » dans les années 1990 lors des débats sur la croissance et la convergence des économies capitalistes. Le deuxième tourne autour de la question de la diffusion mondiale du modèle anglo-saxon, en relation avec la globalisation financière des trente dernières années. Enfin, le dernier point porte sur l'attrait actuel du modèle « flexicurité » danois en Europe, et les raisons expliquant qu'il reste restreint aux pays nordiques.

A. INSTITUTIONS MATTER

Selon les modèles néoclassiques standard de la croissance (Robert Solow (1956), David Cass (1965), Tjalling C. Koopmans (1965)), dans une situation de libre circulation des capitaux et d'économies de marchés, les économies les plus pauvres devaient connaître un rythme de croissance supérieur aux économies les plus riches et, à terme, les rattraper. L'intuition sous-jacente était que les pays moins développés avaient moins de capital par tête et, par conséquent, devaient attirer l'épargne mondiale qui trouverait des rentabilités supérieures dans ces économies en démarrage. Les évolutions spontanées devaient ainsi conduire à une convergence de l'ensemble des économies. Toutefois, les faits ont donné tort à cette prédiction : si quelques économies ont connu des croissances vives dans les vingt dernières décennies, la plupart des pays en développement sont loin d'avoir comblé leur retard. Au contraire même, les différences de richesses par tête se sont accentuées.

Sans entrer dans le détail, ce constat empirique a conduit à développer des modèles économiques de croissance qui soulignent que l'économie ne se met pas spontanément sur un sentier de croissance. Ils mettent en avant comme conditions nécessaires au rattrapage un niveau suffisant d'éducation et de santé de la population, une fécondité maîtrisée, une bonne qualité des dépenses publiques. Le pionnier en la matière a été Robert Barro qui montre dans un article de 1991² que les conclusions du modèle néoclassique de croissance ne s'appliquent (*id est* une croissance d'autant plus forte que le niveau initial de capital par tête est bas) que sous réserve de disposer d'un niveau de capital humain par tête suffisant.

Cette voie a ouvert une réflexion plus nourrie sur le rôle des institutions dans la performance économique des pays et sur la recherche des « bonnes institutions ». Suivant Douglas North (1991), les institutions forment un ensemble de contraintes qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales.

«Institutions provide the incentive structure of an economy; as that structure evolves, it shapes the direction of economic change towards growth, stagnation, or decline.»

North souligne le rôle des accidents historiques et de leurs conséquences à long terme (« path dependence »). De même que les avantages naturels (la localisation géographique, le climat, les ressources naturelles...) vont façonner les choix de production et orienter les pays sur certaines spécialisations, les institutions vont engager les nations sur certaines voies. Certaines institutions vont favoriser la sécurité des contrats, la facilité des transactions, bref avoir des externalités positives. Le système économique peut alors évoluer positivement.

L'intérêt suscité par le rôle des institutions dans le développement économique s'est traduit par une prise en compte explicite du fonctionnement des services publics par les organismes internationaux comme le Fonds monétaire international dans leur programme d'aide économique. L'accent est mis sur la bonne gouvernance publique comme facteur de développement durable, et explicitement sur la protection de la propriété privée, le respect des contrats et les limites à l'arbitraire du pouvoir exécutif. Ce texte extrait du site officiel du FMI illustre cette préoccupation majeure :

«But in 1996, the policy-making committee of its Board of Governors added an explicit mandate. In its **Declaration on Partnership for Sustainable Global Growth**, the Interim Committee stressed, among other things, the importance of 'promoting good governance in all its aspects, including by ensuring the rule of law, improving the efficiency and accountability of the public sector, and tackling corruption, as essential elements of a framework within which economies can prosper'.»

Site du Fonds monétaire international : <http://www.imf.org/external/np/gov/guide/eng/index.htm>.

2. Robert Barro, « Economic growth in a cross section of countries », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 2, May 1991, p. 407-443.

B. LA GLOBALISATION FINANCIÈRE MET-ELLE FIN À LA DIVERSITÉ DES CAPITALISMES ?

Dans les pays développés, ce n'est pas la question du rattrapage qui se pose, mais celle de la possible – ou non – coexistence de modèles différents d'organisation économique.

1. La globalisation financière

Les transformations de la sphère financière dans les trente dernières années, résumées souvent sous le terme de globalisation financière, ont marqué une rupture considérable par rapport au modèle antérieur de compromis fordiste. La firme industrielle des années soixante était très grande ; la diversification de ses activités lui permettait d'absorber les chocs conjoncturels. Le travail était organisé selon une division hiérarchisée des tâches. Les salariés étaient engagés sur des contrats de longue durée, l'ancienneté valorisée, les déroulements de carrière dans l'entreprise étaient la norme, les relations salariales négociées avec les syndicats. Les cadres dirigeants tenaient le pouvoir et décidaient des orientations fondamentales. C'était la période d'apogée de la « technostructure » pour reprendre le terme de John K. Galbraith (*Le Nouvel État industriel*, 1967). Les actionnaires étaient passifs dans la gestion de l'entreprise et n'intervenaient pas sur les choix industriels.

En rendant cessibles et facilement négociables les parts de propriété sur les marchés financiers, la globalisation financière a bousculé ce mode d'organisation et donné un pouvoir énorme aux actionnaires. La place centrale prise par les marchés financiers a modifié le fonctionnement économique sur trois points principaux :

- Avoir des grandes entreprises diversifiées était justifié par le besoin de se protéger face aux risques et à la conjoncture. Les multinationales recherchaient des activités complémentaires dont elles tiraient des synergies. Par exemple, une multinationale coréenne comme LG (anciennement Lucky Goldstar) a ajouté la fabrication de flacons en plastique à celle des produits de beauté, puis s'est étendue à la plasturgie, aux appareils électriques dont les radios, ce qui l'a amenée naturellement à produire les programmes. Des appareils radio elle est passée à la télévision, aux écrans plats, etc. Cette histoire emblématique des années 1960 pourrait difficilement se reproduire aujourd'hui. Les actionnaires ont maintenant la possibilité de diversifier eux-mêmes leur portefeuille et de combiner des parts d'entreprises fabriquant des télévisions et celles produisant les programmes. Les entreprises sont incitées à revenir sur « leur cœur de métier » et à tirer avantage de la spécialisation. Cela conduit à une externalisation d'une partie des services, et à des délocalisations à la recherche d'une minimisation des coûts. Les frontières de la firme sont modifiées, le recours à la sous-traitance, aux contrats avec les fournisseurs est étendu.
- Les actionnaires ont remplacé les banques comme apporteurs de capitaux. De relations de long terme entre financeurs et industriels, nous sommes passés à des relations plus volatiles, avec la possibilité d'un retrait des fonds à tout moment. L'exigence de rentabilité minimale pèse sur les directions d'entreprises et contribue à une recherche incessante de compression des coûts.
- Dans la vision capitaliste traditionnelle, celui qui apporte les fonds doit supporter les risques, et c'est à ce titre qu'il perçoit les bénéfices. En revanche, le salarié n'a aucun moyen de diversification de ses revenus. Il est par conséquent averse au risque et n'accepte de travailler que sous condition d'un salaire garanti, indépendant de la conjoncture. La globalisation financière renverse cette relation. Forts de leur capacité de se retirer à tout moment de l'entreprise pour investir ailleurs, les actionnaires exigent une rentabilité garantie. Le risque est alors reporté sur les salariés, la compression des coûts salariaux permettant d'assurer le niveau de profit requis via des licenciements ou des politiques d'intensification du travail.

Ce nouveau rapport entre les apporteurs de fonds et les entreprises a pris un poids considérable en raison de la « révolution financière ». La croissance des marchés financiers, leur ouverture ont abaissé le coût des placements de fonds en dehors des frontières. La montée des régimes de retraite par capitalisation a alimenté la constitution de fonds de pension qui disposent de moyens considérables pour investir à travers le monde. Par exemple, les investisseurs étrangers détiennent environ la moitié des actions des sociétés du CAC 40 en 2006, et les seuls investisseurs américains environ 20 %. La présence de ces investisseurs sur les places financières peut alors faire croire que les disparités nationales dans la gestion des entreprises vont s'effacer sous la pression de leurs recommandations.

Toutefois le modèle actionnarial de gouvernance d'entreprise est loin d'être le modèle dominant dans les pays de l'OCDE. Si l'on suit les critères proposés par Élie Cohen (2006), les pays industrialisés vont offrir des combinaisons diverses de principes de gestion des entreprises selon quatre caractéristiques :

- *Le mode de financement des entreprises* : vient-il principalement des marchés financiers (selon le modèle des États-Unis) ou repose-t-il sur les crédits bancaires et un partenariat de long terme avec une institution financière (modèle allemand) ?
- *La composition de l'actionnariat* : est-elle concentrée, autour de quelques blocs de contrôle (Europe continentale), ou bien fractionnée (États-Unis, Grande-Bretagne) ? Dans le dernier cas, les experts comme les analystes financiers, les gestionnaires de fonds vont jouer un rôle décisif sur les marchés. Les entreprises sont davantage exposées à des changements de contrôle via les OPA ou les OPE.
- *La sélection des managers* : comment sont nommés les dirigeant(e)s d'entreprise ? S'agit-il d'une simple cooptation au sommet ou d'une nomination par le conseil d'administration après sélection des candidatures ? La dernière procédure suscite la constitution d'un vivier de candidats ou, en d'autres termes, d'un marché actif des dirigeants.
- *Les différences faites (ou non) entre les actionnaires majoritaires et les actionnaires minoritaires* : accorder les mêmes droits aux actionnaires minoritaires va dans le sens d'un renforcement du fractionnement de l'actionnariat.

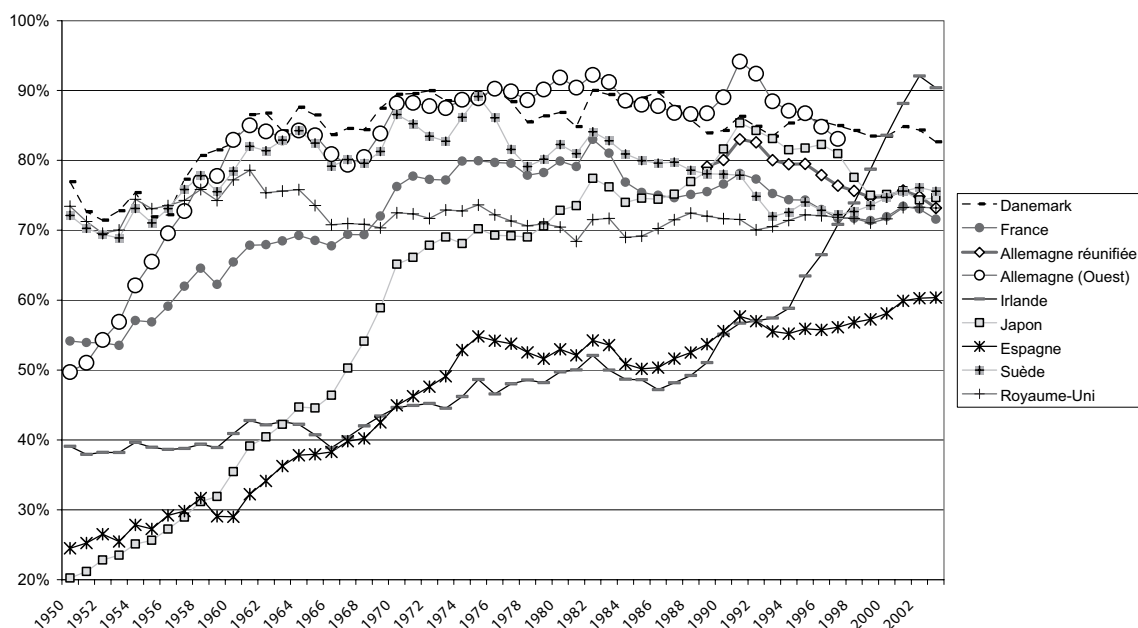
Le modèle anglo-saxon est donc loin d'être le seul en place et coexiste avec des modèles nationaux. De plus, sa supériorité comme mode de gestion des entreprises fait l'objet de nombreux débats.

2. La critique du modèle anglo-saxon

Un premier argument avancé en faveur du système américain est le simple constat d'une croissance durablement supérieure des États-Unis par rapport aux pays européens. Le graphique ci-après représente l'évolution du PIB par habitant en pourcentage du niveau des États-Unis de 1950 à 2004. On y lit clairement un rattrapage pour la plupart des pays dans les années 1950 et 1960, puis une stagnation, voire pour la France un recul dans les trente dernières années. En fin de période, les pays sont entre 60 % (Espagne) et 90 % (Irlande) du PIB par tête des États-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni autour de 75 %. Toutefois, comme le souligne Amable dans le texte dont est extrait ce graphique³, le modèle anglo-saxon n'épargne pas la Grande-Bretagne de la stagnation. Ce serait moins le mode de gouvernance que la position économique mondiale des États-Unis qui expliquerait les succès économiques américains.

3. L'étude est disponible à l'adresse suivante : <http://www.cepremap.ens.fr/depot/docweb/docweb0601.pdf>.

PIB par habitant comme pourcentage du niveau des États-Unis



La deuxième interrogation porte sur la qualité de la gestion d'entreprise assurée par le modèle anglo-saxon. Comme l'a montré le scandale Enron, les mécanismes de surveillance et de contrôle sur lesquels repose la crédibilité de ce système ont été défaillants et n'ont pas pu empêcher les fraudes et malversations. Le vote de la loi Sarbanes-Oxley (2002) a depuis renforcé les contrôles et rendu plus difficiles les dérives managériales et le maquillage des comptes. Toutefois, il ne rompt pas avec la philosophie antérieure qui fait de la valeur actionnariale la référence centrale tant pour les actionnaires que pour les managers. Elle est supposée refléter la valeur de l'entreprise et les principes de comptabilité adoptés dans la loi sont censés limiter les possibilités de tricherie. Ainsi, les analystes financiers peuvent au mieux estimer l'entreprise et le cours de l'action suivra fidèlement les perspectives de rentabilité. On peut mettre en doute cette conception et penser que les évolutions boursières sont tributaires d'engouements passagers et de mimétisme. Un financement bancaire, fondé sur des relations de long terme et une connaissance du fonctionnement de l'entreprise, peut alors rivaliser en efficacité avec les financements de marché.

Enfin, le système boursier donne un poids décisif aux apporteurs de capitaux : ce sont eux qui nomment et licencient l'équipe dirigeante, qui décident des stratégies de fusions et acquisitions. À la figure de l'entrepreneur schumpetérien, qui tirait sa légitimité et son profit de la mise en œuvre d'innovations, se substitue la figure de l'entrepreneur de Kirzner, prêt à saisir la moindre opportunité de marché et dont la créativité réside dans un usage opportuniste de ses ressources financières. Toutefois, l'argent est de moins en moins rare ; c'est la créativité, l'innovation qui font désormais la richesse des entreprises. Adopter ce point de vue est reconnaître des droits au profit à d'autres parties prenantes qu'aux seuls actionnaires. Les salariés qui apportent leur créativité à l'entreprise sont légitimes à obtenir une partie des profits ; il est possible que leur refus soit nuisible à l'entreprise en les privant d'une incitation directe. Il n'est pas sûr que le modèle boursier soit alors le plus apte à stimuler l'innovation. D'autres schémas qui reconnaissent la place de l'ensemble des parties prenantes, comme par exemple le modèle partenarial allemand, pourrait se révéler plus productif à long terme que le modèle anglo-saxon.

C. POURQUOI LA FRANCE N'ADOpte-T-ELLE PAS LE MODÈLE DANOIS DE FLEXICURITÉ ?

Comparer les performances des modèles amène naturellement à se demander pourquoi les pays n'adoptent pas des systèmes manifestement plus efficaces. On pourrait penser que les meilleurs systèmes se généralisent et que les moins performants disparaissent. Or de toute

évidence, les réformes institutionnelles prennent du temps, les modèles perdurent et il n'est pas facile de faire évoluer les institutions.

Le modèle danois offre actuellement un tel sujet de réflexion. Pourquoi ce modèle de « flexicurité » n'est-il pas généralisé à l'ensemble des pays européens alors qu'il fait preuve d'une efficacité enviable : le pays connaît à la fois une forte participation au marché du travail et un très bas niveau de chômage ? Il s'oppose au système français notamment par une plus forte indemnisation du chômage et une moindre protection de l'emploi, et pourrait constituer un exemple pour les réformes à mettre en œuvre. C'est le sens de la remarque du ministre danois de l'emploi en juin 2005 lors d'une conférence sur la flexicurité. Nous en donnons ci-après un large extrait, en mettant en gras les termes économiques importants :

Extrait d'une conférence du ministère danois, 2005

The Danish flexicurity model has been proclaimed to be the panacea that will solve all the problems on the French labour market. After the new French Prime Minister came into office he has set out to combat the high level of unemployment in France. He is very interested in the Danish flexicurity model.

Last week several French TV channels were competing to explain what the Danish model is all about. What is it that the Danes are so good at? We have been more or less inundated with the French media.

And there are many good reasons why the French are looking to Denmark for inspiration: 1. Denmark is among the European countries with the **highest employment rates** and the **lowest unemployment rates**. 2. Danish employees are in the forefront internationally when it comes to how they see their **job security**. 3. Denmark is also in the top class as regards **job satisfaction**.

So what can the French learn from the Danish system? It is never possible to copy another country's labour market system. I think researchers will agree with the politicians about this. There is, for instance, a major difference whether we are talking about a country with 5 million inhabitants or a country with 60 million inhabitants. What we are doing in Denmark would correspond to a **pilot project** in France. There are differences in culture, in historical traditions and in many other fields. But you can be inspired by and learn from others.

Danemark, site du ministère de l'Emploi : <http://www.bm.dk/sw3792>.

Effectivement, le modèle danois sert couramment de référence dans les débats sur les réformes à entreprendre en France, comme en témoignent les nombreux colloques sur ce thème⁴. Très souvent les intervenants et spécialistes du sujet en montrant à la fois l'efficacité puis insistent sur les obstacles, les spécificités juridiques nationales et, plus généralement, sur le caractère non transposable des expériences étrangères.

Dans un texte récent, deux économistes du travail français, Pierre Cahuc et Yann Algan, vont proposer une analyse originale de la difficulté à changer les institutions et à faire évoluer les normes culturelles. Les auteurs vont chercher dans les caractéristiques nationales ce qui peut expliquer l'adoption d'un système plutôt qu'un autre. Ici, la question posée est de savoir pourquoi un pays comme la France préfère une faible indemnisation du chômage et des garanties d'emploi pour les salariés en place, plutôt que de suivre le modèle danois. S'appuyant sur deux enquêtes internationales (« The World Value Survey » et « The International Social Survey Program ») dans laquelle les mêmes questions d'opinions sont posées à des habitants de différents pays, ils vont en déduire un classement sur le degré du civisme de chaque pays. La question utilisée était la suivante : « Do you think it can always be justified, never justified or something in-between to claim government/state benefits to which you have no rights? » Les réponses

4. Par exemple fin 2006, deux colloques sont successivement organisés sur ce thème, l'un par le Matisse (Centre d'économie de la Sorbonne) avec comme titre « La flexicurité : un modèle d'articulation du marché du travail et de la protection sociale réservé aux Danois ? » (29 novembre) et le 7 décembre, à l'Université de Marne-la-Vallée, autour du même sujet « Flexicurité en France ».

étaient données sur une échelle de 1 (jamais justifié) à 10 (très justifié). À partir de cette question et d'une interrogation similaire dans la deuxième base de données, les auteurs construisent un indicateur d'attitude civique dans les différents pays. Selon ce critère, sur un total de 25 pays, les pays du Nord (Danemark, Suède, Pays-Bas) sont de loin les plus civiques et la France se situe dans les 3 derniers, juste avant la Slovaquie et la Grèce. Ils établissent ensuite une corrélation entre le degré de civisme ainsi défini et les institutions en place, ici le degré de protection de l'emploi (fort en France, faible au Danemark) et le niveau des dépenses d'indemnisation des chômeurs (faible en France, fort au Danemark).

Reste maintenant à comprendre d'où viennent ces différences nationales dans le degré de civisme. Ne pas considérer comme très grave de tricher avec l'argent public provient-il d'une défiance passagère envers les institutions en raison de leur inefficacité ? En ce cas, une politique publique d'amélioration des procédures administratives, avec l'accent mis sur la transparence et la clarté, pourrait changer les comportements des citoyens, et le modèle danois serait susceptible d'être adopté. Si, au contraire, les opinions sont enracinées dans des attitudes culturelles et historiques, les réformes sont beaucoup plus difficiles à mettre en place. C'est le sens de la conclusion empirique du texte de Cahuc et Algan ; s'appuyant sur différentes variables décrivant l'héritage culturel des individus, ils montrent que le degré individuel de civisme est corrélé avec leur histoire. Leur diagnostic est alors pessimiste : réformer un système ne peut se faire sans une adhésion des citoyens à de nouvelles normes et celles-ci ne se modifient pas simplement en reconnaissant qu'un système est plus efficace qu'un autre.

III. BIBLIOGRAPHIE

De manière générale, les publications de la Documentation Française (*Problèmes Économiques*, les *Cahiers Français*) sont recommandées aux élèves préparant cette UE : les articles sont courts, proposent des synthèses utiles et font référence aux travaux de recherche les plus récents. Quatre numéros des *Cahiers Français* vous donnent un panorama très complet des problèmes liés à la crise actuelle :

- « Le capitalisme : mutations et diversité », *Cahiers Français*, n° 349, mars-avril 2009.
- « L'économie mondiale, 30 ans de turbulences », *Cahiers Français*, n° 357, juillet-août 2010.
- « Les politiques économiques à l'épreuve de la crise », *Cahiers Français*, n° 359, novembre-décembre 2010.
- « Comprendre les marchés financiers », *Cahiers Français*, n° 361, mars-avril 2011.

Références

- « Crise de la dette : menaces sur l'euro ? », *Problèmes Économiques*, n° 3029, 26 octobre 2011.
- « Les banques face à la crise de confiance ? », *Problèmes Économiques*, n° 3035, 18 janvier 2012.
- « Le défi chinois », *Problèmes Économiques*, n° 3037, 15 février 2012.
- « Chine : les fragilités du mode de croissance », *Problèmes économiques*, n° 2898, 26 avril 2006.
- Michel Aglietta et Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, chap. 8 « La Chine en transition ».
- Articles dans *Les Échos*.
- On peut aussi utilement consulter les sites internationaux. Voir par exemple le rapport sur le site de l'OCDE : Environment and governance in China : <http://www.oecd.org/dataoecd/60/37/34617750.pdf>.

Lectures conseillées pour le thème « L'existence de différents modèles de capitalisme » (difficulté de lecture = de 1* : très abordable à 3* : texte scientifique) :

- Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1991.**
- Yann Algan, Pierre Cahuc, « Civic Attitudes and the Design of Labor Market Institutions: Which Countries can Implement the Danish Flexicurity Model? », *Working Paper*, September 2005.*** (Téléchargeable sur le site de Pierre Cahuc.)
- Bruno Amable, *Les cinq capitalismes*, Paris, Seuil, 2005.**
- Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Seuil, « La république des idées », 2006, 91 p.*

- Élie Cohen, *Le nouvel âge du capitalisme*, Paris, Fayard, 2006.* (Voir notamment le chapitre 10 « La convergence des capitalismes ».)
- Douglass C. North, « Institutions », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, Issue 1 (Winter), 1991, pp. 97-112.***

IV. AIDE AU TRAVAIL PERSONNEL

A. SUJET

Dans l'aide au travail personnel, nous vous proposons un sujet de dissertation. Il donne lieu à une correction détaillée, en décomposant la construction de la dissertation.

Exercice 1

ÉNONCÉ

TRAVAIL À FAIRE

Sujet : « Le modèle de capitalisme financier de type anglo-saxon est-il généralisable à l'ensemble des économies européennes ? »

CORRIGÉ

Proposition de plan détaillé

Introduction

Trouver une accroche. Cela peut être soit une référence à un événement récent qui montre l'actualité du sujet, soit une référence à un grand auteur qui aurait marqué la question. Ici puiser dans l'actualité récente française paraît le plus adéquat : on peut s'inspirer par exemple de la loi sur la sécurité financière (2003) comme un exemple inspiré par les États-Unis.

La récente loi française sur la sécurité financière peut se lire comme une contagion institutionnelle venue des États-Unis. De même que la loi Sarbanes-Oxley (2002) cherche à renouer avec la confiance des investisseurs après le scandale Enron, la France renforce encore en 2003 ses principes d'une gouvernance des entreprises au service des actionnaires.

Définir les principaux termes du sujet, ici le capitalisme financier de type anglo-saxon, que l'on peut rattacher au modèle américain. Reformuler le sujet : Où en sont les économies européennes par rapport au capitalisme financier ? Montrer la diversité des situations et des évolutions. Souligner que le cadre de l'Union européenne devrait pousser à l'harmonisation des pratiques. Transformer le sujet en une problématique : Ici, le « est-il généralisable » peut s'interpréter de deux façons. Est-ce un système qui a prouvé une efficacité supérieure ? Est-ce qu'il se répand sous la pression de la libéralisation des marchés financiers et de l'économie dominante (les États-Unis) ?

Toutefois le cas français n'est pas généralisable à toute l'Europe. On considère généralement que le capitalisme financier anglo-saxon pour lequel les États-Unis constituent la référence habituelle se caractérise par des financements de marchés, un actionnariat dispersé et des managers sous contrôle du conseil d'administration. En Europe, seule la Grande-Bretagne réunit l'ensemble de ces critères ; l'Allemagne ou les pays Nordiques en sont loin. Cette diversité des systèmes nationaux est-elle transitoire, et les pays vont-ils progressivement passer au modèle boursier ? La question de la diffusion d'un système peut se lire de deux manières. Si le modèle fait preuve d'une efficacité supérieure, il peut être spontanément adopté par les acteurs ; c'est ainsi que le fordisme, puis le toyotisme ont dépassé les limites du pays et même de l'entreprise qui les avait conçus. Mais le modèle boursier peut aussi se généraliser simplement sous l'impact de la globalisation financière qui tend à diffuser à travers le monde les normes de

fonctionnement des entreprises américaines. Cela peut particulièrement être le cas dans les pays de l'Union européenne en raison de l'ouverture des marchés et des pressions à l'harmonisation et à la constitution d'un cadre unifié de firmes européennes.

Ceci ouvre la voie à un plan en deux parties, qu'il faut annoncer.

Nous verrons dans une première partie que le modèle économique anglo-saxon ne paraît pas, de façon probante, avoir une performance économique supérieure à celle d'autres modèles en concurrence. Ses succès et sa diffusion semblent en revanche liés à la mondialisation financière et feront l'objet de la deuxième partie.

1^{re} partie : Un modèle parmi d'autres

1.1. Un capitalisme protéiforme

- Diversité des formes du capitalisme financier : modèle anglo-saxon, modèle partenarial, modèle réticulaire ou méditerranéen.
- Le point clé des différences : les modes de financement. Banques (relation bilatérale de long terme) ou actionnariat dispersé (volatilité des engagements, exigence de rentabilité, réactivité).

1.2. Les performances des États-Unis : la preuve par les marchés ?

- Attrait pour le modèle américain nourri par les performances économiques des trente dernières années : croissance forte du produit par tête ; croissance de la productivité ; innovations ≠ stagnation des pays européens.
- Mais les modèles boursiers n'ont pas été plus efficaces que les autres modes de régulation en dehors des États-Unis.
- Récent scandale d'Enron : remise en question de la valeur actionnariale comme pivot du système.

2^e partie : Une diffusion aidée par la puissance des États-Unis et la globalisation financière

2.1. La globalisation financière

- Rappel du mouvement de globalisation financière des trente dernières années.
- Importance croissante des investisseurs étrangers sur les marchés boursiers.
- Risques financiers, crises périodiques mondiales, contamination par effets dominos.
- Diffusion des modèles de gouvernance fondés sur un rôle accru des conseils d'administration.
- Incitation des managers par le cours des actions (stock options).

2.2. Une résistible ascension des marchés boursiers ?

- France, cas à part de la libéralisation boursière en Europe continentale.
- Préservation du modèle partenarial en Allemagne et des modes de financement intermédiés.
- Modèle social-démocrate nordique.

Conclusion

À la société industrielle des années 1960 et 1970, caractérisée par le modèle fordiste, a succédé une société post-industrielle où les marchés financiers mondiaux sont les vecteurs de la recomposition des entreprises. Le système boursier anglo-saxon où la valeur de l'action sert de repère à l'ensemble des acteurs apparaît comme le modèle de référence. Toutefois sa diffusion n'est pas si générale en Europe : des pays comme l'Allemagne ou les pays nordiques ont moins développé leur sphère financière ; les institutions financières continuent à être des investisseurs essentiels. Les fragilités du système révélées par le scandale Enron ont remis en avant les avantages d'un fonctionnement d'entreprises moins tributaires des marchés financiers et ainsi capables de mener des stratégies à horizon plus lointain.

B. ANNEXES

Les annexes ci-après vous proposent une sélection d'articles en lien avec le thème. Ils sont une base de départ pour un travail personnel de revue de presse tout au long de l'année afin d'être au courant de l'actualité du thème et de réfléchir à de nouvelles problématiques.

ANNEXE 1

L'avenir de la croissance de la Chine

Justin Yifu Lin is Chief Economist and Senior Vice President for Development Economics at the World Bank. He is the founder and first director of the China Center for Economic Research.

Le ralentissement de l'économie de la Chine a fait les manchettes ces dernières semaines. Que ce soubresaut soit permanent ou temporaire, les autorités chinoises ont beaucoup à faire pour préparer le terrain d'une performance économique soutenue à moyen et long terme.

Malgré sa formidable croissance depuis le changement de cap de 1979 vers l'économie de marché, la Chine est confrontée d'un coup à de graves enjeux : une inégalité grandissante, un niveau élevé et croissant de détérioration de l'environnement, un déséquilibre extérieur tenace et une société vieillissante.

Heureusement, le 12^e plan quinquennal 2011-2015 de la Chine tient déjà compte de la nécessité d'orienter encore plus l'économie du pays vers le marché, de changer le modèle de développement du pays et mettre l'accent sur la croissance de qualité, les réformes structurelles et l'inclusion sociale pour surmonter le clivage entre les conditions de vie rurale et urbaine et endiguer l'augmentation de l'inégalité des revenus. Le nouveau rapport de la Banque Mondiale intitulé « *China 2030: Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society* » (Construire pour 2030 une société prospère, moderne, harmonieuse et créative) dans lequel sont proposées des réformes dont mon pays a besoin pour se transformer en une économie de marché aux rouages bien huilés et à pleine maturité d'ici 2030.

Le rapport est le résultat d'un partenariat de longue date avec la Banque. En commémoration du 30^e anniversaire de l'adhésion de la Chine, le président de la Banque Mondiale Robert B. Zoellick a proposé aux dirigeants du pays une initiative commune visant à cerner et analyser les enjeux de développement à moyen terme de la Chine. Le rapport Chine 2030 prône des réformes structurelles qui visent à redéfinir le rôle du gouvernement, à réorganiser les entreprises et les banques étatisées, à renforcer le secteur privé, à favoriser la concurrence et à accélérer la libéralisation des marchés du travail, de l'immobilier et des titres financiers.

Même si en proportion, le gouvernement chinois produira lui-même moins de biens et services publics tangibles, il devra cependant offrir des biens et services publics intangibles comme des règlements, des normes, et politiques. De telles améliorations des politiques et des institutions accroissent la productivité, favorisent la concurrence, facilitent la spécialisation, augmentent l'efficacité de l'affectation des ressources, protègent l'environnement et réduisent les risques et les incertitudes.

Dans le secteur des entreprises, il faudra en priorité accroître la concurrence dans tous les secteurs, réduire les barrières à l'entrée et à la sortie des entreprises privées tout en renforçant la compétitivité des entreprises d'État.

Dans le secteur financier, le système bancaire doit être privatisé, permettant ainsi de laisser graduellement la détermination des taux d'intérêt aux soins des forces du marché, tandis que les marchés en capital doivent être renforcés de pair à la création d'infrastructures juridiques et de surveillance nécessaires au maintien de la stabilité financière.

Pour le marché du travail, la Chine doit accélérer les réformes du système de registre des ménages (hukou) afin d'ici 2030 de permettre aux travailleurs de déménager vers les marchés où la main-d'œuvre est la mieux rémunérée. Dans le système actuel, toute personne qui déménage dans une autre région du pays sans hukou risque de perdre ses droits d'accès à l'éducation, aux services sociaux et au marché de l'habitation. Les responsables de l'élaboration des politiques de la Chine devront également introduire des mesures pour augmenter le taux de participation au marché du travail. Ils auront également à repenser les politiques salariales et à rendre les programmes d'assurance sociale transférables à l'échelle du pays.

Finalement, il faudra penser à protéger les droits des agriculteurs, à améliorer l'aménagement du territoire et à revoir complètement les politiques d'acquisition de terres agricoles à des fins d'urbanisation.

.../...

.../... Le succès à moyen terme de la Chine dépendra de la création d'un système ouvert où la pression concurrentielle incite les entreprises chinoises à investir dans l'innovation des produits et des procédés, non seulement par l'intermédiaire d'activités de recherche et développement, mais aussi par une participation aux réseaux de recherche internationale. La priorité est d'améliorer la qualité et non le volume des projets de recherche. Les responsables de ce domaine devront mettre l'accent sur l'accroissement des compétences techniques et cognitives des diplômés universitaires ainsi que sur la création de quelques pôles de recherche universitaire de classe mondiale qui tissent des liens étroits avec l'industrie.

Une stratégie éclairée doit favoriser la croissance verte au lieu de la croissance effrénée et des lendemains avec des coûts environnementaux massifs. L'appui aux nouveaux investissements doit se faire dans des secteurs à faible pollution qui sont économes en énergie et en ressources. Ceci amènerait une croissance plus écologique, inciterait les investissements dans des productions et des services en amont et en aval tout en renforçant l'avantage concurrentiel dans un secteur d'avenir à l'échelle mondiale. Le rapport Chine 2030 veut également élargir les possibilités, promouvoir la Sécurité sociale et réduire les inégalités sociales et économiques relativement élevées du pays en s'attaquant aux disparités entre les milieux ruraux et citadins en matière d'accès à l'emploi, aux emprunts et aux services publics de haute qualité. Pour y arriver, il faudra se focaliser davantage sur les besoins des régions rurales et des populations migrantes défavorisées. La restructuration des politiques sociales devra également être étudiée afin de mettre en place de solides filets de protection sociale.

De plus, il est indispensable de renforcer la situation budgétaire de la Chine en mobilisant plus de revenus et en assurant que les autorités régionales disposent d'assez de moyens financiers pour remplir leurs obligations budgétaires. De telles réformes peuvent contribuer à garantir que les ressources budgétaires se retrouvent aux différents niveaux de gouvernement (central, provincial, préfectoral, départemental, communal et municipal) et qu'elles sont à la mesure de leurs responsabilités budgétaires.

Et enfin le dernier conseil, mais non le moindre, voudrait d'une Chine qui participe de plain-pied à l'économie mondiale. En poursuivant l'intensification des liens commerciaux, d'investissement et financiers avec l'extérieur qui l'a si bien servie au cours des trois dernières décennies, la Chine bénéficiera d'une spécialisation accrue, d'un plus grand nombre d'occasions d'investissement et de rendements d'investissement bonifiés, de même que d'échanges d'idées et de connaissances qui avantagent tous ses partenaires commerciaux.

La Chine doit maintenir son engagement de reprendre les négociations commerciales multilatérales bloquées de la ronde de Doha et appuyer un accord international relatif aux mouvements des capitaux. L'intégration du secteur financier de la Chine nécessitera la libéralisation des opérations en capital. Cette étape devra être franchie de manière durable et avec la plus grande prudence ; mais elle n'en est pas moins essentielle à l'internationalisation du renminbi comme monnaie de réserve mondiale.

Les propositions qui figurent au rapport Chine 2030 pourraient encadrer les décisions des dirigeants de la Chine dans leur recherche d'une croissance durable et harmonieuse. L'économie entrant en zone de turbulence, le gouvernement de la Chine sera obligé de traiter à mesure qu'ils surgissent les nouveaux risques, parant les chocs et comblant ses lacunes. Mais, ce faisant, il se doit d'adhérer au principe que les solutions politiques aux problèmes à court terme doivent soutenir, et non hypothéquer les priorités des réformes à long terme.

Justin Yifu Lin, *Project Syndicate*, 15 mars 2012.

ANNEXE 2

La « flexsécurité » à la peine

Si les chiffres inquiétants de l'économie américaine ou le redressement rapide de l'économie allemande monopolisent l'attention, l'état des marchés du travail des pays scandinaves de l'Union européenne est également instructif.

La crise du début des années 1990 avait propulsé le taux de chômage à près de 10 % au Danemark et en Suède. Il avait même dépassé 17 % en Finlande, alors très liée à une économie russe en effondrement. Mais à la fin du xx^e siècle, le Danemark était proche du plein-emploi alors que le chômage avait fortement régressé dans les deux autres pays.

Il n'en fallait pas moins pour voir dans ces excellents résultats obtenus en une poignée d'années, l'existence d'une troisième voie en matière d'emploi : la « flexsécurité », « flexisécurité » ou encore « flexicurité ». En effet, les trois pays ont partagé – avec des variantes importantes – une stratégie d'activation du marché du travail à travers une flexibilité assurée par une relative facilité de licenciement, conjuguée à une « sécurisation » du travailleur.

Celui-ci bénéficie à la fois d'allocations chômage généreuses et de formations professionnalisantes pour partie obligatoires. Ainsi, les entreprises peuvent s'adapter à la demande, ne pas être dissuadées d'embaucher, et les sans-emploi conservent leur « employabilité ». Théoriquement, les créations-destructions d'emplois s'accroissent mais l'impact net sur l'emploi est positif, le chômage de longue durée régresse, évacuant la peur du chômage. Les exemples scandinaves se sont mus en « modèle » dans la dernière décennie.

La Commission européenne a placé les principes de ce modèle au centre de sa stratégie pour l'emploi. En France, à droite comme à gauche, il était devenu un leitmotiv qui a rythmé les propositions pour l'emploi des principaux candidats lors de la dernière élection présidentielle. En pratique, on peut lire de nombreuses mesures adoptées en France comme inspirées de ce modèle.

Par exemple, la réforme de la représentativité syndicale cherche à constituer des syndicats à l'image de ceux de l'Europe scandinave, puissants représentatifs et « responsables » considérés comme un prérequis d'une flexsécurité consensuelle.

Toutefois, à côté de cette interprétation dominante des performances scandinaves, des explications alternatives étaient proposées. En particulier, les pays scandinaves ont fait le choix de l'innovation en augmentant sensiblement l'effort de recherche et développement au moment du basculement dans l'économie de la connaissance. Suède et Finlande sont ainsi devenues les deux pays qui ont l'activité la plus intensive en recherche et développement (R & D) au sein de l'OCDE.

Des géants tels Nokia ou Eriksson ont su surfer sur l'émergence des technologies mobiles, s'imposant comme des leaders mondiaux. Par ailleurs, le contenu de certaines formations offertes ou le fait que des sans-emploi préféraient reprendre un emploi en deçà de leurs prétentions plutôt que de suivre ces formations, soulevaient des doutes sur les qualités réelles de la flexsécurité, même dans son berceau, le Danemark.

La crise semble donner corps à ces doutes. Contrairement à l'Allemagne ou à l'Autriche, la Suède et la Finlande n'ont pu échapper à une hausse rapide du chômage, le portant à près de 9 %. Le Danemark, qui partait d'un niveau de chômage plus bas, a pu le contenir autour de 7 %. Mais surtout, ces pays censés ne connaître qu'un chômage de flux de créations et de destructions d'emplois découvrent le chômage de file d'attente dont les jeunes sont les premières victimes. Le chômage des jeunes, pourtant très éduqués, a dérivé ainsi à des niveaux record qui s'éternisent.

Selon les derniers chiffres d'Eurostat, en juin, le taux de chômage des moins de 25 ans est de 12 % au Danemark. Pire, avec respectivement, 22 % et 25 %, les taux finlandais et suédois dépassent celui observé en France, réputée le pays du chômage des jeunes. Comme les jeunes Scandinaves participent bien plus que les jeunes Français au marché du travail, ces chiffres signifient même qu'une proportion plus forte de la jeunesse est touchée par le chômage en Europe scandinave qu'en France, et cela même si l'on retire de ces statistiques les étudiants à la recherche d'emploi.

Même si le chômage de longue durée demeure contenu, les institutions ne semblent pas capables de tenir la promesse d'assurer une fluidité du marché du travail. Ces difficultés coïncident avec des déboires de l'industrie scandinave, entre la vente par Ford d'un Volvo affaibli à un constructeur

.../...

.../... chinois ou le retard de Nokia dans le virage des Smartphones marqué par le succès des sociétés nord-américaines.

La situation est tellement inquiétante en Suède que des experts étrangers – même des Français – sont mobilisés pour proposer des solutions en faveur des moins de 25 ans. De quoi interroger le sens des réformes menées en France depuis dix ans. Une interrogation qui pourrait animer les prochaines universités d'été ou autres journées parlementaires des grands partis politiques qui ont longtemps encensé le modèle scandinave.

Philippe Askenazy, *Le Monde*, 24 août 2010.

ANNEXE 3

La crise grecque, des leçons pour l'Europe

Les États européens dépendent plus que les autres États du jugement des marchés financiers. Au sein de la zone euro, les épargnants peuvent en effet à tout moment déplacer leur argent d'une dette publique à une autre sans risque de taux de change. La zone euro est ainsi devenue le foyer de la crise financière mondiale. Revenant sur le rôle des marchés dans l'aggravation de la crise des dettes souveraines (via notamment la hausse des taux d'intérêt), ainsi que sur celui des agences de notation (qui provoquent l'effolement des marchés), l'auteur tire de la situation actuelle quelques leçons pour l'avenir de l'Europe.

La zone euro, au cœur de la crise

Comme dans les années 1930, une crise venue d'Amérique a mis l'Europe en feu et son système monétaire en péril. Ce qui est vexant est que le cœur de l'Europe, la zone euro, soit devenu le foyer de la crise, alors même que la monnaie européenne avait été conçue à l'origine comme un bouclier contre les déséquilibres monétaires internationaux. L'incapacité de l'Europe à donner rapidement une solution raisonnable à la crise, alors même qu'elle disposait d'un interlocuteur grec désireux de bien faire, a fait brutalement craindre le pire : le défaut d'un État membre et le risque d'une contagion qui mette en péril la zone euro toute entière.

La crise européenne a plusieurs causes, mais le paradoxe central qui l'habite peut être résumé ainsi. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, du fait de la crise elle-même. Or, ce qui détermine la solvabilité d'un État, c'est non pas le volume de sa dette, mais le poids des intérêts qu'il doit payer. Un pays dont la dette représente 100 % de son produit intérieur brut (PIB) et qui doit payer un taux d'intérêt de 3 % (le taux allemand au début de la crise grecque) doit consacrer 3 % de son PIB à la charge de ses intérêts, ce qui est tout sauf préoccupant. Encore, ce calcul ne prend-il pas en compte l'inflation, qui réduit d'autant le fardeau. Comment, dans un tel contexte, comprendre la méfiance brutale à l'égard des pays de la zone euro ?

Plusieurs réponses sont possibles, mais la plus simple est : la panique. Inquiets par la crise, les marchés financiers ont fait croître les taux d'intérêt des pays vulnérables, créant « une prophétie *auto-réalisatrice* ». Les taux d'intérêt s'élevant, le poids de la dette augmente, le risque de défaut aussi, ce qui pousse à nouveau les taux à la hausse... La dette, présente ou prévue, pèse soudain très lourd.

Le fait majeur est en effet que les États européens dépendent plus que les autres du jugement des marchés financiers. Un pays comme le Japon, dont la dette s'élève à plus de 200 % de son PIB, dispose d'une base captive de prêteurs, les épargnants japonais. En Europe, un épargnant a le choix entre plusieurs dettes publiques, toutes libellées en la même monnaie et qu'il peut acquérir d'un coup de clic, sans courir le moindre risque de change. En bref, en Europe, le moindre soupçon concernant la solvabilité d'un État a des effets considérables : il lui ôte, au profit des autres, le rôle d'ancre qu'il joue ordinairement.

Comment faire face à ce problème ? Un premier projet, préparé par le sommet franco-allemand de Deauville, à l'insistance de l'Allemagne, a été annoncé au sommet de Bruxelles du 29 octobre 2010. Il prévoyait que les pays en difficulté puissent se tourner vers leurs partenaires européens pour obtenir de l'aide, mais à condition que les prêteurs privés soient mis à contribution, en acceptant d'accorder un abandon de créances. Cela revenait à exiger que l'État qui demande le soutien des autres soit préalablement déclaré en faillite...

.../...

.../... Le raisonnement proposé semble logique. Si un État ne parvient pas à se financer sur les marchés, c'est qu'il est insolvable : pourquoi les contribuables des autres pays viendraient-ils à son secours en lieu et place des créanciers eux-mêmes ? Ce raisonnement est pourtant faux pour deux raisons. D'abord, on l'a dit, la méfiance des marchés à l'égard des États étant vite *auto-réalisatrice*, un pays peut être solvable au taux sans risque, et insolvable à un taux incorporant une prime de risque. Ensuite, la solvabilité d'un État n'est pas écrite dans un livre comptable. Elle dépend de l'effort budgétaire qu'il est désireux de produire. Si l'on prend l'exemple du Brésil en 1998, le pays était considéré comme irrécupérable à la veille de l'élection de Lula. Aujourd'hui, sans avoir fait défaut, il est l'un des mieux notés de la planète. Même chose pour le Mexique, qui a bénéficié en 1985 d'un plan de soutien considéré à l'époque comme considérable, qu'il a remboursé ensuite.

Jean-Claude Trichet rappelait très justement que les programmes d'ajustement du Fonds monétaire international (FMI) se terminent le plus souvent sans faillite. Il plaidait pour que cette présomption d'innocence s'applique aussi à l'Europe. À défaut, les États seraient condamnés à vivre sous le risque d'une crise permanente. Ce qui n'a pas manqué... Après le sommet de Bruxelles, une nouvelle panique a été déclenchée, débouchant sur la tempête irlandaise.

Du coup, l'Europe a révisé sa copie. En même temps qu'elle négociait le plan irlandais, elle a annoncé une nouvelle disposition, déjà en vigueur pour les prêts du FMI. À l'avenir, les prêts accordés par un État à un autre auront priorité. En cas de crise, ils seront remboursés en premier, réduisant grandement le risque que le contribuable du pays prêteur soit mis à contribution. Une autre disposition a également été ajoutée, obligeant toute nouvelle émission de dette publique à inclure des clauses permettant une mise en faillite « coordonnée » des États en crise.

Petit à petit, le traitement de la dette européenne s'est rapproché de celui qui est prévu pour la dette des pays émergents. Les propositions de Deauville sont directement inspirées de celles faites par Anne Krueger, en faveur d'un dispositif de mise en faillite des États (le *Sovereign Debt Restructuring Mechanism* – SDRM). La solution proposée d'inscrire à partir de 2013 des clauses d'action collective (les CAC) est également celle qui avait été finalement retenue pour les pays émergents, formule préférée à une organisation institutionnelle de la faillite. [...]

L'idée centrale est la suivante. Un État qui souffre de difficultés financières n'est pas nécessairement insolvable, mais il a souvent besoin de temps pour remettre en ordre ses finances publiques ou son système bancaire. C'est ce temps que les marchés financiers lui refusent en général, et que la solidarité européenne doit lui donner. Dans le cadre de ce nouveau serpent, les taux d'intérêt souverains auraient pour plancher le taux du Trésor allemand (Bund) et pour plafond un maximum de 250 points de base au-dessus. Dès que le taux de référence d'un pays atteint la limite, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds européen de stabilité financière (FESF) interviendraient. En échange de ces crédits, le pays concerné doit présenter à la commission un plan crédible et tenable de retour à l'équilibre financier. Les États qui ne voudraient pas jouer le jeu pourraient faire défaut. Mais il n'y aurait plus de péril systémique.

Parce qu'ils ne disposent plus de Banque centrale captive, les pays européens sont très vulnérables au jugement des marchés. Retrouver le moyen d'ancrer les anticipations des agents est crucial, plus encore dans le contexte européen que dans le contexte plus général de la dette internationale.

Chronique de la crise grecque

Le 3 septembre 2009, le Premier ministre Costas Karamanlis appelle des élections anticipées. Le 4 octobre 2009, les élections sont gagnées par l'opposition conduite par Georges Papandreou. Le 21 octobre 2009, le ministre des Finances annonce une révision du déficit budgétaire, contre les 3,7 % affichés en début d'année, il évoque un déficit de 12,5 %. Ce chiffre sera révisé une deuxième fois, le 22 avril 2010, pour s'élever à 13,6 %. Il le sera une dernière fois, le 25 octobre 2010, pour atteindre finalement le chiffre de 15,4 % du PIB...

L'Europe hésite sur la réponse à donner à la crise grecque. Un premier plan de 30 milliards d'euros est annoncé le 11 avril 2010, mais il déçoit par son ampleur trop limitée. Le 2 mai, le Conseil européen vote un second plan de 110 milliards, assorti d'un programme de retour du déficit à 2,6 % en 2014. La Bourse grecque perd 6,7 % le lendemain de l'annonce et 10 % sur quatre jours. Les analystes trouvent en effet le plan de rigueur trop brutal et s'inquiètent de ses effets négatifs sur la croissance. Le risque d'une propagation de la crise grecque aux autres pays vulnérables reprend. Pour y répondre, un nouveau plan européen de 750 milliards d'euros est annoncé le 9 mai. Le 10 mai, les Bourses européennes s'enflamment, mais reperdent leurs gains dès le 12 mai, du fait de l'opacité des mécanismes prévus. Le 12 mai, le Premier ministre espagnol Zapatero annonce un plan de restrictions budgétaires de 15 milliards. L'Europe entre dans une phase d'austérité budgétaire.

.../...

.../... Réflexions sur les agences de notations

La crainte des agences de notations explique en grande partie le tournant de la rigueur. Quel est leur rôle ? Suivent-elles ou commandent-elles l'opinion des marchés ? Deux théories opposées ont été proposées : pour l'une, elles agissent trop tard ; pour l'autre, elles participent à la crise. Elles sont procycliques selon Kaminsky et Schmukler [2001] ; Ferri et Stiglitz [1999] ; Reisen et Malzan [1998]. Elles sont « neutres », voire en retard selon Reinhart [2002] et Gaillard [2009].

Annuka Riestemi [2010] a analysé le pouvoir prédictif des agences de notations. Partant de la base de données élaborée par Cohen et Valadier [2010], elle montre que ces agences n'ont aucun pouvoir prédictif des crises deux ans ou un an auparavant, une fois que les fondamentaux de base (dette, PIB, ou indice CPIA – *Country Policy and Institutional Assessment* – de la Banque mondiale pour une évaluation des politiques et des institutions du pays) sont pris en compte. Elles ne « tendent » à gagner un pouvoir prédictif que six mois avant le déclenchement de la crise.

Les agences de notations ont-elles néanmoins un pouvoir autonome sur les *spreads* (écarts de taux d'intérêts) de marché ? Selon les travaux de Rustiemi, il semble que ce soit le cas lorsqu'elles s'apprêtent à baisser les notations, mais pas quand elles les relèvent [...].

Comment comprendre cette asymétrie ? Leur pouvoir prédictif étant faible, le rôle des agences de notations tiendrait surtout à leur pouvoir institutionnel. Un pays dégradé s'expose à perdre sa base d'investisseurs institutionnels. Un effet d'hystérèse est à l'œuvre : une base institutionnelle est facile à perdre, mais difficile à retrouver. Dans le cas grec, ce problème est sans doute amplifié par la zone euro. La base institutionnelle des détenteurs d'actifs sans risques n'est pas (plus) captive. D'autres dettes publiques (allemandes, françaises) offrent des actifs sans risques en euros, privant l'État souverain de la base d'investisseurs nationaux qui doivent investir une part de leur portefeuille dans cet actif.

L'idée de créer une agence de notations européenne a été formulée, en réponse aux risques que les agences de notations feraient courir aux États. La proposition émane du ministre des Finances allemand en octobre 2008. Quel serait son rôle ? S'il s'agit de mieux prévoir les crises, il n'est pas certain qu'une nouvelle agence soit nécessaire... En revanche, s'il est un élément qui peut et doit être amendé, c'est le lien entre la perception du risque par les marchés et le jugement des agences. Les agences de notation essaient, en effet, de prévoir le risque de défaut, mais ce risque est la conjonction de deux facteurs : des fondamentaux dégradés et le jugement négatif des marchés. Les deux sont évidemment liés, mais pas parfaitement. Le rôle d'une agence nouvelle pourrait ainsi se limiter à évaluer les fondamentaux, en cassant le cercle vicieux potentiel entre les *spreads* et la notation. [...]

Réflexions sur la gestion des crises souveraines

Le premier point essentiel est le suivant : les risques de crises auto-réalisatrices sont la conséquence d'une mauvaise résolution anticipée de la crise. Indiquer des règles claires, qui incluent des stratégies de réduction de dette lorsque c'est nécessaire, est donc essentiel. À cet égard, la recherche de mécanismes de résolution de crise clairs et efficaces est indispensable.⁵

Le second point est que les crises de dette ne sont pas toujours des crises de solvabilité, mais peuvent être des crises de confiance auto-réalisatrices. Les pays peuvent souhaiter revenir à la normale, plutôt que de faire défaut. Le test est assez simple : il suffit de vérifier qu'ils sont prêts à s'engager dans la voie d'un ajustement. C'est a priori le cas de la crise européenne aujourd'hui. Tous les pays menacés ont lancé des plans d'ajustement considérables pour échapper au risque de défaut. Y parviendront-ils, ou bien doit-on admettre qu'ils sont déjà insolubles ? Reprenons l'arithmétique esquissée en introduction dans le cas grec.

La Grèce a entamé un effort d'ajustement considérable au cours de l'année 2010, de l'ordre de 6 points de PIB, ce qui ne s'est jamais observé auparavant. Les célèbres ajustements irlandais ou suédois des années 1980 et 1990 avaient fait apparaître un effort comparable, mais en deux ans. Nul ne peut dire s'il se continuera, mais le premier geste des autorités grecques n'est pas celui du défaut. Analysons à présent la logique des coûts financiers. Si l'on suit les projections du FMI, la dette grecque devrait plafonner à 150 % du PIB au milieu des années 2010. Si le taux de croissance (nominal) potentiel de la Grèce est égal à 3 %, alors le déficit requis pour stabiliser la dette est égal à 4,5 % du PIB aussi. Si le taux d'intérêt est également de 3 % (le taux allemand), la

.../...

5. On lira aussi dans le même esprit Giaviti et al. [2010] et l'histoire des idées sur les procédures de faillite des États dans Rogoff et Zettelmeyer [2002].

.../... charge d'intérêt représente aussi 4,5 % du PIB et l'excédent primaire nécessaire pour stabiliser la dette est nul, ce qui est le cas standard quand le taux d'intérêt est égal au taux de croissance... pour revenir aux critères de Maastricht et atteindre un déficit de 3 % du PIB, l'excédent primaire grec devrait être de 1,5 %, ce qui est certainement raisonnable.

Considérons à présent l'arithmétique de l'ajustement grec lorsque le taux d'intérêt s'élève de 3 à 6 % (ce qui s'est passé lorsque les agences de notations ont dégradé la Grèce). Le calcul devient tout à fait différent. Pour atteindre le critère de Maastricht, il faudrait en effet que la Grèce dégage un excédent du solde primaire de 4,5 %. La ponction devient beaucoup plus lourde. La tentation du défaut augmente considérablement.

On peut donc bel et bien arguer que la crise grecque est auto-réalisatrice, et que ce phénomène menace les autres pays touchés par la crise. Aux premières heures de la crise, l'Allemagne a accepté le principe d'offrir un crédit à la Grèce, mais aux « conditions de marché ». C'est une formulation évidemment absurde. À quoi sert-il d'aider un pays aux conditions déjà en vigueur ? La proposition d'un prêteur en premier ressort vise à faire face à la situation que je viens de décrire. Tout pays menacé d'une spirale auto-réalisatrice devrait pouvoir se tourner vers un bailleur qui lui offre des taux avantageux, en contrepartie d'un effort budgétaire réaliste (pour éviter le hasard moral).

Considérons, à présent, les autres options qui ont été proposées. Les recommandations qui ont émergé du sommet européen du 29 novembre 2010 ont indiqué que les prêts européens deviendraient, à partir de 2013, dans le cadre de la pérennisation du fonds de stabilité financière, seniors par rapport aux prêts privés. L'idée de donner un statut privilégié aux créanciers publics reprend le dispositif déjà en vigueur pour le FMI. Elle présente un avantage important : elle rend possible d'accorder un prêt à un taux sans risque sans préjuger de la situation du pays. De deux choses l'une en effet : soit tout rentre dans l'ordre, et en ce cas les créanciers seniors sont remboursés comme les autres ; soit le pays n'échappe pas à la crise, mais, en ce cas aussi, le créancier senior récupère ses fonds. Ce dispositif implique toutefois deux conséquences. D'abord, il doit conduire les pays prêteurs à accorder des taux d'intérêt aussi faibles que possible, dans la mesure où le risque de défaut devient quasiment nul pour ce qui les concerne. Ensuite, il oblige aussi à augmenter le volume de prêts publics, au moins le temps que la crise passe, car les créanciers privés, désormais « juniors », deviendront aussi beaucoup plus prudents. Mécaniquement, en effet, les prêts seniors dégradent la situation des prêts juniors. En l'absence de ces deux conditions, le statut de créancier privilégié peut fort bien dégrader les chances de rétablissement du pays.

Dans un esprit en fait comparable, Jean-Claude Juncker et Giulio Tremonti [2010] ont proposé un autre dispositif, visant l'émission d'une dette européenne, de facto senior par rapport aux dettes nationales. Selon ce dispositif, la dette d'un pays de la zone euro aurait deux composantes. La première serait garantie par l'Europe, la seconde propre à chaque pays. Le seuil séparant les deux dettes se situerait à 40 % du PIB. Le principal mérite de cette proposition est de créer un socle obligataire auquel chaque pays européen aurait droit, ce qui évite le risque d'évaporation totale de la dette sans risque émise par un pays. Dans le cadre du modèle théorique proposé, elle peut éviter les équilibres multiples si le seuil correspond à celui sous lequel la dette est sans risque. Le niveau de 40 % est évidemment trop bas de ce point de vue, et le plus simple eût été de retenir le niveau de Maastricht de 60 %. Mais la discussion de cette idée mérite certainement d'être approfondie.

Conclusion

La zone euro a subi une crise majeure, et pendant quelques semaines, au mois de mai 2010, les commentaires allaient bon train sur les risques de son implosion. Il n'est pas sûr que les autorités européennes aient initialement pris la mesure du risque systémique que la crise grecque faisait planer sur la zone tout entière. La faible taille de la Grèce aurait permis un traitement chirurgical rapide : en échange d'un plan d'assainissement, un crédit bon marché aurait rapidement résolu la crise. Tentés de vouloir faire un exemple, les Européens ont provoqué une crise d'une ampleur considérable. Plusieurs idées sont désormais sur la table. La plus sotte a été écartée, elle consistait à vouloir prêter à un pays en difficulté « aux conditions de marché ». Reste à organiser de manière claire les règles qui organisent la « solidarité financière » des pays de la zone euro. L'ambition de cet article a été de chercher à montrer qu'elle est possible et souhaitable.

Daniel Cohen, *Revue Économique*, vol. 62, mars 2011.

ANNEXE 4

Rerégulées, mais indomptées

L'époque où dominait l'idée selon laquelle le secteur financier avait la capacité de s'autoréguler est aujourd'hui révolue. L'heure est à la rerégulation. Cependant, les banques ne sont pas nécessairement plus sûres. Les nouvelles règles relatives aux fonds propres vont réduire leurs profits, augmenter le coût du crédit et peser sur la croissance économique. Par ailleurs, aucune solution n'a été apportée au problème posé par les établissements de très grande taille dont la faillite est susceptible de créer un risque systémique, le fameux « *too big to fail* » demeurant une question ouverte. Si certains pays ont pris – ou ont l'intention de prendre – des mesures qui vont même au-delà du cadre de la nouvelle réglementation bancaire (Bâle III), il n'en reste pas moins que l'action des régulateurs nationaux reste souvent isolée et le paysage réglementaire mondial fragmenté. Certaines mesures, comme celle visant à limiter les bonus des traders, peuvent même avoir des effets pervers.

Le quasi-effondrement du système bancaire mondial en 2008 a incité à le repenser de fond en comble. La principale victime de la crise est peut-être l'idée que, par nature, les marchés financiers se corrigent d'eux-mêmes et que le mieux est de les laisser tranquilles. Après plusieurs décennies de déréglementation financière dans la plupart des pays riches, la réglementation est de retour. Ces changements de l'environnement juridique constitueront le principal déterminant de la rentabilité des banques dans les prochaines années.

Commençons par le surcroît de capital que les banques du monde entier vont devoir détenir. Ces réserves rendront le système un peu plus sûr, mais sont susceptibles de réduire sensiblement (jusqu'à un tiers) la rentabilité des banques. En outre, elles risquent d'alourdir le coût du crédit, donc de ralentir la croissance. Pis, l'obligation faite aux banques d'augmenter leurs fonds propres pourrait repousser les risques vers les recoins les plus obscurs des marchés financiers, où ils sont capables de causer encore plus de dommages.

Malgré tous leurs efforts, les organismes de surveillance et de régulation n'ont toujours pas trouvé comment se comporter avec les banques devenues trop grandes ou trop tentaculaires pour qu'on les abandonne à leur sort en cas de faillite. Si la crise a changé quelque chose à ce problème, c'est en pire. D'une part, certaines de ces banques sont encore plus grandes et tentaculaires qu'avant. D'autre part, les États ont honoré les garanties implicites qu'ils leur avaient offertes, ce qui les a encouragées à prendre encore plus de risques.

Le retour en force de la réglementation

Aux États-Unis, les règlements de la loi Dodd-Frank commencent à prendre forme. Cette loi adoptée en 2010 a beau couvrir 2 319 pages, elle n'est guère plus qu'une déclaration d'intentions. Pour qu'elle soit suivie d'effet, pas moins de onze administrations différentes doivent rédiger de minutieux textes d'application ; lesquels, en inversant le mouvement de déréglementation financière qui régnait depuis des décennies, vont reconfigurer en profondeur le secteur bancaire de la première économie mondiale et du reste de la planète.

L'une des dispositions phares, connue sous le nom de règle Volcker, consiste à séparer banque de détail et banque d'investissement. Elle rétablira certains éléments du régime réglementaire de l'époque de la Grande Dépression qui, en interdisant aux banques commerciales toute activité boursière, visait à garantir qu'elles ne « spéculaient » pas avec les dépôts protégés. D'autres règlements fixeront les frais que les banques de détail – dont certaines figurent parmi les plus grandes banques du monde – seront autorisées à prélever chaque fois qu'un de leurs clients utilisera sa carte de paiement ; ils n'ont pas la prétention de renforcer la solidité des banques, mais ils reflètent bien la colère et la suspicion du monde politique à l'égard de leurs dirigeants.

Le Royaume-Uni, longtemps champion le plus enthousiaste de la déréglementation financière, va encore plus loin : on parle d'y encadrer si strictement les services bancaires aux particuliers qu'ils en deviendraient une sorte de service public. Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est demandé dans un récent discours à New York s'il ne faudrait pas interdire aux établissements d'utiliser les dépôts pour financer des crédits, ce qui équivaut à remettre en question l'une des pierres angulaires de la banque moderne. Une commission nommée par le gouvernement a préconisé en avril 2011 que les banques britanniques cloisonnent leurs activités de telle sorte que leur

.../...

.../... secteur de services aux particuliers puisse être sauvé même si le reste s'écroulait. Elle s'efforce aussi de concevoir des régimes de résolution et des « dispositions testamentaires » pour limiter les dégâts en cas de faillite, et a demandé plus de concurrence dans la banque de détail⁶.

La Grande-Bretagne n'est pas la seule à réagir vivement. La Suisse, qui doit une bonne part de sa richesse à l'active flibuste de ses banques internationales sur tous les océans de capitaux du monde, réduit aujourd'hui la voile. Elle songe à imposer à ses plus grands établissements bancaires des normes prudentielles si sévères que leurs activités d'investissement devront être réduites ou délocalisées.

L'avenir malgré tout incertain

Ce déferlement de règles survient alors que beaucoup de banques se débattent encore pour reprendre pied après la crise. Dans presque toute l'Europe, les créances malsaines détenues par les banques plombent les finances des États. L'Irlande et l'Espagne s'efforcent de convaincre les détenteurs de titres de leur dette souveraine qu'elles peuvent et veulent la rembourser malgré les pertes subies par leurs banquiers. Les doutes sur la solvabilité de ces deux pays, comme sur celle de la Grèce et du Portugal, se propagent à toutes les banques du continent, déstabilisant les marchés et augmentant le coût du crédit.

Les grandes banques sont en meilleure posture aux États-Unis car elles ont en grande partie reconstruit leur bilan. Mais tous les établissements ne sont pas rétablis, tant s'en faut. Quelque huit cents banques régionales et locales de dimension plus modeste ont toujours un ratio de fonds propres si proche du minimum légal qu'elles risquent à la moindre baisse d'être saisies par les autorités de régulation. Là comme en Grande-Bretagne, les ménages sont lourdement endettés. Pour les banques, la croissance sur ces marchés sera lente, comme dans presque tout le reste du monde industrialisé. Le Japon connaît une telle situation depuis plus de dix ans déjà, alors qu'en Chine les dirigeants s'inquiètent du rythme de croissance trop rapide de leurs banques.

À bien des égards, les organismes de régulation des différentes régions de la planète font du bon travail, mais leurs actions sont souvent éparpillées. C'est pourquoi le résultat est de déplacer le risque d'un pays à l'autre plutôt que de le réduire sur l'ensemble du système financier mondial. D'une certaine manière, les dangers s'en trouvent même accrus. En voulant absolument éviter que les contribuables aient de nouveau à renflouer des banques, les législateurs américains ont limité par la loi Dodd-Frank la possibilité pour la Réserve fédérale de fournir des liquidités à des établissements fondamentalement sains, mais provisoirement à court. Autrement, ils lui ont rendu plus difficile l'exercice de sa fonction de prêteur en dernier ressort qui est pourtant, comme l'a formulé il y a près de cent quarante ans Walter Bagehot, ancien rédacteur en chef de *The Economist*, au principe même de toute banque centrale.

Les conséquences de plusieurs autres mesures réglementaires récentes seront peut-être encore plus fâcheuses. La décision de la Commission européenne d'encadrer les bonus des banquiers afin de freiner les comportements à haut risque peut par exemple avoir l'effet pervers d'augmenter les coûts supportés par les banques et de rendre leurs gains plus volatils.

Le monde à l'envers

Les banques des pays émergents sont confrontées à des défis bien différents et beaucoup plus stimulants. Il leur faut croître au rythme d'économies galopantes et trouver au plus vite le chemin de leur considérable clientèle potentielle des villages et des quartiers déshérités avides de services bancaires. La croissance économique et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication font de ces marchés un gigantesque laboratoire de l'innovation. Les banques installées dans des pays comme l'Inde ou le Kenya ont beaucoup à apprendre à celles de pays développés, et que ces enseignements viendront à point nommé pour ces dernières : car le raz-de-marée de la réglementation ne va pas tarder à augmenter leurs coûts, à rogner leurs profits et à obliger certains de leurs clients à chercher ailleurs des services bancaires moins onéreux.

Rachel Bouyssou (trad.), *The Economist*, « Chained but untamed », 12 mai 2011.

6. En décembre 2011, le gouvernement britannique a exprimé son intention de séparer les activités de banque de détail et de banque d'investissement. L'élément crucial sera l'installation d'une cloison entre les banques de détail dédiées aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises (PME), d'une part, et les banques de gros et d'investissement, d'autre part. La banque de détail devra être capitalisée séparément et avoir son propre conseil d'administration.

ANNEXE 5

RSE : la responsabilisation des entreprises en mode mineur

Le G20 de novembre devrait se pencher sur la régulation sociale de la mondialisation. Mais sans mesures contraignantes, on risque de se limiter à quelques effets d'annonce.

Le G20, qui se réunit à Cannes début novembre, devrait, selon la présidence française, insister sur « la régulation sociale de la mondialisation », le travail décent et la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises. Mais aucun engagement précis ne devrait permettre de rendre ces promesses effectives. Née il y a une vingtaine d'années pour amener les entreprises à assumer les conséquences sociales et environnementales de leurs actions, la RSE est certes plus qu'une mode. Mais à l'enthousiasme du début succède désormais la lente émergence de normes internationales encore trop peu coercitives.

Des normes internationales peu contraignantes

Parmi une profusion d'initiatives privées ou publiques, on trouve en particulier la norme ISO 26000, adoptée en novembre 2010 par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), qui établit surtout des normes techniques. Cette nouvelle norme donne un cadre à tous les acteurs de la RSE, en leur fournissant des objectifs et des outils communs. Mais après sept années de négociations, le respect de la norme ISO 26000 ne peut même pas faire l'objet d'une certification ou d'une labellisation. C'est un simple guide de bonnes pratiques, le degré le plus inoffensif de la *softlaw*, comme disent les Anglo-Saxons.

C'est une approche tout aussi graduelle qu'a choisie l'Organisation des Nations unies (ONU), dont la sous-commission des droits de l'homme a publié l'an dernier un rapport rédigé par John Ruggie. Ce texte minimal non contraignant en termes d'obligations pour les entreprises entérine cependant la prise en compte de la RSE par l'Organisation.

Comment aller au-delà des bonnes intentions ? L'Organisation internationale du travail (OIT) édicte certes des normes sociales, et huit d'entre elles forment désormais un socle minimal censé s'imposer à tous ses États membres. Mais, pour les faire appliquer, l'OIT est dépourvue d'outils contraignants. Aucune possibilité de sanctions similaires à celles édictées par l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle peut seulement sermonner les États récalcitrants une fois par an. « Concrètement, en quoi cela aide-t-il le justiciable chinois à faire valoir ses droits ?, s'interroge Pierre Coutaz, conseiller confédéral de la CGT en charge de l'international. Pour avancer, il faudrait conditionner la circulation de certaines marchandises ou les aides du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale au respect des normes de l'OIT. » Quant aux entreprises, l'OIT ne s'en occupe pas : elle ne traite qu'avec les États...

Pour atteindre les entreprises, on peut cependant s'appuyer aussi sur les « principes directeurs » de l'OCDE. Édictés dès 1976, ils viennent d'être remis à jour cette année. L'OCDE a en effet établi dans de nombreux pays du Nord, mais aussi du Sud, des points de contacts nationaux, habilités à traiter les manquements des multinationales des pays développés membres de l'OCDE vis-à-vis de ces principes directeurs. L'association de juristes Sherpa a ainsi interpellé l'entreprise Bolloré à propos des conditions de travail dans ses plantations au Cameroun. Même si certains juristes espèrent que les décisions de ces points de contacts créeront petit à petit une jurisprudence sur les agissements des multinationales dans les pays du Sud, ces avis restent pour l'instant dépourvus d'effets juridiquement contraignants.

Pourtant, des propositions existent. Sherpa en a formulé pas moins de 46, comme la possibilité de diligenter des enquêtes sous l'égide de l'OMC ou de l'ONU sur les agissements des multinationales, rendre les maisons mères responsables des actions de leurs filiales et de leurs fournisseurs en matière sociale et environnementale, ou favoriser fiscalement les titres émis par les entreprises qui respecteraient de manière vérifiable certaines règles. Voir considérer les codes de conduites volontaires des entreprises comme un engagement contractuel, dont la violation exposerait à des poursuites pour publicité mensongère.

.../...

.../... Repasser par les États

Olivier Maurel, responsable RSE pour Amnesty International, est cependant pessimiste sur la possibilité de voir édicter dans des délais raisonnables des normes internationales contraignantes. « En revanche, espère-t-il, les collectivités locales, les États, l'Union européenne ont le pouvoir décisif de donner l'exemple en conditionnant leurs commandes publiques, leurs garanties à l'exportation ou leur fiscalité à des critères sociaux ou environnementaux précis. »

Sur le terrain des législations nationales, les premières avancées concernent surtout la question de la transparence. En France, la loi Grenelle 2 a étendu à toutes les grandes entreprises l'obligation de produire un rapport annuel social et environnemental, lequel existait déjà depuis 2001 pour les entreprises cotées. Mais le décret d'application n'a toujours pas été publié. Aux États-Unis, la loi Dodd-Frank adoptée en juillet 2010 oblige les entreprises cotées du secteur des industries extractives à fournir une comptabilité pays par pays et à déclarer ce qu'elles versent à chaque État. Une contrainte d'une grande portée potentielle.

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Le gouvernement français se fait régulièrement l'avocat des normes sociales dans la mondialisation au sein des instances internationales. Nicolas Sarkozy avait ainsi prononcé un discours quasi altermondialiste devant l'Organisation internationale du travail (OIT) l'an dernier. Mais la France gagnerait en crédibilité si elle commençait par faire appliquer ces préceptes avec plus de rigueur par ses propres multinationales, très présentes – et de façon souvent controversée – dans les pays du Sud (EDF, Bouygues, Vinci, Bolloré, Veolia, Carrefour, etc.).

L'Hexagone avait été moteur en obligeant, dès 2001 dans le cadre de la loi sur les Nouvelles réglementations économiques (NRE), les entreprises cotées à publier un rapport social et environnemental. Mais depuis, ce cadre juridique ne s'est guère étoffé. L'article 225 de la loi Grenelle 2 prévoyait certes que cette obligation devait être élargie aux autres grandes entreprises, mais le décret d'application n'a toujours pas été publié. De plus, le risque est grand que cet élargissement s'accompagne en réalité d'un affaiblissement de la qualité des informations demandées aux entreprises ; celles-ci pourraient ainsi librement choisir la façon dont elles rendent compte de l'impact territorial de leur activité, des conditions d'hygiène et de sécurité ou encore de leurs relations avec les fournisseurs.

Ce flou artistique empêche toute comparaison entre entreprises, voire toute comparaison d'une année sur l'autre pour la même entreprise. C'est aussi la porte ouverte aux pires formes de *greenwashing*. Sans compter que les entreprises peuvent également continuer à ignorer purement et simplement cette obligation de rapport : aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect de la loi... « Publier soi-même un rapport sur ses activités, c'est quand même la moindre des choses, déplore Antonio Manganella, du CCFD et coordinateur du Forum citoyen pour la RSE. Mais même pour ça, vous n'imaginez pas l'ampleur du contre-lobbying qu'on doit affronter. »

À côté de ces lentes avancées, les acteurs de la société civile parviennent parfois à imposer aux multinationales de changer leurs pratiques, en les attaquant sur leur image, en s'appuyant notamment sur les codes de bonne conduite auxquels elles ont elles-mêmes souscrit. « La campagne internationale contre la technique toxique du sablage des jeans, par exemple, a permis l'interdiction par la Turquie de cette pratique sur son sol. Au niveau international, une trentaine de marques se sont engagées à stopper le recours à cette technique, sur la seule interpellation des citoyens – aidés par une médiatisation de taille », explique Nayla Ajaltouni, coordinatrice du collectif Ethique sur l'étiquette, qui a relayé la campagne en France. Mais pour une victoire, combien de scandales restent dans l'ombre ?

Manuel Domergue, *Alternatives Économiques*, n° 307, novembre 2011.

V. PRÉPARATION DU THÈME 1 EN ANGLAIS

Partie rédigée par Soraya BELAROUSSI

A. SOME USEFUL VOCABULARY

The word stress is underlined.

Compe <u>tition</u> /Compe <u>titive</u> /Compe <u>tiveness</u> .	La concurrence/Compétitif(s)/Compétitivité
Grow/Thrive/Growth	Augmenter/Prosperer/La croissance
Econ <u>omic</u> /Econ <u>omical</u>	Économique/Économique (qui fait faire des économies)
An upturn/A re <u>covery</u> /A s <u>timulus</u>	Un redressement/Une reprise/Une relance
A downturn/A mel <u>tdown</u> /A slum <u>p</u> /A recession	Une dépression/Récession
A slowdown	Un ralentissement économique
To turn a situation, a company around	Redresser une situation, une société
The state coffers	Les caisses de l'État
Public spending/Public expenditure (singular)	Les dépenses publiques (plural)
Earnings, Revenues	Les recettes
GDP/GNP	le PIB/PNB
To stimulate the economy	Relancer l'économie
A stimulus package/An austerity package	Un plan de relance/Un plan d'austérité
Subsidies/To subsidise	Des subventions/Subventionner
The trade balance	La balance commerciale
A trade surplus	Une balance excédentaire
A trade deficit	Une balance déficitaire
To overcome or to weather a crisis	Surmonter une crise
The labour market	Le marché du travail
Employment/Jobs	L'emploi
Wages/Salaries	Les salaires
Workers/Wage-earners/A breadwinner	Les travailleurs/Les salariés/Un soutien de famille
Unemployment/Joblessness	Le chômage
Be unemployed/Be jobless (or on the dole, GB)	Être au chômage
Trade unions	Les syndicats
A union rep(resentative), a shop steward (US)	Un délégué syndical
Pay negoti <u>ations</u> /Collective bargaining	Les négociations salariales/Les négociations collectives.
To go on strike/To demonstrate	Se mettre en grève/Manifester
To bring (the country, a factory) to a standstill	Immobiliser, mettre dans l'impasse (le pays, une usine)
Social unrest	L'agitation sociale
A pay dispute	Un conflit salarial
To settle a dispute	Résoudre un conflit
A civil servant/A state employee	Un(e) fonctionnaire
A blue-collar worker/A white-collar worker	Un travailleur manuel/Un employé
To run a business, a company, a firm, a venture, a concern	Diriger une société
A state-owned company	Une entreprise publique
A medium-sized company	Une PME
A PLC (Public Limited Company, GB), a listed company (US)	Une SA
An IPO (Initial Public Offering)	Une Offre Publique Initiale
An Ltd (Limited company, GB)	Une SARL
The CEO	Le PDG
The management	La direction
The board of directors	Le Conseil d'Administration
A subsidiary	Une filiale
The headquarters	Le siège social
The parent company	La maison mère
To make a profit	Faire des bénéfices
To be profitable	Être rentable
Profit sharing	L'intéressement aux résultats

To go bankrupt To run into debts	Faire faillite S'endetter
Invest/Investments/Investors	Investir/Investissements/Investisseurs
Types of securities : • Shares or Stocks • Bonds	Types de titres : • Des actions • Des obligations
Yield a dividend	Produire un dividende
A shareholder Shareholder value	Un actionnaire La valeur actionnariale
A stakeholder A stake What is at stake...	Une partie prenante Un enjeu/Une participation Ce qui est en jeu...
To default on a payment A default	Ne pas honorer un paiement Un défaut de paiement
To bail out/Bailouts	Renflouer/Des renflouements
Corporate governance Corporate Social Responsibility (CSR)	Gouvernance d'entreprise Responsabilité Sociale de l'Entreprise
Be accountable for Accountability	Être responsable, devoir rendre des comptes Responsabilité

B. TRANSLATE INTO ENGLISH

Exercice 2

ÉNONCÉ

TRAVAIL À FAIRE

Translate into English.

1. Le Brésil est un modèle d'économie prospère.
2. La crise des *subprimes* a entraîné un resserrement du crédit.
3. La Bourse monte/baisse.
4. Un marché orienté à la baisse/hausse.
5. Grâce au plan de relance du gouvernement, l'économie s'est rétablie.
6. La plupart des patrons se plaignent de l'impôt sur les sociétés.
7. Il faudrait limiter le recours aux prêts à taux variables.
8. Que doit-on faire face à la montée du chômage ?
9. Des incitations sont attendues pour éviter le pire.
10. La spéculation est devenue un fléau du capitalisme.

CORRIGÉ

1. Brazil is a model of thriving economy.
2. The subprime crisis has led to a credit crunch.
3. The stock market is going up/down.
4. A bearish/bullish market.
5. Thanks to the government's recovery/stimulus plan, the economy is back on its feet again.
6. Most managers complain about the corporate tax.
7. Opting for loans with adjustable rate should be limited.
8. What must be done when faced with rising unemployment figures?
9. Incentives are expected to avoid a disaster.
10. Speculation has become a plague in capitalism.

C. ORGANISATION ET RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE (SOUS-THÈME : LES DIFFÉRENTS TYPES DE CAPITALISME)

1. Text 1

Exercice 3

ÉNONCÉ

The rise of state capitalism in emerging markets

1. In the 1990s most state-owned companies were little more than government departments in emerging markets; the opinion was that, as the economy matured, the government would close or privatise them. Yet they show no signs of abandoning the commands, whether in major industries (the world's ten biggest oil-and-gas firms, measured by reserves, are all state-owned) or major markets (state-backed companies account for 80% of the value of China's stockmarket and 62% of Russia's). And they are on the offensive. Look at almost any new industry and a giant is emerging: China Mobile, for example, has 600m customers. State-backed firms accounted for a third of the emerging world's foreign direct investment in 2003-10.

2. The Chinese no longer see state-directed firms as a step on the road to liberal capitalism; rather, they see it as a sustainable model. They think they have redesigned capitalism to make it work better, and a growing number of emerging-world leaders agree with them. The Brazilian government, which embraced privatisation in the 1990s, is now interfering with the likes of Vale and Petrobras, and is pushing smaller companies to merge to form national champions. South Africa is also flirting with the model.

3. This development raises two questions. How successful is the model? And what are its consequences – both in, and beyond, emerging markets? The new model bears little resemblance to the disastrous wave of nationalisations in Britain and elsewhere half a century ago. China's infrastructure companies win contracts the world over. The best national champions are outward-looking⁸, acquiring skills by listing on foreign exchanges and taking over foreign companies.

4. Yet a close look at the model shows its weaknesses. When the government favours one lot of companies, the others suffer. In 2009 China Mobile and another state giant, China National Petroleum Corporation, made profits of \$33 billion – more than China's 500 most profitable private companies combined. State giants soak up⁹ capital and talent that might have been used better by private companies. Studies show that state companies use capital less efficiently than private ones, and grow more slowly. In many countries the state giants are pouring¹⁰ money into fancy towers at a time when entrepreneurs are struggling¹¹ to raise capital.

5. Those costs are likely to rise. State companies are good at copying others, but as they have to produce ideas of their own they will become less competitive. State-owned companies make a few big bets¹² rather than lots of small ones; the world's great centres of innovation are usually networks of small start-ups.

Adapted from *The Economist*, January 2012.

7. Companies like.
8. Trade on a global scale.
9. Absorb.
10. Overspending.
11. Having difficulty.
12. Deals.

TRAVAIL À FAIRE

1. This article was published as part of a special issue entitled “The Visible Hand”; explain the allusion.
2. Which countries are picked out? Why?
3. Can you give other examples of state-owned enterprises from these economies or other emerging countries? What about Europe?
4. The fourth and fifth paragraphs list some of the downsides of this phenomenon; which are they?
5. Any other disadvantages?
6. Despite these criticisms, many experts agree to say that state capitalism is a driver of innovation. What are their arguments?

CORRIGÉ**REMARQUE**

The level of language used here is meant to be realistic and to correspond to what is expected from you at the “grand oral”.

1. This article was published as part of a special issue entitled “The Visible Hand”; explain the allusion.

This is an obvious allusion to Adam Smith’s phrase “the invisible hand”. This metaphor describes the natural environment in which the economy is supposed to thrive (= to develop) without any need for State intervention. According to this (originally religious) principle, the markets regulate themselves and always strike the right balance.

No wonder then that state capitalism can be seen as a form of “visible hand”, because it is based on voluntary and massive intervention of the State. SOE’s (for State-owned enterprises) are a feature of capitalism that has to be reckoned with today (= *incontournable*).

2. Which countries are picked out? Why?

China, Russia, Brazil and South Africa. They are all part of the BRICS “club” (India is missing). Over the last two decades, these economies have had double-digit growth rates whether because they have provided the most competitive supply chains for global industries or because of their highly profitable exploitation of raw materials.

The common point is the high level of State involvement at all levels of the economy (industries, services, financial markets). Emerging countries’ industrial giants, also called national champions, are mostly state-owned. Thirteen of the biggest oil firms in the world are SOEs. The state may also choose to develop forms of “patronage”, by providing the seed capital (*capital de départ*) – as it did for Lenovo in China – or to sponsor private companies in a move to establish public-private relations, as it is the case with Chinese Huawei. The Chinese government is the biggest shareholder in the country’s 150 largest companies.

3. Can you give other examples of state-owned enterprises from these economies or other emerging countries? What about Europe?

Other examples include Saudi Arabia, Qatar, Dubai or Abu Dhabi, first of all for their control of their oil industries; but not only, with SOEs in other areas such as ports (shipyards), chemical industries, building or airlines. Not to mention the level of their foreign direct investments abroad, including their acquisitions of foreign assets (NY Chrysler Building, US ports, Manchester City Football Club, French PSG...).

SOEs in France : SNCF, Areva, EDF and Gaz de France (stakes amount to 84%), first shareholder of Renault and stakes (parts) in many private firms like EADS, France Telecom, Thalès...

In Europe : Airbus/EADS consortium, Statoil (owned at 67% by the Norwegian state), Finnair (Finland), Royal Mail and Northern Rock Bank for the UK, etc.

4. The fourth and fifth paragraphs list some of the downsides of this phenomenon; which are they?

The downsides reported here include the lack of efficiency of SOEs because of their titanic size, their mismanagement (overspending, overmanning), the need for them to start innovating more and to invest in smaller scale ventures. The State tends to favour its “national champions” at the expense of the other, private organisations that would require more subsidies or sponsorship for example.

5. Any other disadvantages?

- Corruption is a plague (*un fléau*) common to many emerging countries; its impact on the (mis) management of the economy is undeniable and contributes to making SOEs less efficient and less trustworthy (*fiabiles*) for foreign investors.
- Managers of these SOEs are easily replaced or turned to other firms of the same group (when they're not simply fired).
- Can lead to attitudes of protectionism.
- The world's biggest companies can become more powerful than nations (rows over the purchase of US ports by Dubai Ports for example).

6. Despite these criticisms, many experts agree to say that state capitalism is a driver of innovation. What are their arguments?

SOEs have undeniably resisted well to global recession thanks to the financial support of states. In emerging markets they have been successful unlike the spate (= wave) of nationalisations in Britain for instance. On the contrary they have become “sustainable models” challenging liberalism as well as obvious drivers of growth.

State capitalism has been using liberal tools such as listing companies on the Stock Market and embracing globalization. Brazil has pioneered the minority shareholder model, refraining from complete control and leaving managers to use their expertise.

India has successfully used the model public-private collaboration notably in science and engineering, earning more US patents than all domestic Indian private firms combined.

Many SOEs are as well managed as private companies with comparable results (Saudi Arabia's Aramco oil company vs Exxon Mobil).

2. Text 2

Exercice 4 : Understanding the text

ÉNONCÉ

Corporation Killers

Sous-thème : Place et rôle des entreprises dans les économies contemporaines

The failure of the financial system in 2008 wasn't simply a massive failure of common sense, regulation, and leadership. It was also a failure of **corporate governance**. In theory, the **corporate boards** at Lehman Brothers, Bear Stearns, AIG, and General Motors were paid handsome sums to oversee the activity of the executives and protect shareholders' interest. In practice, they slept as the CEOs ran the companies into the ground¹³. In *Money for Nothing : How the Failure of Corporate Boards Is Ruining American Business and Costing Us Trillions*, coauthors John Gillespie and David Zweig chronicle the role boards played in the recent debacles and propose solutions. NEWSWEEK's Daniel Gross spoke with Gillespie, a former investment banker at both Lehman and Bear.

.../...

13. Let their companies go bankrupt.

.../... **Gross : Just seven or eight years ago, after the failure of Enron, WorldCom, and Global Crossing, we were having similar conversations about boards of directors. What was different about this round of corporate-governance problems?**

Gillespie : This set had to do with excessive risk taking in combination with excessive executive compensation that incentivized¹⁴ that type of risk taking. Our sense of the entire issue was the CEOs have gotten most of the attention as the cause within companies, when they're supposed to be reporting to boards of directors. If we could fix that problem, we could possibly help prevent this the next time around.

What's supposed to be a representative democracy – the board members are supposed to represent shareholders – is in practice more like a private club. Was this clash always present? Or is there something different about this clubbiness, the way [board members are] chosen and the way they interact with CEOs in the contemporary business culture?

Some things have gotten better. Decades ago, the head of Goldman Sachs sat on 31 boards at the same time. There's a bit more independence today, theoretically¹⁵. But the reality is things have gotten a lot worse and a lot more dangerous in many ways because of the size and interconnectedness of companies. They're so dependent on financing that can get yanked¹⁶ immediately that bad leadership in the boardroom can blow up not just the company itself but trigger¹⁷ massive defaults and bankruptcies elsewhere, as we've seen in the last set of scandals.

At some of these companies, say, Bear Stearns or even Citigroup, it was clear that the CEO didn't have a handle on some the basics of their business. If the CEO didn't know what was going on, is it fair to expect the board members to have that kind of knowledge?

They're supposed to be there to act almost like a governor on an engine – if it's running out of control to at least slow it down. Ideally they're supposed to monitor, advise, provide contacts to the company, and help it grow. But at the very least, they're supposed to keep it from blowing up. Unfortunately, boards are a narrow group who come from the same backgrounds as the CEOs. They tend to therefore see the world the same way the CEOs do. I happen to have worked at both Bear Sterns and Lehman Brothers, neither of which exist anymore, in part because of bad leadership in the boardroom. They had folks who either weren't paying attention or, in the case of Lehman, who were deliberately selected because they were unqualified. Lehman's risk committee only met twice a year, and five of the directors were in their 70s or 80s. They had a person who was the former head of the Girl Scouts, a television-company executive, an art-auction-company executive, and an actress and a socialite who'd been on the board for 18 years.

It would almost be comical if this weren't a company that managed to amass \$600 billion in debt.

And lost a massive amount not just for the shareholders, and triggered a worldwide problem that could have been prevented. Several executives at Lehman Brothers told us the board was a joke and a disgrace¹⁸, and I couldn't agree more.

Another example of a decline and failure that was much longer in the works was General Motors. Was the board failure there different than the Wall Street board failures?

There they were so invested in their strategy and their selection of the CEO that I think they were blinded. Rick Wagoner, who was CEO and chairman which is a problem itself, having the CEO in both roles. Even though the company pursued a disastrous strategy of doing trucks and SUVs because it provided the highest profit margin, the board didn't push back. The board should have been there asking tough questions instead of being cheerleaders¹⁹.

There are cultural, anthropological, and psychological reasons why that happens. When you come on a board, is it implicit that you work for the CEO, rather than the other way around?

That's the way it turns out, I think. We've spoken to a lot of disillusioned board members who are completely captured by the CEO in most companies. CEOs either have selected you, or approved

.../...

14. An incentive = an encouragement.

15. In theory.

16. Get yanked = be obtained by force.

17. Provoke.

18. Something to be ashamed of.

19. Supporters (girl supporters in American football).

.../... your being on the board. They control your renominations, your perks²⁰, your pay, almost all the information that goes to you, your committee assignments, your agendas. Boards aren't really diverse either. The term within the board community is that they're "male, pale, and stale²¹." The average board member is an older, wealthy, white male with business experience or sometimes government or academic experience, and less than one out of seven is a woman. The problem is they don't even see the lack of diversity. And it's not just diversity in demographics that matters – it's diversity in experience and perception.

Based on your research, can you draw a conclusion as to which was the worst board ever?

There are a lot of competitors. The Disney board was selected two years in a row by a group of people as the worst board, and for good reasons. The board included Michael Eisner, who was chairman and CEO; his lawyer; the principal of his kid's elementary school; the architect of his own house; a former U.S. senator who'd done consulting for Disney; and the actor Sidney Poitier. But there were two people on the board who were really unhappy and rocked the boat²².

You close the book with some arguments about how to reform and improve things.

We think the regulatory side of things is important, but it's more important to get the culture of the boards right. We suggest creating a special class of public directors who would be trained and come in and act independently, rotate, and have term limits. We think the CEO/chairman role should be split by legislation. And directors should have to have a certain percentage of their wealth in the company so they can think like investors. One of the most important ideas we have in there is to allow an extraordinary general meeting to be held by shareholders, if 10 percent call for one, that could get rid of²³ board members right on the spot²⁴ who aren't serving shareholder interests.

Abridged from *Newsweek*, February 2011.

A FEW NOTIONS YOU NEED TO KNOW...

Corporate governance

This term refers to the set of policies or laws which establish the way a company (or corporation) is to be run. This "code of best practice" defines the relationship between internal (directors, executives, employees) and external **stakeholders** (shareholders, suppliers, clients, creditors, investors, etc.) The company's economic goals as well as the shareholders' and employees' rights (working conditions, unions, male-female parity...) are made clear as part of the **corporate social responsibility** of the organisation. The key idea being the company's accountability towards its stakeholders and society at large – for example with the part concerning ecological issues.

Accountability

The idea that you are responsible for a situation, that you are accountable for it. Comes from the word "account" (*compte : rendre des comptes, rendre compte de...*).

Sarbanes-Oxley Act (2002)

Also referred to as SOX or S.O.A. This law was passed in the US to prevent corporate fraud (following the Enron and WorldCom scandals). CEOs and financial directors are now held personally responsible for the accuracy of their organisation's accounts according to the old "true and fair view" principle (testifying to good and sound accounting). Under this legislation, CEOs' powers and perks (high bonuses) have now to be closely controlled and sanctioned in case of conflicts of interest or information asymmetry for example. Audits are to be held internally and regularly for listed/quoted companies.

20. Advantages.

21. Stale: Tasteless (first meaning).

22. Rock the boat = start a controversy.

23. Get rid of = dismiss.

24. On the spot = immediately.

TRAVAIL À FAIRE

1. Do some research on:

- a) the “failure” of Enron, WorldCom and Global Crossing;
- b) the cases of Lehman Brothers, Bear Stearns, AIG Citigroup and General Motors.

2. Explain the “male, pale and stale” description.

3. Here are listed below the various causes that either led some major American companies to “run into the ground” or are still causing problems today.

Find the sentences from the text that correspond to each:

- a) No gender equality in boards of directors.
 - b) CEOs attending too many committees.
 - c) Over-charismatic CEO.
 - d) Irregular meeting of the boards.
 - e) Directors not qualified enough for the job of running a board.
 - f) CEO's bonuses ridiculously high.
 - g) Lack of objectivity on the CEO's management.
 - h) Uniformity in the composition of the boards.
 - i) Corporations work in huge networks.
 - j) The President of the Board is also the CEO.
4. Compare the solutions given in this article with Michael Porter's concept of “shared value” as developed in the next article.

CORRIGÉ**Question 1**

a) et b) : Réponses libres – recherches personnelles.

Question 2

As the article points out, lack of diversity is a major problem when dealing with the issue of corporate governance. In Britain, only 12% of board members of the FTSE's 100 companies are women. One-fourth of other companies have all-male boards. In the US, 40% of the world's largest companies have no female members on their boards. There are no women represented in one-third of European companies' boardrooms. This explains the “male” part of the quote. “Pale” is a direct allusion to the predominance of white directors as opposed to members from ethnic minorities. “Stale” means that the board members tend to be over fifty.

Question 3

- a. Less than one out of seven is a woman.
- b. Decades ago, the head of Goldman Sachs sat on 31 boards at the same time.
- c. CEOs either have selected you, or approved your being on the board. They control your renominations, your perks²⁵, your pay, almost all the information that goes to you, your committee assignments, your agendas.
- d. Lehman's risk committee only met twice a year.
- e. They had a person who was the former head of the Girl Scouts, a television-company executive, an art-auction-company executive, and an actress and a socialite who'd been on the board for 18 years.

25. Advantages.

- f. The corporate boards at Lehman Brothers, Bear Stearns, AIG, and General Motors were paid handsome sums to oversee the activity of the executives and protect shareholders' interest. In practice.
- g. The board should have been there asking tough questions instead of being cheerleaders.
- h. The average board member is an older, wealthy, white male with business experience or sometimes government or academic experience.
- i. But the reality is things have gotten a lot worse and a lot more dangerous in many ways because of the size and interconnectedness of companies.
- j. Rick Wagoner, who was CEO and chairman which is a problem itself, having the CEO in both roles.

Question 4

The notion of "shared value" stands out in sharp contrast with the failures in the organization of corporate governance which became blatant after the Enron scandal. On the one hand, CEOs have been holding most of the executive powers and their risky decisions have led their companies to bankruptcies because of the lack of shared responsibility with the other directors and the shareholders. On the other hand, and partly as a response to such errors, "shared value" – as illustrated by the growing trend of **social entrepreneurship** for example – is about taking account of social issues when doing business and considering that both activities can not only be reconciled but actually benefit from each other. This is a far cry from the image of the big company whose interests are only focused on profit and whose executive board is self-centered and pre-occupied by raising the salaries of its members.

3. Text 3

Exercice 5 : Place et rôle des entreprises dans les économies contemporaines

ÉNONCÉ

Why large firms are often more inventive than small ones

Are big companies the best catalysts of innovation, or are small ones better?

Joseph Schumpeter argued both sides of the case. In 1909 he said that small companies were more inventive. In 1942 he reversed himself. Big firms have more incentive to invest in new products, he decided, because they can sell them to more people and reap greater rewards more quickly. In a competitive market, inventions are quickly imitated, so a small inventor's investment often fails to pay off.

These days the second Schumpeter is out of fashion: people assume that little start-ups are creative and big firms are slow and bureaucratic. But that is a gross oversimplification, says Michael Mandel of the Progressive Policy Institute, a think-tank. In a new report on "scale and innovation", he concludes that today's economy favours big companies over small ones. Big is back, as this newspaper has argued. And big is clever, for three reasons.

First, says Mr Mandel, economic growth is increasingly driven by big ecosystems such as the ones that cluster around Apple's iPhone or Google's Android operating system. These ecosystems need to be managed by a core company that has the scale and skills to provide technological leadership.

Second, globalisation puts more of a premium on size than ever before. To capture the fruits of innovation it is no longer enough to be a big company by American standards. You need to be able to stand up to emerging-world giants, many of which are backed by something even bigger: the state.

.../...

.../... Third, many of the most important challenges for innovators involve vast systems, such as education and health care, or giant problems, such as global warming. To make a serious change to a complex system, you usually have to be big.

Big companies have a big advantage in recruiting today's most valuable resource : talent. (Graduates have debts, and many prefer the certainty of a salary to the lottery of stock in a start-up.) Large firms are getting better at avoiding bureaucratic stagnation : they are flattening their hierarchies and opening themselves up to ideas from elsewhere. Procter & Gamble, a consumer-goods giant, gets most of its ideas from outside its walls. Sir George Buckley, the boss of 3M, a big firm with a 109-year history of innovation, argues that companies like his can combine the virtues of creativity and scale. 3M likes to conduct lots of small experiments, just like a start-up. But it can also mix technologies from a wide range of areas and, if an idea catches fire, summon up vast resources to feed the flames.

However, there are two objections to Mr Mandel's argument. The first is that, although big companies often excel at incremental innovation, they are less comfortable with disruptive innovation – the kind that changes the rules of the game. The big companies that the original Schumpeter celebrated often buried new ideas that threatened established business lines, as AT&T did with automatic dialling. Mr Mandel says it will take big companies to solve America's most pressing problems in health care and education. But sometimes the best ideas start small, spread widely and then transform entire systems. Facebook began as a way for students at a single university to keep in touch. Now it has 800m users.

The second is that what matters is not so much whether companies are big or small, but whether they grow. Progress tends to come from high-growth companies. The best ones can take a good idea and use it to transform themselves from embryos into giants in a few years, as Amazon and Google have. Such high-growth firms create a lot of jobs : in America just 1 % of companies generate roughly 40 % of new jobs.

Adapted from *The Economist*, December 2011.

TRAVAIL À FAIRE

1. Using your own words, describe the two positions of Joseph Schumpeter regarding the size of a company and its capacity for innovation.
2. The author uses the term "ecosystem", which in biological jargon refers to all the elements of an environment that are necessary for sustaining life. How would you define ecosystem in the business world?
3. Two types of innovation are discussed here.
 - a) In your own words, describe incremental innovation, and give an example to illustrate your understanding.
 - b) Describe, again in your own words, what is meant by disruptive innovation. Give an example.
4. Sum up the author's point of view regarding company size and the capacity for innovation?
5. Do innovative companies help to create jobs or destroy them?

CORRIGÉ

1. Using your own words, describe the two positions of Joseph Schumpeter regarding the size of a company and its capacity for innovation.

In 1909 Schumpeter wrote that he believed that small companies were more inventive. In 1942 he changed his mind ("reversed himself"), because he decided that big firms have more incentive (motivation) to innovate, since they have the resources to get their products to market much more quickly. New products are often quickly imitated, so large firms are more capable of turning a rapid profit, and thus gaining a maximum return on investment (ROI).

2. The author uses the term “ecosystem”, which in biological jargon refers to all the elements of an environment that are necessary for sustaining life. How would you define ecosystem in the business world?

In the article the term ecosystem is a metaphor for the continuing cycle of creation and production needed to keep a company alive and profitable : innovation (through research and development or R&D), production, and sales that are sufficient to both make a profit and fund further research and development to continue the cycle. Apple has inspired an extreme degree of customer loyalty, creating markets for their products, which are significantly more expensive than those of their competitors. Known as “fans” or “fan boys”, dedicated Apple enthusiasts will only buy Apple products.

3. Two types of innovation are discussed here.

a. Incremental innovation happens in steps, like the progressive addition of new features to cars, televisions, computers or mobile phones. Especially for hi-tech products, incremental innovation allows the consumers to feel as if the latest version is both more powerful while being less expensive than its predecessor.

Examples of products that have evolved with incremental innovation:

- automobile safety: from simple lap seat belts to shoulder-strap seat belts, to airbags, to anti-lock brakes;
- mobile phones: from voice-only communication to texting, to integrated music players, to cameras, to Internet access.

b. Disruptive innovation more radically changes what the author refers to as “the rules of the game”. Henry Ford’s Model T was an automobile made to be simple, affordable and reliable. Suddenly, everyone could own one, and the world has never been the same since. The first personal desktop computers were also examples of disruptive innovation, again creating a new market sector.

Disruptive innovation can also be found in existing product markets. The introduction of Apple’s iPhone is a good example because it altered the market model for the mobile phone sector, creating a popular new category, the touch-screen smartphone.

4. Sum up the author’s point of view regarding company size and the capacity for innovation?

To some degree the article champions large firms for their potential to innovate, but the author states that it’s not so much about large vs. small companies as it is about the amount of growth a company experiences. Start-ups like Apple, Google, Facebook and Twitter started small and then matured and grew into leaders in their sectors. It wasn’t their initial size that mattered so much as how quickly they grew.

5. Do innovative companies help to create jobs or destroy them?

The simple answer is that companies that produce obsolete, or soon to be obsolete products will go out of business, and former employees will join the unemployment line. Companies producing innovative products for which there is a growing demand will be able to create new jobs.

This question touches on Schumpeter’s concept of “creative destruction” where innovations create new opportunities that may make existing jobs obsolete. Innovations like personal computers and the Internet have resulted in an entirely new way of working today, where most people work all day long in front of a screen. This was unimaginable 50 years ago, but now computer skills are absolutely necessary for most jobs.

IBM made the Selectric electric typewriter, which was the machine of reference for making printed documents in an office. Multiple copies could be made by sandwiching a piece of carbon paper between two sheets of paper, or by using another example of disruptive innovation, the Xerox photocopy machine. But making corrections or changes to documents was very time-consuming. Nowadays, an error is corrected in one’s word processor, and then the document is simply re-printed in a fraction of the time.

IBM reacted well to the arrival of the personal computer, with an aggressive strategy that allowed the company to become an early leader in the industry, while sales of their typewriters were greatly diminishing. The lesson here is that long-term survival depends on the ability of a company to adapt to innovations in the marketplace, thereby conserving jobs. Other typewriter companies not as far-sighted as IBM have paid the price for being unable to evolve technologically.

Another example : Kodak and the failure to adapt to digital photography.

Large innovative companies have superior resources available, not only for product innovation but also for more economic resilience in the marketplace. There is also the stability factor of large firms and the salaries that their employees receive. Jobs may be created or eliminated within the company, but in the latter case, employees are generally re-assigned to other projects.

Many small innovative start-ups offer their employees stock options in place of large salaries for the jobs they create. When a small technology company is successful, for example, stockholders can become quite wealthy. But if a small start-up fails, relatively few jobs are lost, but the shares of stock become worthless (the article compares this to a "lottery"). However, many people still accept this risk to work for innovative start-ups.

4. Text 4: Free reading

Public opinion on capitalism

Which countries are most in favour of the free market?

FAITH in the free market is at a low in the world's biggest free-market economy. In 2010, 59% of Americans asked by GlobeScan, a polling firm, agreed "strongly" or "somewhat" that the free market was the best system for the world's future. This has fallen sharply from 80% when the question was first asked in 2002. And among poorer Americans under \$20,000, faith in capitalism fell from 76% to 44% in just one year. Of the 25 countries polled, support for the free market is now greatest in Germany, just ahead of Brazil and communist China, both of which have seen strong growth in recent years. Indians are less enthusiastic despite recent gains in growth. Italy shows a surprising fondness for markets for a place that is uncompetitive in many sectors. In France under a third of people believe that the free market is the best option, down from 42% in 2002.

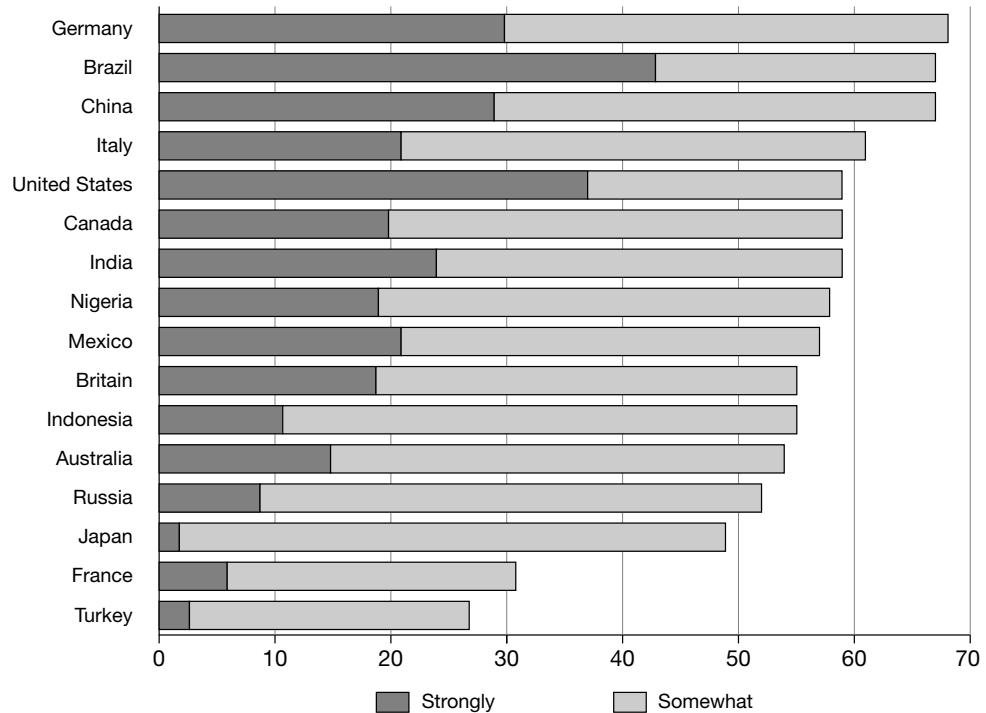
Adapted from *The Economist*, April 2011.

Exercice 5 : Practice: Comment on this graph

ÉNONCÉ

International public opinion on the free market

Respondents agreeing that the free-market system is the best, 2010, % of total



GlobeScan.

TRAVAIL À FAIRE

How do you account for some of these results?

Examples of explanations:

- country's culture of entrepreneurship;
- desire to free itself from "big government";
- vision of capitalism as including regulation;
- preference of capitalism over socialism;
- or wish to keep state-owned organisations; distrust in the free market, etc.

CORRIGÉ

Réponse libre.

5. Text 5: Free reading

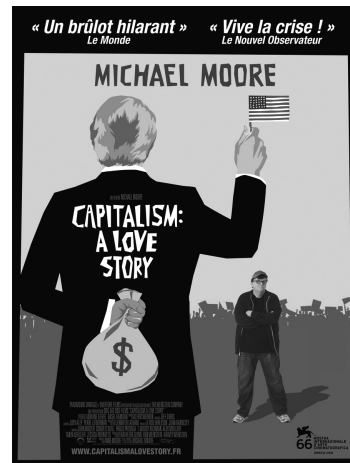
Capitalism and Hollywood

The 2008 financial crisis has inspired some film-makers. Here is a selection of documentaries worth watching:

1. Capitalism, a Love Story – by Michael Moore (2009)

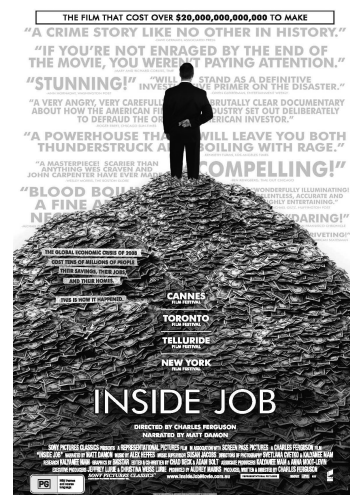
20 years after filming "Roger and Me" (a film about the closure of General Motors manufactures) Michael Moore, the famous American documentary-maker, addresses the issue of corporate governance and Wall Street's powerful influence over American business world and society. The tone is humorous and caustic.

Go to **Newsweek.com** for the interview of Michael Moore (article entitled "Capitalism is Evil").



2. Inside Job – by Charles Ferguson (2010)

This film is a documentary on the impact of the financial crisis which started in Wall Street. It investigates Wall Street's responsibility through a series of serious interviews (of professors in economics, politicians, bank managers etc.).

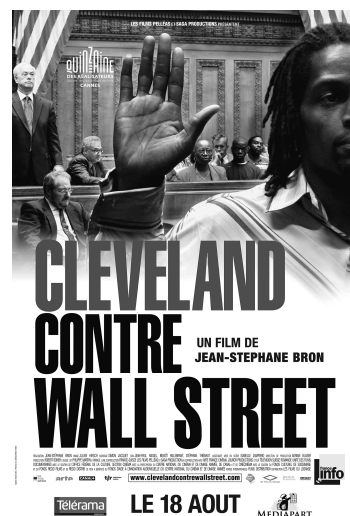


3. Cleveland vs Wall Street – by Jean-Stéphane Bron (2010)

In 2008, a group of Cleveland lawyers decided to sue (*attaquer en justice*) the Wall Street banks they held responsible for the city's foreclosures (*saisies*). The documentary shows the victims' authentic stories of the disastrous effects of the subprime crisis on their lives and imagines the lawsuit (*procès*) that could/should have happened.

Link for interview of the director:

http://www.swissinfo.ch/eng/culture/Cleveland_takes_on_Wall_Street_in_Cannes.html?cid=8864970.



INDEX

Capitalisme 26
Flexicurité 31
Fonds stratégique d'investissement 39
Fordisme 27
Main invisible 26
Modèle actionnarial de gouvernance 49

Modèle anglo-saxon 49
Modèle rhénan 30
Politique conjoncturelle 34
Politique structurelle 34
Subprime 35
Titrisation 36

À envoyer à la correction
Auteur : Nicolas DELORD

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Le devoir est à rédiger en français.

TRAVAIL À FAIRE

Sujet : Les pays européens doivent-ils copier le modèle économique allemand ?

Germany is hated in parts of Europe for demanding growth-crushing austerity as the price for supporting the euro. A current account surplus larger than China's as a share of GDP is a source of pride for many Germans.

Yet there is also a great deal of admiration. Spain's education minister is looking into Germany's "dual system" of vocational training, which combines classroom instruction with work experience. Nicolas Sarkozy began his campaign for re-election as France's president quoting Germany that prioritised "jobs, jobs, jobs." "If it worked for them, why wouldn't it work for us?" he asked.

But is the model copiable?

The euphoria of unification in 1990 was followed by the sharpest recession since the Second World War. Some 500,000 manufacturing jobs were lost. The economy had become rigid and uncompetitive. Business outsourced some production to Eastern Europe; fear of that process extracted concessions from German workers, who offered flexibility on wages and work hours in exchange for greater job security. In the subsequent decade manufacturing's share of GDP rose even as it was falling elsewhere.

In the early 2000s, the then-chancellor, Gerhard Schröder started labour-market reforms that reduced unemployment benefits and liberalised temporary work. Since she became chancellor in 2005 Mrs Merkel has raised the pension age from 65 to 67 and amended the constitution to require state and federal governments to cut their structural budget deficits to more or less zero.

Benefits were cut. Income inequality rose. But so did employment.

Maybe that is because they lean so heavily on the skilled workers the country is so good at producing. Around half of German high-school students go on to dual training in one of 344 trades, from tanner to dental technician. Many of the courses are set by unions and employers' federations. State and local governments provide the schools where apprentices get their theory. Chambers of commerce and industry run the exams.

Many can imitate some of what Germany did, like raising the pension age or cutting social-security contributions. Southern Europe's crash programme of structural reform is partly inspired by Germany. The dual system may be exportable, though not overnight.

But it is another matter to excel in high-end capital goods or to assign to enterprise, unions and the state roles that Germany has been practising. Germany can offer lessons in how to get back into shape; but the essence of its model is rooted too deeply to be copied with ease.

Abridged from *The Economist*, April 2012.

1. Dans les typologies des formes de capitalisme, quelles sont les caractéristiques du modèle de capitalisme allemand ? (2 points)
2. Effectuez une recherche et expliquez le contenu des réformes du début des années 2000 en Allemagne. De quel modèle de capitalisme se sont-elles inspirées ? (3 points)
3. À partir de l'exemple de l'apprentissage développé dans le texte, montrez comment les autres pays européens pourraient s'inspirer du modèle allemand. (2 points)
4. Quelles sont les forces et les faiblesses du modèle allemand ? Quels sont les risques liés à sa généralisation en Europe ? (3 points)
5. Rédigez une introduction avec accroche, définitions des termes du sujet, problématique et annonce du plan. (3 points)
6. Répondez au sujet : « Les pays européens doivent-ils copier le modèle économique allemand ? », en proposant un plan détaillé dans lequel les arguments sont développés brièvement. Utilisez les questions préparatoires, l'actualité, vos connaissances et la série. (5 points)
7. Rédigez une conclusion avec une synthèse et une ouverture. (2 points)



